

JE NE CRAINS AUCUN MAL

Emanuel Pastreich

*POURQUOI NOUS DEVONS AVOIR
UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENCE
VRAIMENT INDÉPENDANT*

JE NE CRAINS AUCUN MAL

POURQUOI NOUS DEVONS AVOIR
UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENTE
VRAIMENT INDÉPENDANT

Emanuel Pastreich

The Asia Institute

April 2021

Contenu

Préface-----	3
Pour mes concitoyens	
Introduction I -----	4
Une nouvelle alliance franco-américaine	
Introduction II-----	5
Pourquoi se présenter comme candidat indépendant à la présidence ?	
Chapitre 1 -----	9
Je ne craindrai aucun mal	
Déclaration de candidature à la présidence	
Chapitre 2 -----	14
Dix-sept éléments de la plate-forme de la campagne 2020	
Chapitre 3 -----	26
Une économie démocratique	
Chapitre 4 -----	36
Mouvement", "Plainte" et "Magicien	
Chapitre 5 -----	45
Qu'est-ce que la sécurité ?	
Chapitre 6 -----	53
« L'Aïkido » de la politique après la mort de George Floyd	

Chapitre 7 -----	64
Revenu de base universel: Libération économique ou premier pas vers l'esclavage?	
Chapitre 8 -----	70
L'avenir de la gouvernance mondiale et le Congrès de la Terre	
Chapitre 9 -----	80
Qui est propriétaire de Facebook ?	
Chapitre 10 -----	89
Mettre fin aux combustibles fossiles, l'institution particulière de l'Amérique	
Chapitre 11 -----	103
Mettre fin au DMZ à l'occasion du soixante-dixième anniversaire du déclenchement de la guerre de Corée	
Chapitre 12 -----	110
Faire un pas vers la démocratie:	
Pourquoi une élection spéciale est absolument nécessaire	
Chapitre 13 -----	122
L'avenir des alliances États-Unis – Corée du Sud et États-Unis -Japon	
Caricatures-----	131

JE NE CRAINS AUCUN MAL

Emanuel Pastreich

Pour mes concitoyens

Ce livre est constitué d'une série de discours que j'ai prononcés en tant que candidat indépendant à la présidence des États-Unis depuis la première annonce de mon intention de me présenter en février et jusqu'en juillet (2020). Je continuerai à prononcer des discours, à rencontrer mes concitoyens américains, en particulier ceux qui souffrent des conséquences de la profonde pourriture morale de notre pays. Avec leur contribution, avec leur aide, nous tracerons une direction positive pour les États-Unis. Ce sera un avenir dans lequel nous nous éloignerons de la dangereuse culture de consommation, d'extraction et de guerre sans fin qui a infecté la nation comme un horrible virus et qui a été amplifiée par de dangereux parasites.

Il est devenu instinctif pour les privilégiés et les personnes instruites de rejeter ma campagne dès le début. Lorsqu'ils me rencontrent en personne, ils remarquent immédiatement que je n'ai pas le financement, l'infrastructure, la couverture médiatique ou le soutien de célébrités nécessaires pour faire connaître mon nom, qui sont indispensables pour faire figurer mon nom sur les bulletins de vote dans tous les États.

Aucun d'entre eux ne me demande si je dis la vérité, si mes propositions sont les plus appropriées, si je suis honnête et sincère. Je soupçonne que beaucoup d'entre eux savent secrètement que ma campagne est la seule campagne sérieuse qui existe.

En effet, rares sont les diplômés de Yale et de Harvard avec lesquels je me suis un jour associé, les personnes qui étaient mes pairs lorsque j'ai commencé ma carrière, qui sont disposées à demander si ces autres soi-disant "candidats" sont qualifiés pour être président, ou si cette élection, ou la dernière, à laquelle on a accordé une grande liberté de manipulation du vote et des reportages trompeurs sur les questions, mérite d'être appelée à une élection.

Les travailleurs que je rencontre, avec lesquels je travaille, comprennent ce dont je parle. Ils savent que j'ai été au chômage dès janvier, contraint de quitter mon domicile, et que ma femme est tombée gravement malade en raison des traumatismes résultant de la tentative de maintenir notre famille unie. Je sais de quoi ils parlent parce que je l'ai vécu.

Il existe deux types de connaissances. Si vous êtes un expert des tigres, vous savez peut-être tout sur les tigres : où vivent les tigres, ce qu'ils mangent et quelles sont leurs habitudes. Mais d'un point de vue critique, votre connaissance des tigres n'approchera jamais celle d'une personne qui a été mordue par un tigre. J'ai fait l'expérience d'avoir été mordu par un tigre. Je sais ce que vous souffrez.

Je dis que si nous n'avons pas d'élections dans lesquelles quelqu'un comme moi peut être candidat, peut avoir une chance d'être couvert par les médias, alors nous n'organisons pas d'élections, mais plutôt une imposture impressionnante.

Nous n'avons pas l'intention de reconnaître de telles élections fictives. En fait, tant qu'il n'y aura pas d'élection où quelqu'un comme moi pourra attirer l'attention et avoir une chance de figurer sur les bulletins de vote, nous ne reconnaitrons aucune de ces "élections".

Même si je suis totalement exclu des médias aux États-Unis, même si je ne suis pas autorisé à collecter des fonds aux États-Unis, même si mon nom ne figure pas sur le bulletin de vote dans un seul État, ma candidature revêt une importance considérable dans la mesure où je présente systématiquement une vision de ce que les États-Unis pourraient faire, plutôt que de répéter des termes clés comme "soins de santé" ou "diversité" (à gauche) et "liberté" et "valeurs" (à droite), qui sont conçus pour susciter une réaction émotionnelle, mais qui n'offrent aucune feuille de route pour l'avenir.

Cette campagne est une feuille de route et elle exige que tout change dans le sens où John Brown a exigé que tout change lorsque lui et son groupe ont présenté une "Constitution et des ordonnances provisoires" en 1859 déclarant que l'esclavage était criminel par sa nature même. Vous devez avoir un candidat qui est prêt à dire la vérité, qui est prêt à défendre ce dont les États-Unis ont besoin, et non pas ce que nos médias corrompus sont prêts à imprimer. Comme l'a écrit Frederick Douglass avec tant d'éloquence, alors qu'il poussait des hommes politiques comme Abraham Lincoln à prendre une position ferme,

"Les hommes ne reçoivent peut-être pas tout ce qu'ils paient dans ce monde, mais ils doivent certainement payer pour tout ce qu'ils reçoivent."

Rien, mes chers concitoyens, n'a changé depuis lors aux États-Unis, ni dans la nature humaine. Concentrons-nous sur le réel et exigeons une action réelle. Nous en avons assez des belles paroles.

Introduction I

Emanuel Pastreich

Discours

Une nouvelle alliance franco-américaine

C'est une grande ironie de l'histoire, sans doute soigneusement planifiée par le Tout-Puissant, que j'ai le même nom que l'actuel président de la République française. Je n'ai jamais rencontré Monsieur Macron, et je ne suis pas sûr qu'il ait le temps de rencontrer un humble universitaire comme moi, mais il y a très certainement un message caché dans cette erreur du département de planification des sphères célestes.

Bien sûr, je n'étais pas destiné à devenir le Président des États-Unis. Lorsque je me suis déclaré candidat indépendant à la présidence en février 2020, il était clair pour tout le monde qu'une telle tâche sisyphéenne, une telle mission chevaleresque, était au mieux comique, pathétique, et qu'elle méritait d'être écartée, et d'être tournée en dérision, dès le départ.

Et pourtant, et pourtant. La Déclaration d'indépendance des États-Unis ne stipule nulle part qu'il faut être soutenu par des banques d'investissement et des sociétés multinationales pour pouvoir être candidat à la présidence. Et nulle part la Constitution n'indique que l'on doit avoir été sponsorisé par les médias corporatifs corrompus avant de pouvoir devenir un candidat "sérieux".

Et nulle part dans les écrits de Voltaire ou de Jean-Jacques Rousseau, de George Washington ou de Gilbert du Motier (le Marquis de Lafayette), qui ont dénoncé le règne de l'argent et de l'aristocratie, il n'est dit qu'il faut être le chouchou d'un milliardaire pour être candidat.

L'esprit de la Révolution américaine et de la Révolution française n'inspire pas une unité des États-Unis et de la France basée sur la finance mondiale et sur la vente de matériel militaire, ou basée sur les accords de libre-échange et sur les caprices des super-riches.

Lorsque nous cherchons les fondements de la solidarité entre nos deux nations, devons-nous parler de la libéralisation financière et des ventes d'armes au Moyen-Orient ? Ou devons-nous plutôt parler des droits inviolables des hommes décrits dans la Constitution américaine et dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ?

Nous devons nous rapprocher les uns des autres dans notre lutte pour notre avenir commun en tant que citoyens, et non en tant que banquiers et PDG (président-directeurs généraux). Nous devons nous inspirer de notre histoire commune, de l'appel lancé sur deux rives pour une véritable République fondée sur "Liberté, égalité, fraternité".

Cet esprit définit qui nous sommes, établit les fondements de nos gouvernements. Plus important encore, nos gouvernements ne sont légitimes que dans la mesure où ils se développent à partir de ces racines communes. Aucune quantité d'argent, aucune quantité de pouvoir, aucune quantité de contrôle sur les médias, aucun degré de manipulation des intellectuels publics influents, ou de la politique gouvernementale, ne peut supplanter ce pouvoir essentiel investi dans le peuple de France et des États-Unis par leurs fondateurs révolutionnaires.

En tant qu'Américain, mes liens avec la France et la culture française sont encore plus profonds.

Ma mère, Marie-Louise Rouff, ayant eu comme langue maternelle le français, est née et a grandi au Luxembourg.

Son père, Louis Rouff, travaillait comme contrôleur des Contributions et Accises pour le gouvernement du Luxembourg.

Il s'était profondément investi dans les débats intellectuels et politiques de la France des années 1930 et 1940.

C'est mon grand-père Louis Rouff qui m'a incité à entrer dans le domaine de la politique, non pas comme un initié qui flatte les riches et qui prie devant l'autel des médias d'entreprise, mais plutôt comme quelqu'un qui essaie de ramener la politique vers la gouvernance, vers le peuple, en accord avec les principes de la Constitution.

Mon grand-père faisait partie de la poignée de bureaucrates qui ont refusé de rejoindre le Parti nazi après l'annexion du Luxembourg par l'Allemagne. Il a été renvoyé de son

poste pour cette raison. On le considérait comme un imbécile pour avoir fait tout un plat de cette affaire mineure - ce n'était pas comme refuser un vaccin !

Mon grand-père a vécu en marge de la société par la suite, au bord de la pauvreté ou de l'emprisonnement. Ses amis, en revanche, ont fait de leur mieux pour s'acoquiner avec les Allemands.

Mon grand-père s'est inspiré de la coalition du Front populaire de Léon Blum et de la tentative courageuse, mais finalement tragique, de former une alliance paneuropéenne contre le fascisme.

Je savais peu de choses sur ce qui s'est passé à l'époque, mais lorsque j'ai écouté les discours de Blum récemment, j'ai eu l'impression qu'il parlait de la lutte contre le COVID-19, contre le bio-fascisme, dans laquelle nous sommes engagés aujourd'hui.

Ma mère me parlait en français quand j'étais petit et donc mes premiers mots étaient français. Ma mère a raconté que mon premier mot était "fleur". On peut dire que le français est ma langue maternelle. Mais malheureusement, ayant étudié aux États-Unis, puis en Asie, je n'ai pas l'occasion d'utiliser le français.

La France est le partenaire le plus critique pour les États-Unis. Mais Goldman Sachs, Bill Gates et Jeff Bezos n'ont rien à voir avec ce partenariat, cette fraternité de sang.

Non! Notre alliance remonte à Voltaire, à Jean-Jacques Rousseau, à la Révolution américaine et française, au combat pour la démocratie et l'égalité d'Émile Zola au moment du procès d'Alfred Dreyfus, à la bataille de Jean Jaurès contre la volonté de guerre mondiale, et au front uni contre le fascisme des années 1930.

J'ai trouvé dans ces intellectuels français du passé un modèle de la manière de s'engager véritablement en politique, et de risquer sa vie, dans la poursuite de la justice pour l'homme commun, pour la femme commune. Dans mes moments les plus sombres, alors que j'essayais de mener seul une campagne présidentielle, ces leaders français de la pensée et de l'action m'ont inspiré en me disant:

« Les représentants du peuple constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme. »

Pourquoi se présenter en tant que candidat indépendant pour le poste de Président des États-Unis?

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

20 mai 2020

Je m'appelle Emanuel Pastreich et je me suis déclaré candidat indépendant à la présidence des États-Unis pour l'élection présidentielle de 2020.

J'ai été enseignant pendant la plus grande partie de ma carrière, enseignant au niveau universitaire, mais aussi au lycée, à partir de 1998 à l'université de l'Illinois, Urbana-Champaign. Ma spécialité a été les études sur l'Asie de l'Est, couvrant les cultures et l'histoire du Japon, de la Chine et de la Corée. Plus récemment, mes écrits se sont étendus pour couvrir la politique contemporaine, la sécurité, la technologie et l'économie.

J'ai décidé très tôt que, l'Asie devenant plus centrale dans la communauté internationale, il serait essentiel que la prochaine génération (que je considérerais comme des gens comme moi à l'époque) ait une compréhension approfondie de l'Asie et soit capable de s'engager avec les Asiatiques avec au moins le même niveau de sophistication que les Asiatiques ont lorsqu'ils s'engagent avec nous.

J'ai également passé une partie de ma carrière au Japon et en Corée et cette expérience m'a permis de comprendre ce que les États-Unis doivent faire pour répondre à un monde nouveau, m'a aussi permis de voir notre pays avec plus de clarté de l'extérieur.

En tant que président de l'Asia Institute à Washington D.C., un groupe de réflexion qui mène des recherches et des discussions sur des questions de diplomatie, de sécurité et d'économie, je m'efforce d'aider les Américains à comprendre l'Asie avec précision. Je le fais avec un budget minimum, en travaillant avec ceux qui sont attachés à la vérité, et non à l'obtention de gros budgets de la part d'entrepreneurs militaires.

J'ai pu constater dès janvier de cette année à Washington D.C. que le gouvernement fédéral tout entier avait fermé et qu'un dangereux nuage d'incertitude était descendu sur les institutions qui déterminent notre avenir.

Il m'est également apparu clairement que le système politique actuel est incapable de faire face aux graves défis auxquels les États-Unis sont confrontés, qu'il s'agisse du changement climatique, de la concentration des richesses, de la course mondiale aux armements ou de l'impact négatif de la technologie sur nos vies.

J'ai regardé autour de moi les hommes politiques, pas seulement les candidats à la présidence, mais d'autres aussi, et il est apparu clairement que ces hommes politiques sont tombés dans des rituels vides, dans la répétition de phrases comme des incantations magiques et que nous ne sommes plus engagés dans un dialogue avec les citoyens sur des questions éthiques, sur la science ou sur l'avenir.

Cette culture politique n'est pas seulement inquiétante, elle est effrayante. J'ai pu voir des signes, même en janvier, que l'ensemble du gouvernement fédéral était en marche vers une catastrophe totale.

J'ai décidé de me déclarer candidat à la présidence parce qu'il n'y avait aucun candidat, même parmi les partis mineurs, qui s'attaquait sérieusement aux défis de notre époque.

J'ai rédigé ma déclaration sur une période de plusieurs semaines avec la conviction que rien ne pouvait être fait aux États-Unis si nous ne travaillions pas en dehors du système établi et que seul un candidat indépendant serait capable de faire avancer le pays dans une direction saine.

Lorsque j'ai mentionné cette idée à mes amis, la plupart d'entre eux ont immédiatement répondu qu'à moins d'avoir une forte exposition médiatique, beaucoup de financement

de la part des entreprises et des liens profonds avec les partis politiques, il est impossible de se présenter à la présidence, au congrès ou même au gouvernement local.

Un tel effort serait perçu comme rien de plus qu'un coup d'éclat.

Mais lorsque j'ai entendu ces mots, j'ai senti d'autant plus fortement qu'au milieu du chaos et de l'incertitude croissants, le fait de faire une telle déclaration pourrait faire une différence si je le faisais, non pas comme un appel aux institutions corrompues qui dominent Washington D.C. aujourd'hui, mais plutôt comme un appel aux mots et à l'esprit de la constitution. Ce document de base, qui définit les États-Unis, me reconnaît clairement comme pleinement qualifié pour faire une telle candidature à la présidence.

En outre, après avoir écrit le discours et parlé avec diverses personnes, des travailleurs pauvres aux enseignants et aux employés de restaurant, j'en suis venu à croire que j'étais capable de représenter précisément les besoins du pays parce que je n'ai accepté aucun financement extérieur et que j'étais moi-même au chômage. En tant que personne dans la même position que la majorité des Américains, je peux les représenter d'une manière que les politiciens privilégiés ne pourraient pas faire.

Les pouvoirs établis ont érigé de hauts murs à Washington D.C. pour s'assurer que personne comme moi ne sera jamais couvert par les médias, ne sera jamais invité à un quelconque événement, ne sera jamais considéré comme quelqu'un qui mérite d'être écouté.

Pourtant, cette réalité m'encourage, plutôt que de me décourager. Il est tellement évident pour moi que seule une transformation complète de la politique du pays peut nous sauver, et que les deux partis politiques, se vautrant dans l'argent et les privilèges, ne peuvent pas être à la hauteur de la tâche. De plus, les soi-disant indépendants sont incapables de monter une campagne sérieuse.

Les experts et les hommes politiques d'aujourd'hui, qu'ils se disent progressistes ou conservateurs, se battent les uns contre les autres pour l'honneur d'offrir un sacrifice impie devant l'idole crasseuse que sont les médias d'entreprise. Ils minimisent leurs paroles, évitent les sujets critiques et se plient en quatre pour plaire aux puissants.

Ces médias sont un véritable racket. Il crée des profits pour les entreprises et nous prive du droit pour comprendre ce qui se passe dans notre pays.

D'autres politiciens supposent que les médias d'entreprise ont tellement de pouvoir pour faire ou défaire quelqu'un, par la calomnie ou par des scandales montés de toutes pièces, qu'ils n'oseront pas regarder le faux Dieu dans les yeux.

Si la condition pour devenir candidat à la présidence est d'avoir le soutien des riches et d'être loué par un empire médiatique corrompu, alors il est clair que je ne suis pas qualifié.

La Constitution des États-Unis, qui devrait toujours être notre point de départ, ne dit nulle part qu'il faut de l'argent ou du pouvoir pour être président.

Je veux adopter la position inverse, c'est-à-dire dire que si les autres candidats prennent de l'argent des banques d'investissement, des multinationales ou des super-riches, ce sont eux, et non moi, qui ne sont pas qualifiés pour être président.

Je suis certain que si vous lisez mes documents, ou si vous écoutez ne serait-ce que quelques minutes de mes discours, vous verrez à quel point cette campagne est sérieuse.

Je m'engage envers vous et je veux que mes politiques reflètent vos idées. Je n'ai aucun intérêt pour des expressions fatiguées comme "conservateur" et "progressiste" destinées à nous confondre et à nous diviser. Faites-moi savoir ce que vous pensez et travaillons ensemble pour créer un nouvel espoir aux États-Unis.

Je vous remercie de votre temps précieux.

"Je ne crains aucun mal"

Déclaration de candidature pour être

Le Président des États-Unis

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

24 février 2020

Il y a des tournants dans l'histoire si dramatiques, voire bouleversants, que nous devons exiger plus qu'une adaptation progressive, nous devons exiger une profonde restructuration fondamentale de chaque aspect de notre société.

Ce moment est un moment important et je déclare ma candidature à la présidence des États-Unis non pas parce que je désire les avantages qui accompagnent ce poste, des avantages qui sont devenus de plus en plus criants au fur et à mesure que notre institution s'est désintégrée, mais parce qu'il n'y aura aucun espoir de stopper la désintégration de la clé de voûte de notre nation si ceux qui ont le plus bénéficié de nos meilleures traditions ne sont pas prêts à se lancer dans la bataille.

L'heure est venue d'une politique fondée sur la vérité, et non sur un appel au caprice ou aux émotions fugaces. Nous ne pouvons pas détourner notre regard de la profonde décadence morale qui a terrassé nos États-Unis bien-aimés. Nous devons combiner une profonde empathie pour les souffrances des gens ordinaires avec une vision inspirante de ce que ce pays pourrait être.

Cette campagne ne vous offre pas de fausses promesses scintillantes. Tant que nous n'aurons pas rétabli un discours politique honnête et un gouvernement qui défend un idéal, et met en œuvre cet idéal, les promesses faites par les hommes politiques, qu'ils se disent "conservateurs" ou "progressistes", ne signifieront pas grand-chose.

Aujourd'hui, notre gouvernement, notre journalisme, nos établissements d'enseignement, nos communautés et nos familles sont tous au bord de l'effondrement. Perdus dans l'illusion, nous ne pouvons même pas nous résoudre à affronter le désert qui s'étend devant nous.

Tout ce que je vous demande, c'est cela : Nous devons lutter ensemble pour construire des institutions participatives dans chaque quartier qui permettront à nos citoyens d'établir les idéaux, de façonner les habitudes et de préparer les politiques qui formeront les bases sur lesquelles nous allons reconstruire cette république.

Si nous ne pouvons pas former des communautés, si nous ne pouvons pas nous considérer comme autre chose que des objets à utiliser, à exploiter pour le profit, aucun degré de réforme politique au plus haut niveau ne peut nous sauver.

Les citoyens d'aujourd'hui ne sont plus des citoyens, mais de simples consommateurs qui sont nourris par la force de fantasmes préemballés par des entreprises de relations publiques, des entreprises engagées par les mêmes sociétés qui versent de l'argent à chaque politicien.

Les médias corrompus nous apprennent que nous n'avons qu'un rôle d'observateur et que nous n'avons pas d'autre choix que d'envoyer de l'argent à des politiciens qui ne nous rencontreront jamais, ne nous représenteront jamais, ni même ne répondront à nos appels téléphoniques. Les médias, contrôlés par une poignée de puissantes entreprises, font tout pour nous convaincre que nous devons chercher des magiciens pour résoudre nos problèmes à notre place, et que nous devons éviter les dirigeants qui pourraient nous inspirer pour construire une société meilleure de nos propres mains. Il n'y a pas de voie vers un bon gouvernement tant que nous ne commençons pas à le construire de nos propres mains.

Comme l'a écrit Frederick Douglass, « Ceux qui seraient libres doivent eux-mêmes porter le coup ».

Cette campagne pour la présidence ne vise pas à me faire connaître. Il serait préférable de créer notre propre journalisme citoyen plutôt que de ramper devant le marécage

médiatique fétide qui nous demande d'en être les esclaves. Ces médias sont unanimes dans leur mépris pour moi - et je me réjouis de leur mépris.

Je ne vous demande pas seulement de voter en novembre. Je vous demande de vous joindre à notre lutte pour transformer les États-Unis, et de travailler avec nous, chaque jour. Vos efforts créeront les liens qui unissent les citoyens à un gouvernement responsable. Si nos organisations de quartier ne sont pas démocratiques et participatives, elles ne pourront pas soutenir une démocratie nationale.

Que ce soit les vastes prisons remplies d'innocents, les infrastructures délabrées qui condamnent nos enfants à la misère ou la promulgation d'une culture de consommation et d'indulgence qui a détruit les vertus de la frugalité, de la modestie et de l'humilité, l'heure est vraiment tardive.

Cette république devrait fonctionner comme une horloge délicate, répondant de manière prévisible aux besoins des citoyens. Mais que faire si le ventilateur de l'horloge est encrassé, si sa roue d'échappement est cassée ou si son marteau de percussion est déformé?

Laissons-nous l'horloge dans cet état, sachant qu'elle va ralentir, pour finalement s'arrêter de façon irréparable ? Ou bien mettrons-nous l'horloge en pause pendant un certain temps, et nettoierons-nous l'ensemble de la tête aux pieds, en la réparant et en l'améliorant ? Cette dernière approche risque de provoquer une tyrannie. Mais la première la garantit pratiquement. Mieux vaut se préparer à une opération dangereuse, mais critique, que d'assister dans une oisiveté laxiste à l'effondrement de la république. Lorsqu'il devient douloureusement évident qu'un long train d'abus et d'usurpations naît de la poursuite du despotisme absolu, il devient alors notre droit, et notre devoir, de trouver de nouveaux gardiens pour la sécurité future du peuple.

Permettez-moi de suggérer deux principes fondamentaux qui sous-tendront toute action future :

La recherche scientifique de la vérité

La démocratie est le processus par lequel les besoins et la sagesse du peuple sont convertis en politique. Mais si le peuple est induit en erreur, s'il est confronté à un journalisme déformé et enjolivé, si on lui apprend à être auto-indulgent et ainsi à se désintéresser de la gouvernance, alors nous serons une démocratie sans peuple. Si le débat sur la politique n'est pas fondé sur la vérité, alors nous aurons une démocratie imaginaire. Cependant, et c'est là le plus difficile, la vérité n'est jamais démocratique. Si

nous votons pour déterminer ce qui est vrai, alors nous aurons déjà mis le doigt dans une psychose ordonnée et bien trop raisonnable.

Nous chercherons la vérité sur la pauvreté dans notre pays et ses causes, sur les motivations des guerres étrangères que nous menons, sur le déclin de l'éducation et des communautés, et nous vous encouragerons, nous vous soutiendrons, alors que vous irez enquêter sur votre quartier, et nous vous aiderons à trouver en vous le courage moral de formuler, puis de mettre en œuvre, des solutions.

La mise en place d'un gouvernement qui est, pour citer le président Abraham Lincoln, "du peuple, par le peuple et pour le peuple" est notre objectif. Cet objectif ne peut être atteint par l'élection d'une seule personne ou par l'adoption d'un seul projet de loi. Il ne sera possible qu'à la suite d'un changement profond de notre culture et de nos habitudes.

Nous ne vous offrons pas l'illusion de l'or pour vous distraire du transfert massif de richesses des gens ordinaires vers des gens fortunés, sanguinaires et malhonnêtes. Nous vous dirons la vérité et nous ne craignons aucun mal. Ce n'est qu'alors que nous pourrons mettre fin à ces guerres sans fin, ce n'est qu'alors que l'exploitation impitoyable des gens ordinaires aux États-Unis prendra fin.

Un gouvernement pour le peuple

La Constitution des États-Unis établit un modèle de gouvernement qui représente le peuple, et non les puissants. Le processus de construction de cette république a été imparfait, entaché par les crimes de l'esclavage et marqué par le massacre des indigènes. Néanmoins, nous pouvons encore apercevoir la flamme de la Constitution qui brille derrière l'édifice brisé qui subsiste.

Le moment est venu de réinventer le gouvernement, non pas comme un gadget de relations publiques financé par les entreprises ou comme une passerelle pour les entrepreneurs en quête de profits, mais comme quelque chose qui protège le bien-être du peuple et défend ceux qui s'opposent aux puissants.

La concentration radicale des richesses, l'effondrement catastrophique de notre environnement, et la course insensée au militarisme comme voie d'accès aux richesses, ces crimes ne peuvent être considérés comme des sujets de discussion entre gens polis aujourd'hui. Ceux qui sont censés nous diriger, préfèrent s'envelopper dans une

couverture cousue de lâcheté et d'hypocrisie, et appliquer la devise des trois singes (on ne voit rien, on n'entend rien et on ne dit rien).

Mais ce choix du silence a un terrible coût caché. Notre jeunesse est entourée de cauchemars, dans les rudes chaînes de montagne d'Afghanistan ou dans les couloirs humides du Centre Médical Walter Reed, où nos jeunes gisent dans leur propre urine en essayant de reconstituer un esprit fragmenté, ou dans les cellules des prisons privées où ils fixent toute la journée des murs vides.

Apportons une lueur d'espoir à ceux qui doivent constamment accepter des tâches misérables, jour et nuit, pour nourrir leurs enfants. Faisons leur savoir qu'un gouvernement sera créé, qui placera leurs intérêts au centre du programme national. Faisons leur savoir que nous n'avons pas peur d'appeler l'esclavage, l'esclavage et que nous n'avons pas peur d'appeler la guerre, la guerre !

La vérité continue de triompher

En toute humilité et en douceur, avec de la patience et de l'indulgence, avançons ensemble. Notre campagne doit être parfois conflictuelle, mais elle sera toujours enracinée et fondée sur l'amour. Nous exigeons que les riches qui se rassemblent par vanité voient leurs richesses diminuées et que ceux qui se rassemblent par le travail soient augmentés. Nous ferons comprendre à tous que les choses les plus précieuses sont précisément celles qui sont invisibles : les valeurs fondamentales qui nous guident, en tant qu'individus, en tant que groupes et en tant que nation, à nous sacrifier volontiers, non seulement pour le bénéfice de l'ensemble, mais aussi pour la poursuite de la vérité.

Les dégâts causés à notre environnement par le pétrole et le plastique, les trillions de dollars déversés au large par les riches, la manière dont Internet est utilisé pour nous réduire à des animaux de base sans aucun contrôle de soi, ces faits, et bien d'autres encore, seront rendus manifestes pour que tous puissent voir qu'ils font partie de cette grande transformation. En vérité, chers concitoyens, la vérité vous rendra libres.

Plate-forme en dix-sept points

1) Nous ne reconnâtrons aucune élection qui ne soit pas équitable

Le système électoral actuel est si corrompu qu'il est dénué de sens. Le candidat qualifié n'est pas autorisé à figurer sur le bulletin de vote, et ses idées et activités sont bloquées par un média qui refuse aux citoyens l'accès à des informations critiques. Les votes sont comptés à l'aide de systèmes informatiques conçus pour être piratés, ne laissant aucune trace du choix sacré du peuple. Les régions habitées par les pauvres sont dotées de si peu de machines à voter que les mères et les pères fatigués doivent faire la queue pendant des heures, frissonnant à la tombée de la nuit.

Nous ne pouvons reconnaître comme légitime une élection à la présidence, ou à tout autre poste, tant que la nation n'a pas organisé une élection supervisée au niveau international, dans laquelle chaque citoyen se voit garantir le droit de vote d'une manière facilement vérifiable, et où chaque candidat qualifié peut présenter sa politique directement au peuple. Toute l'élection doit se dérouler de manière transparente et la publicité commerciale doit être interdite.

Nous n'avons pas des élections légitimes, mais nous avons l'obligation morale de rejeter tout ce processus. Je ne crains pas qu'en me présentant aux élections présidentielles, aucun homme riche ne me finance, aucun parti politique ne me soutienne. Nous savons que les élections de 2020 seront tellement frauduleuses que nous ne pouvons pas accepter les résultats, ni reconnaître ceux qui prétendent avoir gagné. De plus, ceux qui sont "élus" prouveront bientôt qu'ils ne représentent pas "nous le peuple", dans aucun sens du terme. Nous, le peuple, attendrons la tenue d'une élection légitime, à laquelle les candidats, comme moi, seront autorisés à participer.

2) Le changement climatique est LA menace pour la sécurité ;

La réponse doit concerner tous les aspects de la politique intérieure et étrangère

Un engagement total en faveur d'un plan étalé sur cent ans pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci doit être au centre de toute politique sécuritaire, économique et éducative des États-Unis. Nous devons consacrer toutes les ressources, en nous engageant à l'équivalent d'une économie de guerre, afin de réduire à zéro l'utilisation du pétrole et du charbon dans un délai de deux à trois ans.

Le gouvernement mettra en place des directives qui exigeront la réduction rapide de l'utilisation des combustibles fossiles, qui mettront fin à l'utilisation des voitures particulières et qui limiteront l'utilisation des avions. Nous financerons l'installation de générateurs d'énergie solaire et éolienne dans chaque quartier. Tous les droits de propriété intellectuelle de ces technologies seront réquisitionnés par le gouvernement à cette fin. La modernisation de tous les bâtiments pour qu'ils n'émettent presque pas de carbone sera entreprise immédiatement, y compris l'isolation maximale de toutes les maisons dans un délai de deux mois. Le gouvernement le fera en recourant à des prêts sur cinquante ans qui rendront les énergies renouvelables moins chères que les combustibles fossiles.

Nous mettrons un terme à toutes les subventions pour le pétrole, le charbon et l'uranium. Ces combustibles seront désignés en tant que substances réglementées qui ne pourront être vendues à des fins lucratives.

L'armée se convertira à une énergie 100 % renouvelable plus rapidement que le reste du pays et elle passera ainsi du plus grand ennemi de l'environnement à son plus puissant défenseur. Les avions de chasse polluants et les porte-avions obsolètes seront immédiatement mis à la casse sans que l'on se préoccupe des profits qu'ils pourraient générer pour les entreprises. Ceux qui risquent de perdre leur emploi se verront garantir un emploi dans des projets d'énergie renouvelable.

Les sociétés pétrolières et gazières ont gagné des trillions de dollars en déversant des substances dangereuses sur des citoyens qui savaient pertinemment qu'elles détruisaient l'environnement. De telles actions sont criminelles en vertu de la loi. Les actifs de ces sociétés, et de leurs propriétaires, seront saisis par le gouvernement et utilisés pour financer la transformation de notre économie.

Le gaspillage de l'énergie, de la nourriture et des ressources naturelles sera reconnu pour l'abomination qu'il représente et ne sera jamais promu comme symbole d'une vie meilleure.

Le gouvernement supervisera la création de communautés urbaines et suburbaines véritablement durables et entreprendra la restauration des zones sauvages pour assurer la biodiversité. Il faudra pour cela démolir les centres commerciaux, les parkings, les usines et les autoroutes qui ont déboisé nos forêts sacrées et nos précieuses zones humides.

3) Éliminer les armes nucléaires par tous les moyens nécessaires

L'humanité est confrontée à un risque sans précédent de guerre nucléaire, rendu encore plus grave par la promotion de mini-dispositifs nucléaires "utilisables". Nous nous engagerons à éliminer ces armes dangereuses de la Terre, aussi douloureux que soit ce processus. Pour le bien de nos enfants, nous confisquerons et détruirons par la force toutes les armes nucléaires, d'abord aux États-Unis, puis dans toutes les autres nations du monde. Nous travaillerons avec des groupes de citoyens engagés dans leur pays et à l'étranger, au sein du gouvernement et à l'extérieur. Le développement des armes nucléaires doit être arrêté.

4) Lancer des enquêtes scientifiques internationales sur le passé que tant de personnes refusent d'affronter

Nous ne pourrions pas faire face à la menace du changement climatique et de la guerre nucléaire tant que nous ne nous serons pas débarrassés de la culture du déni qui nous a saisis ces vingt dernières années. Nous devons mener une enquête sans peur sur les actions entreprises par un petit groupe d'hommes puissants après les élections de 2000, y compris l'incident dit du "11 septembre".

La puissance de la méthode scientifique doit être utilisée par les équipes internationales de "vérité et réconciliation" pour révéler l'histoire honnête à nos citoyens et au monde entier. Il ne devrait y avoir aucune limite à la portée de l'enquête. Compte tenu de la gravité de l'affaire, tous les documents concernés doivent être déclassifiés. Nous ne devons pas non plus nous contenter de récits simplistes qui n'accusent qu'un groupe ou un autre. Nous avons bien résolu le crime du « Meurtre de l'Orient Express ».

5) Ramener l'armée américaine au pays et moderniser les Nations unies

Les États-Unis doivent rapatrier les troupes déployées dans le monde entier, des troupes souvent exploitées dans des entreprises mercenaires pour servir les intérêts des riches. Nous devons être prêts à nous battre, et à mourir, pour une véritable sécurité internationale, mais uniquement dans le sens le plus strict défini par la Charte des Nations unies. Il vaudrait mieux risquer notre vie dans la noble bataille contre les forces de la cupidité pour protéger le sol sous nos pieds, pour s'assurer que les eaux pures de nos océans ne sont pas empoisonnées et pour préserver les forêts à perpétuité que de mener ces guerres inutiles.

Les Nations unies doivent être le principal espace où nous planifions l'avenir de notre fragile planète, puis le mettons en œuvre. Mais cela ne peut se faire que si cette institution fait l'objet d'une réforme complète qui lui permette de représenter les citoyens de la Terre sans l'ingérence des entreprises ou de riches individus.

6) Les entreprises ne sont pas des personnes; Les riches n'ont qu'une seule voix

Les entreprises ne sont pas des personnes et elles n'ont aucun rôle à jouer dans l'élaboration des politiques. Il en va de même pour les super-fortunés et pour les banques d'investissement par l'intermédiaire desquelles elles exercent leur volonté. Les informations dont ont besoin les décideurs politiques doivent être fournies par des fonctionnaires, des professeurs et d'autres experts qui ont passé leur vie à évaluer objectivement l'état actuel de notre pays sans être soumis à des pressions pour en tirer des bénéfices.

Les riches ne sont que des gens. Ils n'ont pas plus de droits que les autres. Ils ne devraient pas avoir un rôle particulier dans la détermination de la politique. Ceux qui utilisent de l'argent, directement ou indirectement, pour influencer la politique sont engagés dans la corruption et les pots-de-vin ; ne cachez pas cette criminalité en utilisant les termes inoffensifs de "consultation" et de "lobbying".

Nous devons renforcer la fonction publique afin que le gouvernement retrouve son indépendance vis-à-vis des entreprises et puisse mettre en place des systèmes réglementaires stricts pour protéger la population. Nous l'avons fait par le passé et nous pouvons le faire à nouveau. Dans ce processus, de nombreuses entreprises, telles que les banques ou les sociétés de communication et d'énergie, seront nationalisées et dirigées par un personnel compétent de fonctionnaires dont la mission sacrée est le bien

commun. Cette gouvernance éthique a des précédents qui remontent à l'Antiquité et ne nécessite pas de décorations idéologiques.

7) Une économie du peuple et pour le peuple

Sans l'égalité économique et la stricte réglementation des finances, la démocratie n'est pas possible. Pendant que nous dormions, une faction d'élite a amassé de grandes richesses par des moyens illégaux et immoraux pendant des décennies, puis les a cachées à l'étranger. La plupart de nos citoyens ne peuvent même pas concevoir la corruption qui s'est répandue partout derrière les façades étincelantes de l'industrie et du gouvernement.

Tout cela va s'arrêter. Nous donnons des pouvoirs à des milliers d'auditeurs professionnels de l'Internal Revenue Service et d'autres bureaux gouvernementaux qui, avec le soutien du FBI, iront de l'avant et mèneront sans crainte des audits complets de toutes les branches du gouvernement, y compris le ministère de la défense. Nous exigerons un audit financier complet du Congrès et de tous ses membres. L'ensemble du pouvoir exécutif et tous les principaux membres du pouvoir judiciaire seront également soumis à un audit. Nous n'aurons pas peur de licencier, d'infliger des amendes et d'emprisonner des milliers de personnes, voire plus, si nécessaire.

Une fois que le gouvernement se sera à nouveau concentré sur les préoccupations de nos honorables citoyens, nous ferons de même pour les entreprises et pour les super-fortunés.

N'oubliez pas que ceux qui roulent dans la richesse obscène l'ont obtenue par un accès injuste au capital combiné à des pratiques commerciales illégales. Leurs avoirs doivent être réduits à leur plus simple expression afin qu'ils ne puissent plus utiliser ces fonds pour affaiblir le journalisme, la politique ou l'éducation. La finance sera désormais un domaine hautement réglementé, principalement contrôlé par des organisations gouvernementales responsables devant le peuple. Les banques régionales seront transformées en coopératives gérées par les citoyens pour le bien de l'économie locale.

8) Soutenir une véritable éducation et le journalisme d'investigation

La politique ne peut être légitime si nos citoyens se voient refuser l'accès à l'éducation de qualité dont ils ont besoin pour réfléchir de manière critique à l'état de notre société et pour utiliser pleinement l'infini potentiel enfermé dans leur imagination. Ils doivent apprendre l'histoire et la littérature, la philosophie et les sciences, dès leur plus jeune âge, afin de pouvoir comprendre les questions complexes de notre génération.

Nous allons créer un nouveau système d'éducation dans lequel tous les citoyens seront traités sur un pied d'égalité. Les fonds destinés aux écoles ne seront jamais liés aux taxes foncières locales. Les enseignants seront aussi bien récompensés que n'importe quel membre de la société. Chacun aura droit à une éducation de qualité car nous attendons de chacun qu'il soit un citoyen actif.

Le journalisme est un prolongement de l'éducation. Le journalisme doit informer nos citoyens sur des questions réelles, et non sur des événements à sensation, et il doit leur apprendre à réfléchir de manière critique aux réalités économiques et culturelles qui se cachent derrière la surface des choses. Malheureusement, le journalisme a dégénéré en une boue honteuse qui remplit les journaux, les émissions de télévision et les affichages sur Internet d'images grotesques et de phrases joyeuses, un contenu qui fait appel à nos pires anges.

Alors que les citoyens devraient apprendre à penser objectivement et à travailler ensemble pour créer une société meilleure, ils sont plutôt bombardés de déchets qui stimulent le désir sexuel ou encouragent la consommation inconsidérée.

Le gouvernement doit soutenir un média indépendant au niveau local et national qui se consacre à la recherche de la vérité et qui encourage les citoyens à penser par eux-mêmes. Le journalisme d'investigation sur les questions graves de notre temps, le journalisme courageux, doit redevenir une carrière viable.

L'art, qu'il s'agisse de peinture, de sculpture, de design, de théâtre, de musique ou de littérature, doit faire partie de la vie de nos citoyens. Le gouvernement soutiendra de telles activités parce qu'elles donnent aux citoyens la confiance nécessaire pour s'exprimer et pour formuler une vision de notre avenir par eux-mêmes, sans se fier aux images brillantes ou aux phrases désinvoltes relayées par les médias d'entreprise.

Encourager l'expression artistique libérera les jeunes de la culture banale et manipulatrice à laquelle ils sont confrontés aujourd'hui, une culture qui les oriente vers des plaisirs à court terme et les prive de la capacité de contribuer à leur société. Leur

donner la possibilité de réaliser leurs propres films, leurs propres journaux et leurs propres peintures et photographies, tout en étant payés un salaire décent pour ce travail, leur donnera confiance en leur capacité à changer la société. Nous remplacerons l'art commercial banal et dégradant par l'art rédempteur et inspirant de nos citoyens.

9) Le 13ème amendement et la fin de l'esclavage

Le 13ème amendement de notre Constitution interdit explicitement l'esclavage. Pourtant, nous avons des citoyens, dont beaucoup sont endettés par des pratiques méprisables, qui travaillent dans des usines et des magasins en tant qu'esclaves efficaces. Nous avons des citoyens qui sont en prison, souvent sur la base de fausses accusations, obligés de travailler sans salaire, obligés de payer pour avoir le droit de voir leurs proches. Tous ces crimes sont commis au profit des entreprises. Il sera mis fin à ces pratiques méprisables, sans exception, par l'application rigoureuse du 13ème amendement.

10) Le commerce doit être écologique et véritablement libre

Le commerce peut être utile à l'occasion, mais tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, il est profondément préjudiciable à notre précieux écosystème et à notre population. Le commerce est devenu un autre mot pour désigner les énormes porte-conteneurs, contrôlés par les banques d'investissement, qui dégagent une fumée horrible lorsqu'ils transportent des marchandises à travers les océans dans l'intérêt de quelques personnes, et non de ceux qui fabriquent les marchandises ou de ceux qui les utilisent.

Ce n'est pas un signal positif, et ce n'est certainement pas l'internationalisation, que les industries et les exploitations agricoles locales soient détruites par le "commerce" et que les citoyens soient rendus dépendants des biens importés contre leur volonté.

Nous devons, ensemble, repenser complètement ce que signifie le commerce et créer un système de libre-échange à 100 % des combustibles fossiles, accessible à tous et respectant les besoins des communautés locales.

11) La décadence morale est au cœur de cette crise politique

La crise actuelle est avant tout une crise spirituelle. Nous sommes tombés dans la décadence et le narcissisme. Ils découragent même ceux qui ont les meilleures intentions. La modestie, la frugalité et l'intégrité ont disparu de notre vocabulaire. Le monde intérieur invisible des valeurs et du caractère a été remplacé par un spectacle qui fait du citoyen un consommateur passif de mauvaises choses.

Tant que nous ne pourrons pas contrôler nos propres actions et, seulement à ce moment-là, former des communautés capables de demander justice et droiture, tant que nous ne pourrons pas faire confiance à nos voisins, parler franchement avec nos enfants et défendre des valeurs communes, nous serons incapables de tenir tête aux puissances qui ont pris le contrôle de notre pays.

La corruption morale signifie que beaucoup de ceux qui parlent de "liberté" et de "justice" sont si heureux d'accepter des paiements secrets qu'ils évitent de dire trop de vérité. Cela aussi doit cesser.

12) Transformer le complexe militaro-intelligent

L'armée hors de contrôle permet aux entreprises de prendre l'argent de nos impôts et de le transférer directement sur leurs comptes bancaires par la vente d'armes hors de prix, non soumises à un examen extérieur ou à des tests scientifiques.

Nous avons besoin d'hommes et de femmes prêts à donner leur vie pour leur pays. Ces nobles sentiments ont été cyniquement mal orientés. L'armée, et la "communauté" du renseignement qui l'entoure comme une pénombre, doit être transformée et consacrée, avant tout, à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à d'autres menaces réelles pour la sécurité.

La bravoure des soldats doit être réorientée vers le dangereux devoir de mettre fin à la domination de notre pays par les géants des combustibles fossiles, et leurs laquais, et vers la tâche de transformer notre économie. Soldats ! Si vous ne pouvez pas résister aux tsars de l'énergie, comment pouvez-vous vous qualifier de courageux ?

En violation de la mise en garde de George Washington sur les dangers de "mêler notre paix et notre prospérité" aux intentions des pays étrangers, nous nous sommes lancés dans de nombreux traités secrets, appelés au hasard "partage de renseignements" et "coopération en matière de sécurité", qui nous conduisent à une catastrophe comme

celle de 1914. À l'époque, ces traités secrets ont déclenché un horrible effet domino qui a entraîné le monde dans une guerre catastrophique.

Vous tous qui travaillez à des postes contractuels sous-payés pour la NSA, vous tous qui devez lire nos courriels interminables, vous tous qui devez harceler des gens simples pour des choses stupides pour des sociétés sans intérêt, écoutez-moi ! En vérité, je vous dis : "Venez avec nous ! Tu n'as rien à perdre, sauf tes chaînes. »

13) Mettre fin à l'influence dangereuse de la technologie sur nos citoyens

Les médias d'entreprise présentent l'évolution exponentielle de la technologie comme un point positif absolu. Pourtant, dans la plupart des cas, l'exposition à ces nouvelles technologies nous prive de la capacité de nous concentrer, du pouvoir de penser par nous-mêmes et de la conscience nécessaire pour fonctionner en tant que citoyens dans la société. La technologie est de plus en plus utilisée comme un moyen d'induire en nous une dépendance à la stimulation à court terme. De tels produits génèrent des profits, mais ils rendent les citoyens incapables de comprendre la gravité de la crise à laquelle nous sommes confrontés.

Nous voulons interagir avec les autres, et nous avons besoin d'emplois qui nous permettent de coopérer avec les autres. Mais tout ce que nous rencontrons, ce sont des messages enregistrés, des caisses automatiques et de longues rangées de superordinateurs qui calculent froidement les bénéfices des entreprises. Nous nous retrouvons entièrement seuls dans un désert numérique. Ce n'est pas un accident mais plutôt un crime prémédité.

Nous devons analyser de manière critique l'impact de la technologie sur la société avant de l'utiliser. La technologie peut être immensément utile, mais seulement si elle est appliquée pour résoudre les véritables défis de notre époque, et non utilisée pour nous manipuler.

La compréhension scientifique de l'état de notre Terre, et de notre société, doit toujours être notre objectif. Nous confondons la science et la technologie à nos risques et périls. Comme l'a écrit Paul Goodman, "qu'elle s'appuie ou non sur de nouvelles recherches scientifiques, la technologie est une branche de la philosophie morale, et non de la science ».

14) Mettre un terme aux campagnes anti-intellectuelles pour nous abrutir

Nos citoyens sont soumis à des campagnes sans fin qui encouragent les sentiments anti-intellectuels et qui découragent une réflexion approfondie sur le monde. Ces changements dans notre culture ne sont pas naturels, mais sont imposés par des forces cachées qui cherchent à nous rendre dociles.

Nous devons élever le niveau d'engagement intellectuel dans tous les coins de notre pays, et encourager les gens à penser par eux-mêmes et à proposer leurs propres solutions. La lecture, l'écriture et le débat sont essentiels à ce processus et doivent être encouragés. Les citoyens ne devraient jamais se fier aux opinions faciles et simplistes offertes par les célébrités.

Nous ne pouvons pas permettre à la forêt toxique des entreprises de publicité et de relations publiques d'abrutir les citoyens, d'imposer d'en haut une culture du narcissisme et de promouvoir le culte insidieux du soi. Les dommages qu'elles ont déjà causés sont en effet terribles. Nos citoyens sont confrontés à un banal désert qui n'offre rien, mais qui a pris le contrôle de toutes les chaînes de télévision, occupé tous les centres commerciaux et conquis tous les bureaux.

L'industrie de la publicité et des relations publiques doit être soumise aux réglementations les plus strictes afin que nos citoyens soient exposés à des images dans les médias qui encouragent l'engagement intellectuel et qui soutiennent une communauté saine. Les citoyens ont le droit de lire des articles et de regarder des émissions qui décrivent la réalité de nos vies de manière scientifique, et le droit de ne pas être soumis à des programmes qui présentent comme un modèle des scènes de la vie indulgente des riches.

15) Faire revivre le principe iroquois de sept générations ; Mettre fin au culte de la croissance et de la consommation

Bien que la constitution de la nation iroquoise ait eu une profonde influence sur la constitution des États-Unis, l'accent mis sur la durabilité a été tragiquement négligé par nos pères fondateurs. Les traditions des Iroquois, et des autres nations autochtones, ne doivent jamais être oubliées. Le principe de la "septième génération" de la nation iroquoise exige que nous examinons comment nos décisions d'aujourd'hui influenceront la vie de nos descendants pendant sept générations à l'avenir. Ce principe est scientifique et rationnel, et il contraste fortement avec l'hypothèse irrationnelle selon laquelle les

océans, les forêts et les prairies sont des marchandises qui appartiennent à des individus ou à des sociétés, et qui peuvent être détruites à des fins de profit personnel.

Le principe de la "septième génération" doit être ajouté à la Constitution en tant qu'amendement, servant de base à la réévaluation complète de nos hypothèses économiques et culturelles.

Nous devons cesser d'utiliser des termes trompeurs comme "croissance" et "consommation" pour évaluer le bien-être de la nation. Nous devons considérer ensemble la santé de tous nos citoyens, le bien de l'environnement et la prospérité des animaux et des plantes sauvages.

La coopération est essentielle à notre survie. Nous ne pouvons pas résoudre les problèmes par le biais des budgets si ceux-ci ne font qu'encourager la dépendance à l'égard de l'argent. Nous devons créer des systèmes de troc entre citoyens afin que les voisins puissent s'entraider et mettre en place des programmes de soutien mutuel qui rendent les familles et les communautés autosuffisantes.

Les soins de santé ne peuvent pas être fournis simplement en faisant passer l'argent du gouvernement d'un compte à l'autre. Nous devons également donner aux citoyens les moyens de s'entraider, d'apprendre suffisamment de médecine, de plantes médicinales et d'exercice physique, pour qu'ils puissent soigner eux-mêmes de nombreuses maladies sans utiliser d'argent du tout.

16) Une agriculture au service de la population et une économie alimentaire saine et équitable

L'augmentation rapide de la température provoquée par le réchauffement climatique va entraîner une hausse exponentielle du coût des denrées alimentaires au cours de la prochaine décennie et faire de l'agriculture, une fois de plus, l'activité la plus critique pour la survie. Nous n'avons même pas commencé à nous préparer à cette catastrophe.

Nous devons laisser derrière nous ce système d'agriculture industrielle en faillite et revenir à une agriculture par le peuple et pour le peuple. Les terres doivent être distribuées à un grand nombre de citoyens pour être utilisées comme des exploitations familiales. Il n'y a rien à déplorer ou à décrier dans ce domaine. Le sol et l'eau que nous a accordés notre mère la Terre n'ont jamais été, et ne seront jamais, la propriété de sociétés.

L'ensemble du système de distribution pour l'agriculture doit être réglementé et donc rendu équitable. Il est bien plus important de produire des denrées alimentaires de manière à ne pas endommager nos sols et nos eaux que de permettre à une minorité de faire fortune grâce aux exportations agricoles. Les Américains doivent adopter l'agriculture biologique durable, et ce dès maintenant.

17) Ni le Parti républicain ni le Parti démocrate ne sont mentionnés dans la Constitution

Le cirque de la mise en accusation sur trois pistes nous a révélé que le système politique actuel n'a rien à voir avec la Constitution. La gouvernance est morte et la politique a été réduite à une bagarre entre les lobbyistes des entreprises, les banquiers d'affaires, les experts des médias et les riches qu'ils servent. Les médias, qui ont depuis longtemps abandonné tout soupçon d'intégrité journalistique, ne font que jeter des œufs sur les lutteurs comme une foule ivre.

Tout débat sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique doit être mené de manière transparente au sein des services gouvernementaux définis par la Constitution.

Pourtant, aujourd'hui, la politique est élaborée par des entreprises ou débattue au sein de partis politiques opaques et non responsables, d'une manière manifestement inconstitutionnelle. Ne vous laissez pas tromper. Le Parti démocrate et le Parti républicain ne sont pas mentionnés dans la Constitution et ils ne représentent pas la grande majorité de nos citoyens.

Laisser des décisions politiques à des partis politiques qui ne sont pas régis par la Constitution est à la fois criminel et inconstitutionnel, et cette pratique doit cesser.

Les partis politiques sont un lieu de rencontre et d'échange d'idées pour les citoyens au niveau local. La Constitution n'accorde aux Partis démocrates et républicains aucun rôle dans la gouvernance ou dans l'élaboration des politiques.

Une économie démocratique

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

27 avril 2020

La crise COVID-19 n'est pas le résultat d'un seul virus. Aucun virus ne pourrait à lui seul créer une incertitude et une peur aussi profondes dans notre pays ; aucune maladie ne pourrait déclencher une ambivalence aussi horrible et une haine aussi indescriptible.

Non, nous sommes confrontés à l'effondrement d'un système économique qui a été tellement gonflé d'air, tellement corrompu par les produits dérivés et l'assouplissement quantitatif, tellement dilué par les rachats d'actions et autres produits financiers élaborés par des experts qui savent, mieux que vous, ce qui est dans votre intérêt. En un mot, l'économie n'a plus rien à voir avec notre vie. Elle est devenue un royaume éthéré, un royaume de tromperie où les puissants vivent dans des châteaux de nuages, sous la houlette d'experts qui pensent savoir, mieux que vous, ce qui est dans votre intérêt.

Cette "économie", si c'est le bon mot, n'avait rien à voir avec nous, avec le travail des gens qui essaient de nourrir nos enfants. Nous assistons désespérément à la déchirure de notre pays, qui échappe à notre contrôle, à nos connaissances et à notre niveau de rémunération.

L'économie s'est effondrée, et nous devons la reconstruire.

Mais si nous essayons de restaurer la maison pourrie qui se trouvait là avant, notre avenir sera sombre.

La Réserve fédérale ne peut pas imprimer des emplois, ni imprimer de l'air pur ou de l'eau pure. En fait, tant que le gouvernement reste prisonnier des riches et des puissants, il ne peut rien faire du tout. Nous devons couper les ficelles de ce marionnettiste sournois ; nous devons créer un gouvernement, et une économie, du peuple, pour le peuple et par le peuple.

La monnaie qui entraîne la transformation rapide de notre économie est la monnaie de la peur ; elle se répand comme un horrible virus, faisant muter tout ce qu'elle touche en désespoir et en incertitude. C'est un monstrueux Midas qui détruit toute valeur et toute bonté.

Et qu'en est-il de ce chèque de mille dollars qu'ils ont dit qu'ils vous enverraient par la poste ? La poste continuera-t-elle à distribuer le courrier ? Est-ce que mille dollars permettront d'acheter la même quantité de nourriture, ou de papier toilette, dans six mois ? Il est certain que les banques d'investissement qui spéculent sur les produits dérivés n'ont pas à attendre aussi longtemps pour être payées, ni les entreprises de combustibles fossiles qui détruisent notre climat.

Mais nous n'avons pas besoin que les règles nous soient dictées par Mammon. En tant que citoyens, nous pouvons prendre le contrôle de l'économie de notre nation et la transformer. Cette transformation ne commencera pas dans les bureaux d'une commission du Sénat, ni dans les cafés branchés fréquentés par les banquiers de Blackstone ou de Morgan Stanley.

Non, la reprise après cette catastrophe ne sera pas assurée par ceux qui ont intentionnellement créé cette crise. Cette fois, le salut ne sera pas trouvé en suivant les mêmes personnes qui nous ont conduits à la ruine en 2008.

Qu'est-ce que l'économie ?

Qu'est-ce que l'économie ? Cette question semble si simple qu'elle est indigne des experts financiers qui se pavanent dans les journaux télévisés pour nous dire comment les choses doivent être, qui nous font la morale sur les taux d'intérêt et la compétitivité, tout en préparant leurs propres pécules en secret.

Concentrons-nous sur cette question cruciale que nous étions censés oublier dans la panique actuelle.

Les fondements de l'économie n'ont rien à voir avec les équations complexes produites dans la pseudo-science de l'économie dans le but de nous intimider. C'est une profonde farce que les experts supposent qu'une personne qui n'a pas fait de calcul n'est pas capable de comprendre l'économie.

Mais les bases de l'économie sont simples. Les fondements de l'économie consistent à s'assurer que nous avons tous une alimentation saine à manger, un endroit propre où vivre et un travail intéressant qui nous emploie et qui contribue au bien-être de la société. En outre, nous devrions avoir le temps de nous exprimer artistiquement, de mener une enquête spirituelle, de prendre soin de nos proches et de nos amis et de participer à la vie de notre communauté locale.

Comme nous le savons bien, ceux dont la vie a un sens spirituel, ceux qui aiment leur travail et qui se sentent à l'aise avec leur famille et leurs amis, ne ressentent pas le besoin de dépenser beaucoup d'argent ou de vivre dans une grande maison. La valeur traditionnelle de la frugalité a cependant été démolie au cours des cinquante dernières années. À sa place, les entreprises ont érigé un sanctuaire au culte du moi, à la cupidité et au narcissisme.

Cette marche vers la décadence morale est aujourd'hui menée par les super-riches. Je voudrais partager avec vous une citation décrivant les très riches par l'auteur F. Scott Fitzgerald :

"Laissez-moi vous parler des très riches. Ils sont différents de vous et de moi. Ils possèdent et apprécient tôt, et cela leur fait quelque chose, les rend doux là où nous sommes durs, et cyniques là où nous sommes confiants, d'une manière qui, à moins d'être né riche, est très difficile à comprendre. Ils pensent, au fond de leur cœur, qu'ils sont meilleurs que nous parce que nous devons découvrir les compensations et les refuges de la vie pour nous-mêmes".

Ce qui nous est vendu comme "économie" consiste principalement en des activités spéculatives de la bourse, et en la dilapidation d'énormes sommes d'argent dans le monde entier par les banques d'investissement. Et ces banques assoiffées de sang ne sont même plus dirigées par des personnes, mais par de froids et impitoyables supercalculateurs qui calculent les profits à vingt décimales près.

Cette fausse économie encourage la consommation aveugle et dépravée ; elle nous oblige à acheter et à gaspiller de la nourriture, à conduire des voitures pour aller

travailler, à regarder de la pornographie et à acheter des cosmétiques et des vêtements pour être heureux, pour avoir l'air de réussir. Cette économie des apparences a été inventée par des sociétés de relations publiques et des publicitaires pour nous faire acheter.

La consommation est au cœur de ce système économique. Mais personne n'a le droit de remettre en question cette fausse idole. On part du principe que nous devons gaspiller chaque jour, plus il y en a, mieux c'est, pour que l'économie se développe. Une grande partie de l'argent que nous payons en impôts, directement ou indirectement, finance des entreprises basées sur la consommation, et encourage les gens à consommer, et donc à détruire l'environnement. Ce processus n'apporte que peu de bonheur, mais il dévalorise notre expérience, écrasant la spiritualité, les relations personnelles et dégradant la vie en faveur de la poursuite du superficiel.

La croissance est le jumeau conjugué de la consommation qui représente par un nombre combien nous détruisons. Si nous regardons l'extinction des espèces, le réchauffement des océans, la pauvreté dans notre nation, nous pouvons constater qu'il n'y a pas de croissance réelle. Pourtant, des gratte-ciels et des centres commerciaux vides continuent d'être construits, le plastique et la viande sont expédiés inutilement à travers les océans à la recherche de richesses éphémères.

Si nous définissons l'économie en termes de croissance et de consommation, si nous supposons que la seule chose que nous pouvons faire pour améliorer les choses est d'augmenter ou de baisser les taux d'intérêt, cela signifie que votre amour pour votre famille, votre lutte morale pour un monde meilleur, votre décision d'être frugal, votre décision d'honorer les traditions de vos parents, n'ont aucune valeur. Vous êtes censé tout jeter et acheter de nouvelles choses, des choses à la mode, au centre commercial.

Il y a d'autres crimes qui se cachent derrière cette fausse économie et dont vous devez être au courant.

Vous tenez dans votre main ces morceaux de papier imprimés, ce que nous appelons l'argent. On vous a dit qu'ils avaient de la valeur. Vous pouvez les échanger pour obtenir de la nourriture, un ordinateur ou une tondeuse à gazon au magasin. Mais d'où vient cette valeur ? Pourquoi pouvez-vous faire cet échange ? Et pourquoi sommes-nous si nombreux à dépendre de sociétés, et non de personnes, pour l'obtenir ?

Autrefois, la monnaie était adossée à de l'or, et vous pouviez prendre votre argent et l'échanger contre de l'or. Mais l'Amérique a abandonné ce fonctionnement il y a longtemps.

La valeur de cet argent ne provient d'aucun contrat, d'aucun accord, entre vous et votre communauté. Cet argent est fabriqué par la Réserve fédérale, une organisation ambiguë et non réglementée gérée par des banques privées au profit d'une minorité.

Vos salaires achètent de moins en moins parce que les banques créent de l'argent de nulle part dans cette boîte noire maléfique de la finance. La destruction de vos vies ne les dérange pas du tout. En fait, elles sont heureuses que vous dépensiez d'elles. Vous avez tellement peur de perdre votre emploi que vous n'avez pas le temps de vous demander où sont passés les billions de dollars qu'elles ont créés pour payer les spéculateurs après le récent krach.

Tout l'argent qu'ils créent par magie a ouvert la porte à l'hyperinflation. Quand l'hyperinflation arrive, le coût d'un pain peut passer de 3 \$ à 10 \$ à 100 \$, ou même à 1 000 \$ en peu de temps. Cela s'est déjà produit dans des circonstances similaires.

Les médias menteurs ne vous diront rien, mais l'écriture est sur le mur. La vérité est que l'inflation pour la nourriture et les services est déjà bien, bien plus élevée que ce qui a été rapporté au cours de la dernière décennie. Vous le savez de par votre propre expérience. Vous n'avez pas besoin d'un professeur de Harvard pour vous le dire.

L'argent aujourd'hui n'est ancré dans rien. Sa valeur est déterminée par les impressions, par l'humeur et par la culture. L'argent a de la valeur dans la mesure où les gens font confiance aux États-Unis et au système mondial dans lequel il joue un rôle central. S'ils cessent de croire aux États-Unis ou à ce système mondial, notre argent ne vaudra plus grand chose.

De nombreux signes montrent que cette confiance se dissout au moment où je vous parle.

Les banquiers ont essayé de faire en sorte que le dollar conserve sa valeur tout en imprimant de la monnaie pour se remplir les poches. Ils ont utilisé deux tours de magie.

Premièrement, ils ont encouragé l'utilisation de la force militaire et cultivé le militarisme au sein du peuple. Le militarisme leur a permis de gagner des billions de dollars grâce à la vente d'armes, à la promotion de guerres inutiles et à un Pentagone qui est devenu un trou noir pour l'argent. L'utilisation de la force militaire a fait paraître les États-Unis puissants et cela a, jusqu'à présent, contribué à maintenir la valeur du dollar à un niveau élevé même s'il n'est soutenu par rien.

Mais les banquiers ont également lié le dollar au pétrole, travaillant sans cesse pour s'assurer que le pétrole est vendu en dollars américains et que les principaux producteurs de pétrole utilisent le dollar pour toutes leurs transactions. Cette création de valeur par la promotion du pétrole est de nature criminelle. Le pétrole détruit notre climat et condamne nos enfants à un avenir sombre. Pourtant, malheureusement, le pétrole définit notre économie, vous obligeant à utiliser des plastiques jetables, à conduire des automobiles, à utiliser l'électricité qu'elles fournissent.

Les entreprises paient des experts pour qu'ils prétendent que la pollution de notre environnement, qui oblige les gens à conduire pendant des heures chaque jour, est naturelle. Et le sang des jeunes Américains coule dans les guerres à l'étranger pour que l'argent puisse être imprimé avec la suinte noire du pétrole.

La dépendance de notre économie à l'égard du pétrole a été mise en évidence lors de la récente flambée des prix du pétrole. Cet événement a conduit à l'effondrement total de l'économie nationale. La dépendance forcée au pétrole signifie que les gens ordinaires ont été dévastés par d'obscures batailles entre les puissants. Des pans entiers de notre population ont vu leur vie liée par la force à l'économie pétrolière (qu'ils construisent des autoroutes, travaillent dans des raffineries, des stations d'essence ou des ateliers de réparation automobile).

Une économie du peuple, pour le peuple et par le peuple

L'économie ne s'est pas effondrée ; elle a plutôt été fondamentalement transformée de sorte qu'elle ne dessert qu'un petit groupe de riches. Nous sommes condamnés si nous suivons les conseils stupides des économistes qui nous disent que nous n'avons que le choix d'augmenter ou de diminuer le taux d'intérêt, ou d'imprimer plus d'argent, ou d'imprimer encore plus d'argent.

L'économie doit être démocratique, et elle doit être participative. Tous les citoyens doivent être informés de la véritable économie de manière transparente par un journalisme honnête, et ils doivent recevoir l'éducation nécessaire pour comprendre comment cette économie fonctionne. Il faut leur donner les moyens de produire de la valeur, de produire des biens et des services qui contribuent à la société, et les moyens d'échanger ces biens et services entre eux ou de les vendre, aux niveaux local et national.

Mais la plupart de ces activités économiques sont aujourd'hui menées par de grandes entreprises comme Walmart, des entreprises qui gagnent des dizaines de milliards de

dollars pour leurs propriétaires tout en payant des salaires de misère aux travailleurs. Les travailleurs, et les "consommateurs" (comme nous appelons les citoyens qui n'ont pas le choix de l'endroit où ils font leurs achats) ne sont pas autorisés à faire des suggestions sur la façon dont ces marchés, restaurants, magasins de proximité ou autres entreprises sont gérés. Vous pouvez travailler pour une entreprise comme Walmart pendant toute votre vie, mais on ne vous donnera aucune action (aucune propriété) et vos opinions seront complètement ignorées. En fait, vous êtes encouragé à être passif, à ne penser qu'à manger, à regarder des vidéos stupides ou à lire des magazines de mode. Cette passivité n'est pas le fruit du hasard.

La richesse de ceux qui dirigent ces entreprises n'est pas le résultat de leur génie, ni de leurs innovations. Ces entreprises obtiennent des prêts massifs des banques, des prêts garantis par vous, pendant des décennies à des taux d'intérêt bas. Avec cet argent, elles peuvent mettre en faillite tous leurs petits concurrents (comme vous, ou comme le magasin familial de vos parents) de manière brutale. À vrai dire, si les grandes chaînes de magasins n'avaient pas tout cet argent gratuit, leurs magasins inefficaces, gaspilleurs et corrompus ne pourraient pas concurrencer une économie locale saine gérée par la population.

Et n'oubliez pas que lorsque ces banques, qui ne sont ni démocratiques ni transparentes, impriment leur propre argent de nulle part, elles réduisent ainsi la valeur de votre argent.

Mais il peut y avoir une économie qui nous apporte une grande richesse sans destruction écologique et spirituelle. Nous pouvons construire des maisons qui durent cinq cents ans. Nous pouvons utiliser des meubles qui durent cent ans, et porter des vêtements qui durent trente ans. Nous pouvons partager des outils et des compétences avec nos voisins - et ainsi réduire notre dépense tout en améliorant notre santé. Nous n'avons pas besoin d'une quatrième révolution industrielle destructrice qui utilise l'IA pour nous rendre dociles.

Si nous avons une économie démocratique, vous auriez autant le droit, plus le droit, d'obtenir un prêt que Walmart. Si vous vouliez des panneaux solaires, ou une éolienne, qui vous permettent de produire votre propre énergie et donc de sauver notre planète, et d'être ainsi indépendants des compagnies pétrolières qui nous en veulent, alors la banque, dont vous seriez membre, vous prêterait l'argent dont vous avez besoin via un prêt à faible taux d'intérêt sur 50 ans. Cela rendrait l'énergie éolienne, ou l'énergie solaire, moins chère que les dangereux combustibles fossiles que les banques veulent vous verser à la gorge.

Il n'y aura plus de lavage de cerveau perpétré sur nous par les sociétés de publicité qui encouragent le narcissisme, le culte de soi et la consommation aveugle. Ce dangereux commerce a détruit des familles et a déchiré nos quartiers.

Beaucoup d'entre nous, la plupart d'entre nous, sont maintenant au chômage ; nous nous retrouvons enfermés chez nous. Nous sommes rendus encore plus dépendants d'un gouvernement corrompu. Soudain, nous avons besoin que quelqu'un nous envoie un chèque pour nous aider à acheter de la nourriture.

C'est l'étape qui précède l'économie d'esclave. Mes paroles sont si dures que beaucoup ne veulent pas les entendre. Ils veulent rejeter des propos tels que ceux des théoriciens de la conspiration. Mais c'est là que nous nous trouvons aujourd'hui.

Que faisons-nous ?

Il y a deux étapes essentielles à la création d'une économie démocratique, participative et durable.

Premièrement, nous devons nous organiser au niveau local pour créer de véritables villages composés des membres de notre communauté. Nous transcenderons l'ethnicité et la culture, en travaillant ensemble pour le bien commun. Ces communautés créeront leur propre valeur et planifieront leurs propres activités. Elles ne laisseront pas les banques et les sociétés multinationales s'immiscer. À terme, nous créerons leurs propres banques et coopératives qui seront entièrement indépendantes. La première étape consistera à signer un contrat entre les membres individuels de nos communautés et à organiser une série de réunions pour nous où nous, les politiciens non surpayés, nous nous réunirons, nous réfléchirons par nous-mêmes à ce qui doit être fait et à la manière dont nous allons le faire.

La deuxième étape consistera à créer des institutions locales, nationales et internationales au sein du gouvernement et de la société civile, qui protégeront les efforts des citoyens contre l'ingérence des riches et des puissants. Le gouvernement doit être transformé en une institution capable de saisir les billions de dollars détournés par les riches et de garantir que le processus décisionnel de notre pays n'est jamais à vendre.

Mais nous ne devons pas être naïfs. Les gouvernements peuvent être utilisés pour rétablir la démocratie et l'égalité, mais ils peuvent tout aussi bien être utilisés à des fins néfastes. En outre, même les réformateurs les plus courageux peuvent être accablés, ou mis dans

une cage dorée, s'ils tentent d'apporter des changements révolutionnaires, voire de petites améliorations, dans un système corrompu.

Nous ne pourrons pas mettre en œuvre des politiques au niveau national et international si nous ne bénéficions pas d'un soutien puissant de la part des citoyens au niveau local, qui sont organisés et informés. Ils ne seront pas organisés pour une élection éphémère, mais plutôt pour se battre chaque jour pour une économie honnête et juste.

Nos groupes participatifs et démocratiques créeront notre propre économie, une économie honnête, transparente et éthique.

Nous n'avons pas besoin, et n'attendons pas, l'approbation ou le soutien de Washington, ni d'aucune figure d'autorité. Si votre organisation est administrée comme un gouvernement éthique et engagé, alors le "soi-disant" gouvernement commencera à apprendre de vous, à s'inspirer de vous. Ce serait une façon bien plus intelligente de changer notre pays que d'élire des magiciens.

Contrairement aux États-Unis d'il y a soixante ans, la plupart d'entre nous n'ont littéralement aucun moyen de produire localement de la nourriture, des meubles ou des outils. Tout cela a été enlevé lors des abominables rites tenus pour satisfaire les dieux obscurs de la technologie et de la mondialisation. Nous achetons des articles inutiles parce que les médias nous disent que nous devons être plus à la mode, plus modernes, que nos voisins.

Nous ne reconnaissons pas l'autorité des banques, des milliardaires et autres acteurs d'élite pour créer de l'argent de nulle part et le répandre sur leurs amis.

Cette fois, nous n'allons pas payer la caution de ces criminels ; non, mon administration va confisquer tous les avoirs qu'ils ont amassés illégalement et d'annuler tout l'argent factice qu'ils ont créé avec leurs copains de la Réserve fédérale. En vérité, la fête est terminée.

Nous allons construire une économie partagée entre nous, les citoyens, une économie que nous créons et développons, au niveau local et au niveau national, et grâce à la coopération avec d'autres citoyens du monde entier, des gens comme nous.

Vous savez bien mieux que les banquiers d'élite, les gens qui spéculent sur les contrats à terme et les devises étrangères, ce qui est nécessaire pour une économie saine et pour votre communauté.

Je suis certain qu'une fois que vous serez aux commandes, vous ressentirez un profond sentiment d'engagement pour aider vos enfants et vos voisins. S'il y a un profit à tirer de la nourriture que vous mangez, ou des outils que vous utilisez, ce profit devrait revenir à vous, à vos enfants et à vos voisins - et non aller aux spéculateurs.

Et qu'en est-il de cette pandémie COVID-19 ? Elle est devenue une aubaine pour les riches et les puissants. Les plus riches d'Amérique ont ajouté 280 milliards de dollars à leur pile, tout comme de nombreux Américains se retrouvent enfermés chez eux, confrontés à la possibilité, pour la première fois depuis les années 1930, de mourir de faim.

Mais s'il vous plaît, M. le banquier, ne vous méprenez pas ! Je comprends tout à fait votre position. Vous avez fait une telle fortune avec COVID-19 que je suis sûr que vous pouvez à peine attendre COVID-20 ! Vous aimeriez avoir plus de vaccins contre les virus, mais certainement pas contre les parasites.

Permettez-moi de conclure par quelques mots sur notre campagne. Un ami proche m'a demandé hier d'où provenait notre financement. Elle m'a répondu qu'il est impossible pour un indépendant, surtout s'il n'est pas populaire auprès des riches, des puissants, des lobbyistes et des consultants, de réunir les fonds nécessaires à une campagne.

C'est ce que je lui ai dit,

"J'ai découvert un fait remarquable l'autre jour. J'ai découvert que la chose la plus précieuse au monde est la vérité et que même si l'on peut en payer un prix terrible, en termes monétaires, la vérité est absolument gratuite. En fait, la vérité vous rendra libre".

Merci pour votre temps précieux.

Mouvement, Plainte et Magie

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

16 mai 2020

Alors que le rythme de l'effondrement économique, institutionnel et culturel aux États-Unis augmente, presque tout le monde peut sentir que quelque chose ne va pas fondamentalement dans notre pays, que les journaux et les chaînes de télévision sont incapables de faire quoi que ce soit. Nous semblons impuissants à arrêter la transformation de notre pays en un désert moral, à être réduits au statut d'esclaves au service d'une poignée de puissants.

Mais pourquoi, si tant de gens sont conscients des profondes contradictions de notre culture, de la haine qui existe sous la surface, pourquoi restons-nous paralysés ? Pourquoi sommes-nous si convaincus qu'aucune mesure ne peut être prise ? Pourquoi tant de jeunes Américains talentueux ont-ils du mal à s'organiser, à faire en sorte que chaque action soit axée sur la transformation de notre société, sur la collaboration avec nos voisins pour créer une société meilleure ?

Plusieurs raisons expliquent cette paralysie. Nous sommes immergés dans une culture de consommation de saccharine créée par les sociétés de publicité depuis soixante-dix ans. Ce bain malade nous a dépouillés de nos pouvoirs de citoyens, nous rendant consommateurs d'images et de sentiments.

Nous regardons à la télévision les autorités parler de tout, sauf de ce qui est essentiel pour notre pays, dans le cadre d'un carnaval macabre.

Il suffit de dire que notre nation a subi une grave blessure il y a vingt ans, qui s'est transformée en gangrène. Plutôt que de couper courageusement le doigt infecté et d'arrêter la pourriture, nous l'avons recouverte d'un pansement et avons laissé le poison couler dans nos veines, sans que nous ne le voyions ni l'entendions, jusqu'à ce que l'infection atteigne tous les coins du corps politique.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Pour ceux qui ont encore un emploi, vous pouvez aller au Starbucks et avoir une conversation agréable avec un ami sur la vie de famille.

La plupart d'entre nous, cependant, reviennent d'une longue journée où ils ont essayé de faire quelque chose, n'importe quoi, en travaillant mais sans être payés. Nous avons à peine la force de préparer le dîner pour nos enfants. Nous nous sentons désespérés, comme tout le monde autour de nous. Nous entendons des histoires selon lesquelles le confinement se terminera bientôt - mais personne n'y croit vraiment.

Mon rôle le plus urgent en tant que candidat indépendant à la présidence est de vous apporter un peu d'espoir et d'esquisser une voie à suivre qui soit proactive, et non réactive aux demandes de plus en plus irréalistes des intérêts financiers et des parties du gouvernement qu'ils contrôlent.

Je voudrais parler des trois tendances qui ont contribué à ce triste état des choses en Amérique, une tendance dans laquelle nous avons le sentiment de n'avoir ni liberté, ni pouvoir, et où nous finissons par être ballottés et secoués par des forces invisibles. Nous sentons le flux de pouvoir obscur derrière la surface au centre commercial, dans nos salons et dans nos bureaux.

Les trois tendances qui nous ont privés de notre liberté, nous ont privés de toute confiance dans nos actions, sont le "mouvement", la "plainte" et la "magie".

Ces termes sont peu familiers et peut-être un peu déroutants. Ils sont censés être peu familiers et un peu dérangeants, parce que nous voulons réveiller les gens, les secouer pour qu'ils sortent du sommeil actuel pour que nous puissions à nouveau penser par nous-mêmes, pour que nous puissions croire que nous pouvons réellement changer ce monde.

Il est bien plus important pour moi de vous choquer que de vous raconter des platitudes sur la façon dont les choses peuvent être tout simplement géniales si nous apportons quelques corrections mineures.

Le premier problème est celui du "mouvement".

Le terme "mouvement" désigne l'organisation de grands mouvements impliquant des rassemblements publics, des collectes de fonds et des campagnes visant à promouvoir la signature de pétitions et la collecte de soutiens pour une perspective ou une politique.

Le mouvement se concentre sur l'exposition, sur la création d'images et demande l'attention d'une population déprimée et découragée par le biais de journaux à but lucratif et de médias sociaux à but lucratif.

Les leaders de ces mouvements sont promus dans les médias d'entreprise où ils publient des livres et rencontrent des politiciens célèbres, des chanteurs populaires, des membres de la famille royale et d'autres célébrités.

Les meilleurs exemples de mouvement se trouvent dans l'échec de l'opposition à la guerre en Irak en 2002, dans les efforts pour lutter contre les abus sexuels des femmes par le biais du mouvement "Me Too", et dans la campagne de sensibilisation au changement climatique, comme le montrent les activités de Greta Thunberg.

Ces activités prennent énormément de temps, elles remplissent des milliers de messages sur Facebook et elles nécessitent des budgets énormes. Les mouvements donnent l'impression que quelque chose est fait, mais ils donnent des résultats mesurables, servant souvent à détourner l'attention de personnes plus engagées et plus capables de s'organiser efficacement.

Ceux qui sont pris dans le "mouvement" sont souvent sincères et ignorent l'inefficacité de leurs actions.

Les protestations contre les plans de guerre des États-Unis contre l'Irak, qui ont débuté en septembre 2002, étaient un mouvement classique. Les protestations contre la guerre ont certainement été impressionnantes, formant les plus grandes manifestations de masse coordonnées de l'histoire dans le monde entier - c'est du moins ce qu'on nous dit.

Des centaines de fonctionnaires, et même quelques hommes politiques, se sont courageusement opposés à l'administration Bush. Mais aucun de ces efforts inspirants n'a réussi à arrêter une guerre inutile pour enrichir une poignée d'élites. Les bombardements se sont poursuivis sans entrave, et le conflit continue à ce jour.

Qu'est-ce qui a mal tourné ? Comment avez-vous pu avoir autant de personnes qui protestaient et qu'un nombre infime de riches et de puissants aient pu prendre une décision aussi dangereuse en toute impunité ?

Pourquoi a-t-on si peu discuté des raisons pour lesquelles ces manifestations ont échoué si lamentablement ?

Nous avons été complètement séduits par l'idée qu'il est essentiel d'attirer l'attention des médias. L'hypothèse de base du "mouvement" est que si beaucoup de gens connaissent la vérité, cela aura un impact sur le processus de prise de décision des élites. Personne n'envisage même la possibilité que les super-riches puissent avoir des systèmes de valeurs qui nous sont fondamentalement étrangers.

Les médias suggèrent qu'une cause doit recevoir suffisamment d'attention et de soutien de la part des célébrités pour être un mouvement légitime. Mais nous oublions que la célébrité est la marchandise que les médias vendent.

Le mouvement est un processus par lequel les citoyens sont convaincus de la valeur de leurs actions par les médias et les réseaux sociaux gérés pour le profit, et non pour sauver le monde. L'argent est généré sur la base d'activités promotionnelles qui augmentent l'engagement. Le succès ne présente aucun intérêt pour ces conglomérats médiatiques.

Les activités dont les médias corrompus à but lucratif font largement état ne peuvent pas être des activités qui sapent leurs profits. Cela signifie que les mouvements dont on parle ne peuvent pas être économiquement indépendants et qu'ils ne peuvent pas attirer l'attention sur la façon dont les héros promus par les médias tirent des profits de ces sociétés.

Le "mouvement" fait partie de la promotion d'une culture de consommation et du culte de soi-même. L'objectif du "mouvement" est la réalisation de soi, et non la formation de groupes organisés ayant un engagement moral profond envers une cause.

Beaucoup d'entre nous supposent qu'un mouvement doit avoir beaucoup d'argent, une reconnaissance médiatique et le soutien de personnes célèbres avant de pouvoir le soutenir. C'est ce qu'on nous a appris à croire.

N'oubliez pas que vous n'êtes pas l'utilisateur de Facebook ou de Twitter, mais plutôt le produit qui est vendu aux entreprises clientes.

Qu'attendent de vous les entreprises clientes de Facebook et Twitter lorsqu'elles vous achètent ? Ils veulent que vous pensiez que vous faites quelque chose de très important mais que vous n'avez pas d'impact réel.

À quoi pourrait donc ressembler un véritable mouvement ?

Considérons le mouvement antiesclavagiste des années 1850 qui a conduit à une transformation de l'économie et a amélioré les conditions de vie de nombreuses personnes. L'antiesclavagisme était un mouvement massif qui engageait les gens dans des organisations locales où ils se réunissaient en personne pour débattre de la politique et promouvoir une action radicale. Il s'agissait d'actions, comme le chemin de fer clandestin, dans lequel les membres du mouvement antiesclavagiste risquaient leur vie à plusieurs reprises dans le cadre d'efforts dangereux pour faire sortir clandestinement des Afro-Américains et pour les aider à organiser une terrible lutte à l'intérieur des plantations. Peu de ces sacrifices ont même été enregistrés, mais les organisations n'ont fait que gagner en puissance.

Les membres ont formé des institutions participatives et des liens pour la vie. Ils n'étaient pas obsédés par le vote aux élections, ni par la circulation de pétitions à signer. Ils savaient que de telles activités inoffensives ne feraient rien pour mettre fin au crime lucratif qu'est l'esclavage. Pour eux, leur carte la plus forte n'était pas le soutien de riches philanthropes, ou de leurs proches sur Facebook, mais plutôt leur volonté de mourir pour la cause.

Le principal militant anti-esclavagiste Frederick Douglass a écrit sur les raisons pour lesquelles les Afro-Américains devaient se battre, qu'ils le veuillent ou non. Il a noté :

"Cette lutte peut être morale ou physique, et elle peut être à la fois morale et physique, mais elle doit être une lutte. Le pouvoir ne concède rien sans la demande. Elle ne l'a jamais fait et ne le fera jamais. Découvrez ce à quoi les gens se soumettront tranquillement et vous avez découvert la mesure exacte de l'injustice et du tort qui leur sera imposé, et cela continuera jusqu'à ce qu'on leur résiste par des mots ou des coups, ou par les deux. Les limites des tyrans sont prescrites par l'endurance de ceux qu'ils oppriment".

Qu'il s'agisse d'occuper Wall Street, Ferguson, ou des grèves contre l'oppression dans les prisons privées, de telles luttes se poursuivent en ce moment même. Aucune célébrité n'est présente. Pas de remarques d'ouverture aimables de la part des partisans du monde des affaires.

Le deuxième problème de la politique américaine est la "plainte". La plainte est la pratique, surtout dans le journalisme, mais aussi dans nos conversations avec nos amis et notre famille, de se plaindre sans cesse de ce qui ne va pas aux États-Unis et de l'injustice des choses, mais sans offrir d'analyse approfondie, d'alternatives concrètes à la situation actuelle, de suggestions sur ce que l'auditeur peut faire pour aider.

Un tel journalisme, et un tel débat politique, découragent les citoyens. Nous sommes confrontés à des catastrophes et convaincus que nous n'avons pas d'autre choix que le désespoir. On ne peut s'empêcher de soupçonner que les puissants se réjouissent de cette "plainte" implacable.

La crise politique est aggravée parce que les médias alternatifs ne présentent pas non plus d'opportunités d'action. Ils peuvent offrir des reportages plus précis, mais les médias alternatifs n'offrent aucune suggestion quant aux endroits où vous pouvez vous rendre dans votre quartier pour discuter des problèmes et passer à l'action collective. On ne vous apprend pas comment devenir indépendant des monopoles comme Amazon, Facebook, Viacom ou Microsoft.

Le journalisme "complaisant" se concentre sur quelques "mauvaises pommes" comme Donald Trump, George Soros ou Jeff Bezos, suggérant souvent que si ces individus étaient plus attentionnés, ou plus éclairés, les problèmes pourraient être résolus.

Il n'y a aucune analyse de la façon dont la structure de l'économie encourage la cupidité et l'exploitation ou de la façon dont le contrôle des finances, de la fabrication ou du commerce par quelques-uns détermine notre réalité économique.

Nous avons des personnalités publiques, qui sont présentées dans les médias comme des penseurs indépendants, mais qui sont directement liées aux entreprises qui font fortune grâce à la guerre, ou la promotion des énergies fossiles, par le biais de leurs comptes de retraite, ou de leurs portefeuilles d'actions. Ce lien reste un tabou écrasant qui ne peut être discuté.

Cette relation incestueuse entre les personnes éduquées, qui sont censées défendre l'intérêt public, servir de chien de garde, et les entreprises est la raison pour laquelle leurs critiques sont si superficielles, si inefficaces.

Si nous nous organisons en groupes efficaces, engagés les uns envers les autres et dans la réalisation de notre objectif, nous pouvons commencer à changer l'économie et le système politique. Cette approche n'est jamais proposée comme une réponse dans le journalisme "complaisant".

La plainte dans les médias ne peut être séparée de la dégradation radicale du discours intellectuel en Amérique. L'analyse dans les médias, dans les universités et dans les groupes de réflexion est totalement dépourvue de toute considération sérieuse sur l'histoire. Si nous parlons de la Maison Blanche ou du Congrès, il n'y a aucune discussion sur l'histoire institutionnelle de ces organisations, ni même une description de leurs fonctions. La CIA ou Google sont décrits comme s'il s'agissait des mêmes organisations qu'il y a dix ou vingt ans, sans un seul mot sur leur organisation interne ou sur leurs intérêts financiers.

Cette absence de contexte historique ne laisse au lecteur que des piles d'informations négatives. Sans une compréhension des questions plus profondes, ou une feuille de route, nous n'avons aucune idée de la direction à prendre.

Le dernier problème est la "magie", ou la promotion des magiciens en politique.

La discussion part du principe que nous devons élire, ou suivre, quelqu'un de spécial, et que si cette personne a suffisamment de pouvoir, alors nos problèmes seront résolus.

On part du principe que notre seul rôle en tant que citoyens est de voter pour ce magicien en novembre, puis de retourner à notre vie et de laisser à ce magicien le soin de résoudre nos problèmes à notre place.

Cette rhétorique de la "magie" a été utilisée avec beaucoup d'effet dans la campagne présidentielle de Barak Obama, qui s'est articulée autour du slogan "changez" et a été promue de manière agressive par les sociétés de publicité payées par le parti démocrate.

Le financement des entreprises a fait passer le message que si nous soutenions simplement Obama, cette figure politique brillante et éloquente transformerait les États-Unis. En d'autres termes, il suffisait qu'un démocrate soit élu président pour qu'un véritable changement s'opère, après la criminalité massive de la fin des années Clinton et Bush.

C'était un mensonge éhonté. Toute véritable solution à la corruption des institutions devait impliquer les citoyens à tous les niveaux et proposer un plan de nettoyage des logements, dangereux mais essentiel.

Mais pour Obama, c'était trop facile. Tout ce que nous avions à faire était de voter pour lui et de dire aux autres quel excellent travail il ferait.

Mais voilà qu'Obama, l'agent du "changement", cool et collectionné, s'est empressé de renflouer les banques d'affaires et de prêter main forte à l'éviscération de la

réglementation financière pour récompenser ses partisans - les groupes d'intérêts financiers qui lui ont acheté une couverture médiatique.

La campagne de Bernie Sanders avait un certain attrait pour les citoyens, mais il a également été vendu comme un magicien qui résoudrait les problèmes pour nous. Sa campagne électorale a utilisé l'argent envoyé par les travailleurs pour payer les entreprises afin qu'elles diffusent des publicités coûteuses dans les primaires. Il avait peut-être de bonnes intentions, mais la campagne de Sander n'a pas investi un seul centime dans la création d'organisations citoyennes à long terme sur le terrain. De telles organisations pourraient permettre aux citoyens ordinaires de devenir politiquement autonomes afin qu'ils puissent continuer à travailler pour la réforme. Le Parti Démocrate, tout comme le Parti Républicain, cultive la dépendance. C'est ce qu'ils font. Leur demander de faire autrement, c'est comme demander à un tigre de devenir végétalien.

Le livre du Professeur Theda Skocpol "Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life" décrit comment les Américains ont cessé de participer régulièrement aux organisations locales, comme le YMCA, les Maçons, les Vétérans des guerres étrangères ou le Lion's Club, où ils pratiquaient l'administration démocratique dans leur vie quotidienne.

Cependant, au cours des cinq dernières décennies, une culture politique de gestion a pris la place de la participation, provoquant une chute catastrophique de la démocratie et de la transparence. Cette perte de participation des citoyens a inauguré la culture politique opaque et irresponsable d'aujourd'hui.

Je vous demande si vous avez déjà été invité par le parti démocrate ou par le parti républicain à assister à un événement au cours duquel ils vous demandent votre avis ou vous permettent de participer au processus par lequel ils déterminent leur politique ?

Nous ne vaincrons pas la superficialité de l'engagement politique en Amérique en écrivant des messages sur Facebook ou en nous plaignant de la corruption de Donald Trump. Nous ne pouvons pas créer une culture politique saine en achetant des publicités télévisées pour les hommes politiques.

Nous devons construire des institutions puissantes qui sont composées de personnes au niveau local et qui travaillent quotidiennement avec ces personnes. Nous devons nous engager dans la transformation. Cela signifie qu'il faut frapper aux portes de nos voisins et reprendre l'habitude de parler avec nos amis des vrais problèmes. Personne ne peut faire ce travail pour nous.

Le philosophe japonais Ogyu Sorai a écrit:

"Dans le jeu d'échecs, il y a deux façons de devenir un maître. La première consiste à apprendre toutes les stratégies des échecs, toutes les ouvertures et les fins de parties, et à avoir une compréhension profonde qui informe chaque coup. C'est cette maîtrise qui nous est la plus familière. Mais il y a une autre façon de devenir un maître et c'est d'inventer les règles du jeu d'échecs".

Les moments où il est possible d'établir des règles, de créer une nouvelle culture politique, sont rares et éloignés les uns des autres. Mais la crise politique actuelle aux États-Unis est si profonde et si complète, les dangers horribles qu'elle pose sont si clairs, qu'elle offre la rare opportunité d'une transformation complète. J'irais même jusqu'à dire que nous n'avons pas d'autre choix que de nous lancer dans la bataille.

Qu'est-ce que la sécurité ?

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

26 mai 2020

Que signifie exactement le mot "sécurité" ? La question est si simple qu'elle en devient écrasante. Et, aussi critique que soit la question, étant donné les milliards, les billions, de dollars que nous dépensons pour la sécurité, la plupart des experts en sécurité qui se pavanent dans de somptueux groupes de réflexion, ou qui nous pontifient du Pentagone, ou du Conseil national de sécurité, ou de divers programmes d'information, ne veulent pas parler de la véritable nature de la sécurité.

Une chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que l'argent de vos impôts, et la dette nationale qui réduit votre capacité d'achat, financent le développement de nouvelles armes et de nouveaux satellites, et d'autres programmes militaires et de renseignement, dont vous n'avez jamais entendu parler, et qui ne sont pas soumis à un examen externe.

Beaucoup d'initiés avouent qu'ils ne savent même pas si toutes ces choses que nous dépensons notre argent est construit, voire déployé, car les programmes sont classifiés et intrinsèquement opaques. Le ministère de la défense refuse d'être audité. Les agences de renseignement sont également inaccessibles.

Nous savons une chose avec certitude. Nous accumulons une dette énorme pour vos enfants. Nous galopons vers une guerre mondiale. Nous creusons une tombe pour quelqu'un avec toutes ces dépenses pour la "sécurité". Qui pourrait être ce quelqu'un ?

Des billions de dollars ont été dépensés pour la sécurité et pourtant nous nous sentons de moins en moins en sécurité.

Ces dépenses en matière de sécurité, combinées aux billions de dollars saupoudrés sur les banques d'investissement, ont ouvert les portes de l'enfer et versé de l'essence dans toute l'économie. Aujourd'hui, les psychopathes qui gèrent les portefeuilles des milliardaires arrivent avec des allumettes dans leurs mains.

La sécurité est souvent définie en termes militaires. Au cours des dix dernières années, même les soldats n'ont pas eu d'importance pour les maîtres de la sécurité. Ce sont plutôt des produits comme les avions de chasse, les satellites, les porte-avions - dont beaucoup ont une valeur douteuse - qui sont appréciés parce qu'ils génèrent de gros budgets pour les entreprises.

Pourquoi ces officiers militaires se rabattent-ils sur eux-mêmes pour approuver des armes dont ils savent qu'elles ne sont pas adaptées aux menaces à la sécurité ? Ils le font parce qu'ils savent que lorsqu'ils prendront leur retraite, ils seront employés par ces mêmes sociétés. Beaucoup ont rejoint l'armée au départ pour gagner de l'argent en faisant du conseil après leur retraite.

Cependant, beaucoup de ceux qui se soucient de la sécurité réelle ont été punis, voire bannis.

A un certain niveau, nous avons besoin d'hommes et de femmes en sécurité, mais souvent les jeunes sont nourris de contes de fées sur les menaces des nations maléfiques qui les aveuglent sur les véritables menaces de sécurité.

Ces contes n'ont aucun fondement scientifique, seulement la parole des lobbyistes pour les entrepreneurs de la défense.

Plus d'un trillion de dollars seront dépensés pour mettre à jour l'arsenal nucléaire américain, même si de nombreux experts pensent que nous serions plus sûrs si nous nous débarrassions tous ensemble des armes nucléaires - et nous avons accepté de le faire dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire.

Aujourd'hui, à la recherche du profit, le réseau complexe de traités limitant les armes qui a été soigneusement construit au cours des cinquante dernières années pour réduire le risque d'une course aux armements (et d'une guerre nucléaire) a été déchiré.

Les États-Unis fuient les traités mondiaux qui empêchent les guerres nucléaires et conventionnelles. L'annonce récente de notre retrait du traité "Ciel ouvert", qui garantit la transparence dans le domaine militaire, n'en est que l'exemple le plus récent.

Et puis il y a eu l'annonce choquante de la possibilité de nouveaux essais nucléaires américains, la première annonce de ce genre depuis 1992.

En revanche, la capacité des États-Unis à traiter les conflits de manière productive et rationnelle a été paralysée par la réduction du budget du département d'État, le retrait d'experts de postes clés et la cessation de fonctions diplomatiques, même élémentaires, au cours des trois derniers mois.

Dans le même temps, les grandes entreprises nous obligent à dépendre de la production d'armes pour nous nourrir.

Elles ont travaillé insidieusement pour envoyer toute la production à l'étranger et pour automatiser l'agriculture et d'autres services aux États-Unis. Il n'y a plus d'emplois. Il n'y a plus d'emplois. Il n'y a plus de travail dans le secteur manufacturier que dans la fabrication d'armes. Ce programme nous oblige à soutenir l'industrie de l'armement afin de trouver du travail.

Et aujourd'hui, criblées de dettes, nos usines fermées, le seul outil dont dispose encore notre gouvernement en déliquescence pour stimuler l'économie est de planifier une guerre avec la Chine, l'Iran ou la Russie.

Ce n'est un secret pour personne que ces plans dangereux, catastrophiques, sont bien avancés et qu'ils pourraient facilement entraîner la fin de la civilisation humaine, même si ce n'était pas l'intention.

Le temps est venu de faire preuve de rationalité dans l'approche de la sécurité. Mais vous ne trouverez pas beaucoup de rationalité à Washington D.C.

Alors, quels sont les véritables enjeux de sécurité pour les États-Unis à mesure que nous nous rapprochons de la guerre et nos citoyens sont terriblement ignorants de l'imminence du désastre par les médias ?

Permettez-moi de vous présenter quelques menaces clés pour la sécurité :

1) Anti-intellectualisme

La plus grande menace pour la sécurité de notre nation est le cancer malin de l'anti-intellectualisme, l'abrutissement des Américains et le découragement de la pensée profonde qui est propagée par les médias délabrés. La mort de sources d'information fiables et indépendantes des intérêts financiers, le dépérissement des discussions communautaires locales sur des sujets critiques, ont ouvert la porte à la catastrophe.

La poursuite courageuse de la vérité est une nécessité pour toute politique de sécurité significative. Si nous ne pouvons pas nous concentrer plus de quelques minutes, si les journaux, les émissions de télévision et les médias sociaux ne présentent pas aux citoyens une analyse scientifique et détaillée des problèmes réels, et si nous ne sommes pas encouragés à jouer notre rôle de citoyens réfléchis, il ne peut y avoir de planification significative de la sécurité et nous dériverons vers une guerre mondiale dans l'ignorance totale.

2) Le changement climatique et l'empoisonnement de l'environnement

Les menaces militaires de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord sont extrêmement improbables, mais la catastrophe du changement climatique qui laissera de larges pans de notre Terre inhabitables dans les dix à vingt prochaines années est garantie à 100%.

C'est exact : la menace la plus catastrophique pour la sécurité de l'histoire de l'humanité est constamment sous-estimée et ignorée dans les médias et les billions de dollars dépensés par l'armée et les services de renseignement n'ont pratiquement rien à voir avec la réponse à ce défi, mais contribuent plutôt à accroître le risque car l'armée américaine est l'un des plus grands pollueurs.

Des décennies de déréglementation ont enlevé au gouvernement le pouvoir d'exiger que l'industrie cesse d'empoisonner les citoyens. Mais l'étape finale consistant à nommer des lobbyistes pour l'industrie à des postes de haut niveau a transformé le gouvernement d'une masse impuissante en une bête agressive cherchant à nous imposer à tous les combustibles fossiles.

Toute évaluation objective de la menace posée par le changement climatique au cours des 30 prochaines années révèle que le danger est si grand et que le coût de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation est si énorme que nous n'avons pas d'autre choix que de signer des accords avec tous les pays en vue de réduire considérablement les armes conventionnelles et d'éliminer les armes nucléaires, afin que nous puissions concentrer toutes les ressources sur la transformation complète de notre économie en une économie 100 % renouvelable.

Si l'armée, les services de renseignement et d'autres éléments du système de "sécurité" existant peuvent être fondamentalement transformés pour atteindre cet objectif, qui est de nous débarrasser des armes obsolètes et dangereuses et de concentrer nos efforts sur l'élimination totale des combustibles fossiles et la transformation de l'économie de la Terre en quelques années, ils peuvent alors jouer un rôle. Dans le cas contraire, il faut les arrêter.

Aucun char, aucun système de défense antimissile, aucun satellite de renseignement ne peut faire quoi que ce soit pour arrêter la progression des déserts, le réchauffement et l'acidification des océans et la destruction de l'agriculture par le réchauffement climatique. Ce sera une lutte de vie ou de mort. Le coût des denrées alimentaires augmentera de manière exponentielle et la plupart des pays du monde auront du mal à se nourrir. Tout cela se produira alors qu'une poignée de milliardaires accumulera des ressources.

Nous n'avons aucun plan à long terme pour répondre à l'effondrement de notre système d'approvisionnement alimentaire ou à la montée du niveau des mers. Beaucoup d'Américains ne sont même pas au courant de ces menaces. L'administration actuelle est devenue un instrument des intérêts des combustibles fossiles. Elle ne peut pas faire de politique significative et elle essaie d'écraser le débat scientifique.

3) La disparité des richesses

Notre incapacité à lutter contre les menaces à la sécurité est en partie due à la concentration sans précédent des richesses, qui s'est accélérée au cours des trente dernières années et a atteint un niveau extrême au cours des six derniers mois. Le gouvernement et l'armée ont été réduits à un jeu pour une poignée de super-riches.

La destruction des entreprises familiales, la baisse de la qualité des emplois offerts aux jeunes et le pouvoir des banques d'investissement et autres sociétés spéculatives

d'organismes financiers sur la planification économique est en train de transformer notre société.

De tels intérêts ne se soucient pas de la vie des citoyens et ils profitent de la création d'une insécurité. Les riches préfèrent commander 100 autres chasseurs à réaction F 35 d'une valeur discutable à 120 millions de dollars chacun plutôt que d'aider les citoyens à obtenir l'éducation de base nécessaire pour comprendre les défis de sécurité auxquels nous sommes confrontés.

Tant que nous n'aurons pas récupéré les billions de dollars que les super-riches ont volés et créé un gouvernement responsable axé sur les intérêts à long terme de la population, il ne pourra y avoir de politique de sécurité.

4) L'émergence de nouvelles armes

Bien que la menace la plus importante pour notre pays soit le changement climatique, nous devons également reconnaître qu'une réponse est nécessaire à la course aux armements qui s'emballe dans le monde entier et à l'émergence de nouvelles armes qui changent la donne.

Le rythme exponentiel de l'évolution technologique signifie que les armes qui peuvent tuer des dizaines de milliers de personnes, voire plus, deviennent moins chères et donc accessibles à de petits groupes, voire à des individus. La réponse à cette menace sans précédent nécessitera la collaboration et la confiance entre les organisations responsables dans le monde entier. Cependant, la plupart des organisations internationales ont été détournées par les riches et les puissants et elles ne servent plus leur objectif initial.

Qui contrôle les technologies émergentes, comment elles sont appliquées et comment elles sont réglementées, telle sera la question décisive pour les États-Unis, et pour l'humanité. Aujourd'hui, il n'y a effectivement aucune réglementation du tout. Mais cette crise ne peut être résolue que par des accords mondiaux et des traités contraignants.

La menace des nouvelles technologies n'a pas grand-chose à voir avec les États nations et les fabricants et promoteurs de ces armes dangereuses n'ont d'autre loyauté que celle du profit. Examinons quelques-unes de ces nouvelles technologies :

1. Drones et robots

Les drones et les robots tueurs sont un domaine technologique en plein développement, promu par des entreprises à la recherche de profits rapides. La dystomie du meurtre par des machines incontrôlables a déjà commencé dans les pays pauvres. Si nous n'avons pas de traités contraignants, ces machines seront importées aux États-Unis avec toute leur force, non pas par des étrangers, mais par des initiés.

Les robots et les drones volants deviennent de plus en plus sophistiqués, plus agiles, plus petits et capables de tuer sans pitié, ni responsabilité, à grande échelle.

À l'avenir, les drones formeront des essaims de 10 000 individus ou plus, chacun contenant des armes différentes, et beaucoup d'entre eux seront si petits qu'ils seront presque invisibles. Ils détruiront tout sur leur passage. Les avions de chasse et les porte-avions actuels seront un hommage pittoresque à un concept de sécurité dépassé.

Des machines à tuer autonomes pourront fonctionner sans qu'un humain ne soit impliqué. Elles doivent faire l'objet de traités internationaux rigoureusement appliqués. Nous devons d'abord créer des gouvernements responsables, capables de prendre les mesures nécessaires.

2. La cyberguerre et les médias de propagande

La cyberguerre est utilisée à grande échelle aujourd'hui. Des informations trompeuses nous sont transmises dans l'intention de créer la confusion et la division, et de promouvoir des solutions militaires dangereuses à des problèmes complexes. En outre, la cyberguerre future permettra à quelques-uns de s'emparer d'armes dans le monde entier qui ont été stupidement conçues pour être contrôlées électroniquement.

Les hypothèses de base sur les conflits d'État à État qui sous-tendaient la politique de sécurité nationale ne sont plus valables. Mais le modèle de conflit entre grandes puissances est d'autant plus promu par les médias.

Il existe également d'autres technologies émergentes comme l'impression 3D dont les applications militaires sont encore mal comprises, mais qui peuvent devenir des menaces qui changent la donne et qui doivent être soigneusement étudiées.

Que faire ?

Nos citoyens ont droit à une politique de sécurité fondée sur la recherche de la vérité et guidée par un engagement éthique. Les profits tirés de la vente de systèmes d'armes n'ont pas leur place dans la discussion.

La question de savoir comment nous allons transformer l'armée gaspilleuse et dangereuse en une force qui protège l'environnement et qui répond aux véritables préoccupations de sécurité est notre plus grand défi.

Je ne vais pas prétendre que je connais la bonne réponse. Mon propos dans ce discours est d'identifier les contours du problème et d'appeler tous les citoyens, ainsi que tous les membres des forces armées et des services de renseignement, à avoir le courage de défendre nos véritables intérêts, de s'opposer au militarisme et de refuser les pots-de-vin et les menaces, directes et indirectes, utilisées pour nous pousser sur la voie de la catastrophe.

Nous n'avons pas à susciter des problèmes avec d'autres nations comme la Chine, la Russie, l'Iran ou le Venezuela. Nous sommes confrontés à des menaces globales écrasantes qui exigent, de par leur nature même, une coopération mondiale.

Unissons-nous, avec des citoyens réfléchis du monde entier, pour réécrire les règles de sécurité et pour promouvoir des personnes réfléchies, courageuses et sages qui peuvent transformer l'apocalypse à laquelle nous sommes confrontés en une occasion de transformation institutionnelle fondamentale par le biais d'une alchimie éthique.

Beaucoup m'ont reproché un idéalisme irréaliste, une vision trop optimiste de la sécurité et des relations internationales. Je réponds que j'ai étudié l'histoire et que j'ai de l'expérience dans le domaine de la diplomatie. Je pense qu'un tel rejet des valeurs et de la vision ne sert qu'à rendre notre monde plus dangereux.

Et cet argument cynique est essentiellement faux. Assez d'effrayer les gens avec des croque-mitaines, de les terrifier avec des images macabres. Inspirons-les plutôt à faire de grandes choses et encourageons-les à défendre la sécurité dans le vrai sens du terme dont on abuse tant.

L'Aïkido de la politique après la mort de George Floyd

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

3 juin 2020

Le paysage politique, social et économique auquel nous sommes confrontés aux États-Unis se transforme à une vitesse terrifiante. De petits groupes ont monopolisé les ressources, les biens et les connaissances et ont laissé la grande majorité d'entre nous souffrir dans l'ignorance des conséquences catastrophiques d'une mauvaise gestion criminelle.

Les super-riches vous ont volé entre cinq et dix mille milliards de dollars au cours des quatre derniers mois, en plus de ce qu'ils avaient pillé auparavant. Et juste au moment où nous commençons à nous ressaisir pour affronter le régime criminel de Wall Street, nous avons été confrontés au meurtre brutal de M. George Floyd, lentement torturé à mort et ces images ont été diffusées dans tout le pays.

Des meurtres aussi brutaux commis par la police se produisent tous les jours. De plus en plus, les policiers honnêtes sont contraints de quitter la police. Mais cet incident a été pratiquement créé pour la télévision et la diffusion afin de fomenter un conflit intérieur massif qui profitera aux riches qui sont terrifiés à l'idée que les travailleurs puissent se rassembler en réponse à leur pillage de la nation, et de la Terre.

Le meurtre de M. George Floyd est le confluent de deux horribles rivières souterraines qui coulent sous la surface des États-Unis. L'un est le fleuve de la haine et du mépris pour ceux qui sont classés comme étrangers, comme inférieurs, sur la base de leur couleur de peau, ou des habitudes qu'ils ont apprises de leurs parents. Ce fleuve de la haine a été exploité pendant des centaines d'années pour détourner l'attention de l'exploitation économique. Le Parti fusionniste des années 1890 a réuni les Noirs et les Blancs pour lutter pour la justice sociale. Ils ont été brutalement réprimés, et la ségrégation en a été le résultat, un système dans lequel des privilèges pathétiques ont été accordés aux blancs pauvres et un racisme aveugle a été encouragé dans le cadre d'une stratégie de division et de conquête.

L'autre terrible rivière souterraine est celle de la destruction pour le profit, la démolition contrôlée de l'économie des États-Unis. Il existe une faction parmi les riches et les puissants qui voient une opportunité de profit dans l'acte inqualifiable de déchirer les États-Unis. Ils veulent que nous nous battions les uns contre les autres, et que nous soyons si divisés que nous sommes incapables de nous rassembler pour exiger une société juste, équitable et transparente.

Ces forces obscures ont dépensé d'énormes sommes d'argent pour créer des clivages et dresser un pauvre homme contre un autre.

Il est impossible d'avoir une conversation sur des questions comme le changement climatique et les vaccinations, sur le rôle du gouvernement et de l'armée, sur le pouvoir des banques et des multinationales. Différentes parties de la population ont été nourries de récits tellement divergents qu'il est difficile de s'entendre sur ce qui est vrai et ce qui est faux. Et trop d'établissements ont signé un contrat blasphématoire avec le diable pour se taire sur les mensonges massifs à vue d'œil afin de pouvoir devenir célèbres et vivre une vie confortable.

La confusion intentionnelle créée par les médias et les autorités autour de COVID 19 a exacerbé cette tendance. Le meurtre de George Floyd est la dernière étape de ce plan. Les citoyens des États-Unis sont confrontés à un stratagème appâté, un choix impossible. Choix A : remettre en question le récit de COVID 19, et le plan des vaccinations et être contraint de s'aligner sur les milices isolationnistes et racistes ; Choix B : dénoncer le racisme brutal au sein du gouvernement et les efforts systématiques de l'administration Trump pour encourager les actes racistes et se retrouver aligné avec Barack Obama, Elizabeth Warren et une panoplie de mondialistes de placard "penser à gauche, vivre à droite".

Qui nous a imposé ce choix ? C'est la question que je vous pose.

Je condamne ce meurtre brutal et je demande justice. Mais je fais appel à votre sagesse maternelle, à votre capacité innée à vous montrer à la hauteur, tout comme Robert Kennedy l'a fait lorsqu'il a parlé la nuit de l'assassinat de Martin Luther King. Je vous en prie, je vous en prie ! Ne vous laissez pas entraîner dans ce piège que vous tendent les riches et les puissants.

Nous devons commencer par faire face honnêtement à la dégradation morale avancée du tissu de notre nation.

De nombreux pauvres ont été privés d'éducation et ont été induits en erreur par des forces puissantes pour rejeter la faute sur l'autre (qu'il s'agisse du travailleur noir, asiatique ou blanc rural) au lieu de réfléchir stratégiquement à la manière dont nous pouvons tous nous rassembler pour lutter contre ces forces obscures.

La plupart des gens que je connais ont renoncé à essayer de construire des ponts. La menace de violence de la part de la Maison Blanche est un signe clair que l'ère de la construction de ponts est morte.

Et comme la violence est encouragée dans les rues, la crise politique actuelle "COVID 19" encourage les gens à rester chez eux, à n'interagir qu'avec ceux qui ont les mêmes idées. Les médias sociaux, comme Facebook et Twitter, sont promus par les personnes qui sont supposées être nos leaders moraux, comme un moyen approprié de s'organiser. Mais ces médias sociaux, et les nouvelles que nous lisons, sont intentionnellement conçus pour rendre notre pensée superficielle, pour nous rendre fou. Tant que nous n'aurons pas commencé à faire nos propres nouvelles, à organiser nos propres médias sociaux, nous serons pris pour des imbéciles.

Si nous ne pouvons pas créer une tendance positive en Amérique qui donne l'espoir de progrès au peuple, si tout ce que le peuple peut voir est l'effondrement et le conflit, alors les puissants peuvent aller de l'avant avec leurs plans pour nous empêcher de nous rencontrer, de pouvoir nous envoyer du courrier, de voyager, de communiquer efficacement par e-mail ou par le biais des médias sociaux. Google ne vous dira jamais que vous vivez effectivement dans une prison.

Les forces que nous opposent les entreprises, les banques d'investissement et les divers groupes anti-immigrants et anti-minorités qu'elles soutiennent derrière le rideau, déforment les murs porteurs de notre nation. Ces forces veulent rendre les attaques contre les minorités à nouveau acceptables - comme c'était le cas dans les années 20.

Elles veulent que vous ignoriez le pillage du gouvernement par les banques et que vous soyez obsédés par le pillage dans les rues qui est rejoué encore et encore dans ces médias dégoûtants sur lesquels nous sommes obligés de compter.

Nous avons besoin d'un plan pour ce que nous allons faire et nous devons suivre ce plan.

Nous n'avons pas besoin de politiciens qui nous disent que les choses vont mal, mais qui ont peur de nous expliquer pourquoi elles vont si mal. Nous n'avons pas le temps de nourrir le vague espoir que les choses s'amélioreront par magie.

Nous ne devons certainement pas penser que remplacer le brutal, impétueux et narcissique Donald Trump par un autre politicien corrompu résoudra nos problèmes.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle politique d'habitude, de pensée et d'action qui ne soit ni "conservatrice", ni "progressiste", mais plutôt transformatrice. Nous avons besoin d'une politique qui s'attaque aux causes profondes, et non à leurs conséquences grotesques.

Nous devons faire le deuil de George Floyd, de sa famille, de ses amis et de son peuple. Dans le même temps, nous devons voir clair, comprendre comment cet incident a été monté comme une occasion d'utiliser la race comme un moyen de déchirer le pays et de promouvoir des conflits qui serviront de prétexte à la loi martiale.

Donald Trump a envoyé un message sur Twitter (qui est une société cynique à but lucratif qui nous extorque des milliards) disant "Quand les pillages commencent, les tirs commencent". Twitter aurait bloqué ce message parce qu'il était offensant. Je doute de cette histoire. Ces entreprises médiatiques font plutôt des heures supplémentaires pour nous manipuler, en essayant de nous faire croire qu'elles sont objectives, qu'elles sont nos amies, par le biais d'images fausses et de rituels trompeurs. Facebook et Twitter n'ont pas d'experts dans le domaine qui confirment scientifiquement ce qu'ils interdisent comme étant faux.

La violence perpétrée par la police ne peut être séparée de l'horrible guerre dans lesquelles nous sommes engagés maintenant. Les policiers sont souvent des soldats qui sont revenus de ces guerres. La violence qu'ils pratiquent est incubée dans les jeux vidéo violents, dans les films et dans un système de valeurs militarisé. La violence s'est répandue dans toute notre société.

L'écrivain James Baldwin a écrit sur ceux qui ont été formés pour voir le monde en termes de race :

"Ils sont, en effet, toujours piégés dans une histoire qu'ils ne comprennent pas ; et tant qu'ils ne l'auront pas comprise, ils ne pourront pas en être libérés. Ils ont dû croire pendant de nombreuses années, et pour d'innombrables raisons, que les hommes noirs sont inférieurs aux hommes blancs. Beaucoup d'entre eux, en effet, savent mieux, mais, comme vous le découvrirez, les gens ont beaucoup de mal à agir sur la base de ce qu'ils savent. Agir, c'est être engagé, et être engagé, c'est être en danger. Dans ce cas, le danger, dans l'esprit de la plupart des Américains blancs, est la perte d'identité... L'homme noir a fonctionné dans le monde de l'homme blanc comme une étoile fixe, comme un pilier inébranlable : et lorsqu'il quitte sa place, le ciel et la terre sont ébranlés jusqu'à leurs fondations...

"Et si le mot intégration a un sens, c'est bien celui-là : que nous forcerons, avec amour, nos frères à se voir tels qu'ils sont, à cesser de fuir la réalité et à commencer à la changer. Car ceci est votre maison, mon ami, ne vous en éloignez pas ; de grands hommes ont fait de grandes choses ici, et le feront encore, et nous pouvons faire de l'Amérique ce que l'Amérique peut devenir".

Baldwin parlait franchement de ce qu'il faut pour rendre l'Amérique grande, pas grande à nouveau, mais grande pour la première fois.

Que faisons-nous maintenant ?

L'art ancien de l'Aïkido offre une stratégie pour la résolution de la crise sociale et politique, à la limite de la guerre hybride, à laquelle nous sommes confrontés. Mais il exige que nous nous engagions d'abord dans une réflexion philosophique et réfléchies sur la dynamique plus large de notre nation qui nous a amenés ici.

Bien que l'approche de l'Aïkido ne plaise pas à ceux qui souhaitent se livrer à leur émotion, c'est la réponse la plus efficace à ce qui pourrait facilement devenir une catastrophe pour le monde entier.

Les conflits aux États-Unis ne peuvent être séparés des conflits dans le monde. La violence utilisée dans nos rues a été tirée de nos nombreuses guerres à l'étranger. Ce qui s'est passé là-bas, à l'abri des regards des citoyens, a changé qui nous sommes.

Et maintenant, si les choses se brisent, la question de savoir qui contrôle les armes nucléaires pourrait être une crise demain.

L'aïkido nous montre comment nous pouvons éviter une réaction émotionnelle aux images que nous donnent les médias corrompus pour nous mettre en colère, et nous pouvons plutôt nous concentrer sur la construction de nos propres communautés, et de nos propres organisations courageuses, afin qu'elles puissent s'opposer aux pouvoirs qui se cachent derrière ce que nous voyons à la télévision.

L'aïkido nous apprend que nous ne devons pas répondre au coup qui nous est porté par un coup tout aussi puissant contre notre adversaire. Nous devons plutôt rediriger l'énergie du coup qui nous est porté dans une direction inoffensive, voire positive.

Une attaque hostile doit être désarmée en redirigeant subtilement l'énergie même qui est projetée contre nous.

La signification plus large de ces mots est qu'il existe un équilibre dans l'univers que nous devons exploiter et que la seule façon de vraiment résoudre les problèmes est précisément de rediriger l'énergie.

L'histoire politique montre clairement la vérité. Les efforts déployés pour s'opposer à des torts terribles ont souvent conduit à un recours excessif à la force et ont créé de nouveaux problèmes, parfois pires que les problèmes initiaux. Le triste processus est similaire à chaque époque. Et une telle réaction excessive est précisément ce que les forces obscures des États-Unis espèrent et prévoient.

Et pourtant, nous ne pouvons pas nous attendre à ce que le peuple souffre d'une terrible injustice en silence. Comme l'a écrit le patriote américain Thomas Paine, "La modération dans le tempérament est toujours une vertu ; mais la modération en principe est toujours un vice".

Que dirait un maître d'Aïkido s'il nous donnait des conseils sur la façon de reconstruire ce pays après ces horribles dégâts spirituels, et comment répondre aux coups terribles qui nous sont portés par des forces cachées ?

Où suggérerait-il que nous commencions à guérir ce pays commercialisé, marchandisé, fragmenté, effrayé, souillé et démoralisé ?

Les terribles conflits raciaux qui sont encouragés par les médias corrompus et par des banques comme BlackRock et Goldman Sachs ont pour but de pousser les gens des deux côtés à aller trop loin, de créer des conflits durables qui détournent l'attention du pillage

de notre pays, non pas par des travailleurs mal payés, mais par les banques et par ceux qui profitent de ces catastrophes.

Nous pouvons voir immédiatement l'impact négatif de ce coup. Mais, si nous utilisons notre imagination, et si nous sommes disciplinés, nous pouvons réorienter l'énergie.

Les gens ont été réveillés de leur sommeil.

C'est une bonne chose.

Les gens ont pris conscience d'une profonde injustice dont ils prétendaient auparavant qu'elle n'existait pas.

C'est une bonne chose.

Ils se sont rassemblés dans la rue, parfois en travaillant ensemble, parfois en s'affrontant.

Cela pourrait être une bonne chose.

L'intention de ceux qui ont promu des images de destruction et de chaos destinées à différents groupes était d'encourager des conflits horribles.

C'est mauvais.

Mais si nous sommes capables de rechercher la vérité, et non des rapports sensationnels, et si nous sommes capables d'utiliser ce réveil pour faire participer les gens à de véritables conversations avec les uns les autres, et même avec les personnes qu'ils sont censés haïr, alors les forces qui se déchaînent pour nous séparer peuvent être redirigées pour nous réunir.

Nous pouvons également entamer une conversation profonde entre les citoyens, en nous réunissant chez eux, dans nos quartiers, pour parler de la véritable histoire de l'Amérique.

Nous pouvons nous poser des questions qui exigent des réponses :

Quand est-ce que les choses ont-elles mal tourné en Amérique ?

Est-ce que tout a mal tourné après l'élection de Donald Trump ? Ou est-ce que Trump a joué un rôle positif en disant la vérité sur les guerres sans fin et la corruption dans le pays.

Ou bien les problèmes ont-ils commencé avec la corruption profonde de la défunte administration Clinton et ensuite de l'administration George W. Bush ?

Où devrions-nous faire remonter la maladie à l'assassinat de John F. Kennedy ?

Où faut-il faire remonter les maux de notre pays à la colonisation par les Européens au XVII^e siècle, et l'économie extractive à l'économie d'esclaves qu'ils ont importée ?

Où bien y a-t-il quelque chose de fondamentalement dépravé dans l'humanité qui remonte à Adam et Eve ?

Ce sont là des questions essentielles à poser sur l'Amérique et les réponses ne sont pas simples.

La vague actuelle de perturbations prévue dans notre pays doit être redirigée pour dynamiser les gens et les amener à s'engager dans une discussion constructive. Cette discussion pourrait conduire à une transformation au niveau le plus profond, plutôt qu'à la propagation de conflits douloureux provoqués par les médias et leurs bailleurs de fonds.

Les hommes politiques que nous voyons à la télévision sont experts dans l'art de nous diviser. C'est tout ce que les politiciens savent faire.

Mais nous pourrions avoir une politique consacrée à l'unité, à la transformation de la pensée, à la perception honnête.

Tous les Américains n'ont pas un rôle égal dans la transformation des pouvoirs négatifs qui ont été déclenchés dans notre pays.

Certains d'entre nous auront reçu une éducation et des connaissances spécialisées qui leur permettent de comprendre le monde d'une manière que d'autres ne peuvent pas. En tant qu'intellectuels, nous avons l'obligation d'aider ceux qui nous entourent à percevoir le monde plus clairement, pour nous assurer qu'ils ne sont pas abusés par les puissants.

En même temps, nous, les intellectuels, avons beaucoup à apprendre de ceux qui ont travaillé dur, qui sont restés debout toute la journée dans des restaurants, qui vivent dans des logements inadéquats, qui souffrent de terribles abus.

Nous pouvons commencer à créer un cycle positif en collaborant avec ceux qui connaissent de première main les difficultés de notre société, mais qui ne possèdent pas les connaissances spécialisées nécessaires pour changer les choses.

Une telle alliance entre travailleurs et intellectuels réorientera les forces de l'exploitation dans une direction positive. Mais une telle réorientation exige de nous, ceux qui en ont le plus bénéficié (comme moi), une volonté de sacrifice.

Considérez la citation attribuée à Winston Churchill, "ne jamais gaspiller une bonne crise". L'expression est normalement utilisée dans le sens négatif, c'est-à-dire qu'une crise est une chance de forcer des changements auxquels le public résisterait normalement. L'adoption du Patriot Act aux États-Unis après le "11 septembre 2001" en est un parfait exemple - une restriction radicale de la liberté qui n'aurait jamais pu être réalisée sans une humeur de crise fabriquée.

Aujourd'hui, la crise est amplifiée et déformée pour modifier fondamentalement la société américaine. L'intention est de bloquer toute opposition à la concentration des richesses, à la destruction de l'environnement, et de diminuer l'autonomie et la liberté des citoyens.

Cependant, si nous observons attentivement, nous remarquerons que ces pratiques négatives génèrent des changements positifs inattendus. Si nous pouvons saisir les aspects positifs, nous pouvons faire pression pour une transformation constructive. Nous n'avons pas le choix, car les forces ont déjà été libérées.

Par exemple, soudainement, sans aucune forme de processus participatif, ni même de consultation avec des experts, les voyages dans le monde entier ont été profondément restreints, tout comme le commerce. Les compagnies aériennes sont en faillite, les aéroports ont été fermés et les ports sont calmes.

Mais bien que la politique, dans ce cas, s'oriente vers la tyrannie, l'utilisation du pétrole pour le transport et la société de consommation en fuite qui a pris le dessus sont en train de tuer notre écosystème. C'était précisément le bon moment pour arrêter la machine de la mondialisation et ce bouleversement pourrait être une mesure extrêmement positive si nous avons la vision nécessaire pour recréer notre société.

Le transport aérien doit cesser. Les voyages frivoles doivent cesser.

Les ordres de fermeture qui nous ont maintenus chez nous, qui ont détruit les petites entreprises et les sociétés habilitées, qui ont permis aux super-riches de gagner des milliards et qui ont conduit la plupart d'entre nous à la pauvreté, sont une force négative.

Mais là encore, rester à la maison et travailler avec notre famille peut être sain si la direction est saine. Si nous devons rester dans nos quartiers, cela pourrait être une

occasion de construire des communautés suffisamment fortes pour s'opposer au pouvoir des riches. Nous pouvons en profiter pour faire connaissance avec nos voisins et apprendre à travailler avec eux.

L'enseignement de cours en ligne pourrait réduire le besoin de voitures, et même permettre des connexions innovantes entre les étudiants et les enseignants du monde entier qui pourraient promouvoir une perspective internationale. Mais aujourd'hui, l'enseignement en ligne est surtout poussé par ceux qui sont à la recherche de profits. Nous devons prendre le contrôle de l'éducation en ligne et changer son orientation.

Je fais ces suggestions ici, juste comme ça, des suggestions. Nous devons travailler ensemble pour réorienter, pour bloquer, les forces dangereuses qui ont été libérées aux États-Unis.

Mais je voudrais suggérer qu'alors que nous pleurons les morts, que nous nous plaignons de la destruction et les dommages causés à notre société, que nous gardions également les yeux ouverts sur les moyens novateurs et créatifs de réorienter ces forces négatives afin de parvenir à une transformation fondamentale de notre société. Une telle transformation était, pour être honnête, très, très en retard.

L'aïkido de la politique et de la politique que je propose ici est complexe et subtil. La plupart des politiciens n'oseraient pas vous faire une telle proposition politique. Ils partent du principe que les messages doivent être édulcorés pour un public américain qui ne peut pas se concentrer, qui est rendu fou par les médias sociaux et le contenu commercial.

Mais je vous prends au sérieux, chers concitoyens américains, je ne vous parlerai jamais de façon humiliante. Je suppose que vous, debout derrière le comptoir de Wal-Mart, vous, prenant des commandes chez Amazon, vous, essuyant les tables pour le McDonald's tard dans la nuit, que vous êtes tout à fait capable de comprendre ces questions complexes, que vous le pouvez et que vous serez à la hauteur. Vous vous débarrasserez de la culture de consommation empoisonnée et vous avancerez dans cette lutte.

En avançant, rappelons la vision présentée par le président Franklin Delano Roosevelt dans son discours sur l'état de l'Union du 6 janvier 1941 comme un défi au spectre du fascisme.

Roosevelt a appelé à la protection des "quatre libertés" pour tous les citoyens : "Liberté d'expression", "Liberté de culte", "Vivre à l'abri du besoin" et "Vivre à l'abri de la peur".

Roosevelt n'était pas ambigu sur la signification de ces quatre libertés.

Il a déclaré : "Dans les jours à venir, que nous cherchons à sécuriser, nous attendons avec impatience un monde fondé sur quatre libertés humaines essentielles.

La première est la liberté de parole et d'expression - partout dans le monde.

La seconde est la liberté de chacun de rendre un culte à Dieu à sa manière, partout dans le monde.

La troisième est la liberté de vivre à l'abri du besoin - ce qui, traduit en termes mondiaux, signifie des conceptions économiques qui assureront à chaque nation une vie saine en temps de paix pour ses habitants - partout dans le monde.

La quatrième est l'absence de peur - ce qui, traduit en termes mondiaux, signifie une réduction mondiale des armements à un point et d'une manière si complète qu'aucune nation ne sera en mesure de commettre un acte d'agression physique contre un voisin - n'importe où dans le monde".

La réalisation d'une telle vision exigera une énergie et une concentration considérables, elle nous obligera à sortir dans la rue et à travailler avec nos voisins pour créer une société juste et équitable. Une telle opportunité nous a été donnée, peut-être par hasard. Le moment est venu de la saisir et d'avancer dans une direction juste.

Revenu de base universel:
Libération économique
ou le premier pas vers l'esclavage ?

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

7 juin 2020

Pendant les primaires du Parti Démocrate, Andrew Yang a évoqué le revenu universel de base (RUB) et en a fait un élément central de sa vision de l'économie des États-Unis. Ce thème a été repris par Bernie Sanders qui a cité la garantie de revenu offerte par des pays comme le Danemark et la Finlande comme modèle possible pour le développement futur.

Yang et Sanders ont tous deux fait valoir que l'automatisation de la production et les autres changements technologiques qui ont lieu en Amérique ont créé un retard dans la création d'emplois alors même que l'économie est florissante, et qu'un tel état peut être mieux répondu avec un revenu de base universel.

Un revenu de base présente des avantages et des inconvénients qui exigent un débat réfléchi entre les citoyens, dans les médias et dans les couloirs du gouvernement. Un tel débat est absolument impossible dans le contexte actuel d'oppression.

Ce que nous avons maintenant, c'est un revenu de base universel qui nous est imposé sans aucune procédure démocratique ni responsabilité. C'est ce qu'on appelle le "contrôle de stimulation du virus corona". Les journaux nous disent que nous pourrions recevoir bientôt 1 200 dollars supplémentaires par courrier si le Congrès adopte un projet de loi.

Prenons donc du recul et pensons à ce chèque de 1 200 dollars que le gouvernement nous offre. Pour beaucoup d'entre nous, la fermeture actuelle a mis fin à notre vie économique, nous laissant au chômage. Le chèque de relance est la seule forme de paiement que nous recevons. C'est notre "revenu de base universel" de facto - que cela nous plaise ou non. Mais ce revenu de base universel nous permet-il d'être des artistes créatifs, de faire du bénévolat dans nos quartiers, d'avoir la sécurité financière qui nous permettra de nous réaliser pleinement ?

Non, malheureusement, ce revenu de base universel nous a été imposé d'en haut. Qui sait qui en a eu l'idée. Certainement personne ne nous a demandé notre avis. Nous n'avons pas notre mot à dire sur le montant de ce revenu, ni sur qui le reçoit. Une chose est sûre : pour la plupart d'entre nous, il est loin d'être suffisant.

Par ailleurs, le débat sur le revenu de base universel part du principe que le revenu est la question essentielle pour les Américains. Aucun économiste sérieux ne croit à cette fraude. La question principale aux États-Unis est celle des actifs, de la propriété. Et les actifs sont dominés par une toute petite poignée de riches.

La réaction exagérée à COVID-19 a entraîné l'arrêt de l'économie américaine et un chômage massif en quelques mois seulement. Cette démolition contrôlée de l'économie, planifiée à l'avance, nous a laissés mendier un revenu de base universel et nous l'obtenons.

Pendant ce temps, les milliardaires reçoivent des milliards de dollars en subventions, tout comme les PDG. Ils n'ont pas besoin d'un revenu de base universel parce qu'ils gagnent leur argent grâce à la spéculation, à l'argent qu'ils impriment, à ce qu'ils nous prennent. COVID-19 concerne un transfert massif de richesses et si ce transfert n'est pas arrêté, le revenu de base ne sera d'aucune utilité.

La plupart d'entre nous risquent d'être expulsés, nos petits magasins sont fermés par des réglementations arbitraires sur notre libre circulation, et un grand nombre d'entre nous risquent de mourir de faim et de se retrouver sans abri dans les prochains mois si aucune mesure n'est prise maintenant.

Nous donner un revenu de base sans nous attaquer à la concentration massive de richesses, qui a augmenté de façon exponentielle au cours des cinq derniers mois seulement, est une recette pour le désastre. Le faire après avoir créé un environnement dans lequel nous n'avons pas d'autre choix que d'accepter ces contrôles est criminel.

Les super-riches ont passé les douze dernières années, et surtout les trois derniers mois, à imprimer de l'argent par l'intermédiaire de la Réserve fédérale et à se le rendre. Si nous ne reprenons pas cet argent, il est impossible de lutter contre les inégalités économiques.

Entre cinq et dix mille milliards de dollars ont disparu pendant que vous étiez distrait. Si nous ne touchons pas à la disparité économique créée artificiellement aux États-Unis, si nous laissons les pillards du sommet garder leur butin, l'argent gratuit du gouvernement ne sera pas libre. Il sera payé avec vos impôts (certainement pas les impôts des multinationales dont le siège est à l'étranger) ou il fera augmenter la dette nationale et rongera votre pouvoir d'achat.

Nous ne pouvons pas cultiver notre propre nourriture, nous ne pouvons pas produire notre propre énergie, et nous ne pouvons pas créer nos propres vêtements, meubles et autres produits pour la vie quotidienne. Nous ne pouvons utiliser l'argent que nous versent les entreprises que pour acheter des produits dans les grands magasins gérés par les multinationales, qui proposent des produits fabriqués à l'étranger par des travailleurs mal payés.

Le gouvernement est devenu le jouet des riches et des puissants. Les hauts fonctionnaires, les juges et même les fonctionnaires de niveau moyen sont nommés avec le soutien des multinationales et des banques d'investissement. Les politiciens sont encore pires.

Les véritables experts du gouvernement ont été supprimés et les fonctions gouvernementales, qui sont essentielles, ont été externalisées à des sociétés privées qui font aujourd'hui ce que le gouvernement a fait, mais en se concentrant sur les profits à court terme, et non sur le peuple. Ces sociétés sont payées avec l'argent de vos impôts pour faire le travail du gouvernement, mais elles n'ont jamais prêté serment à la Constitution, et leur mission première est de fournir des profits à leurs propriétaires.

La redistribution des actifs, la transparence totale du gouvernement et la fin totale de l'influence injustifiée et dangereuse des riches, et des banques et sociétés qu'ils contrôlent, sur la formulation des politiques doivent venir avant de pouvoir commencer à discuter du revenu de base.

Nous devons nous demander pourquoi les banques veulent cultiver en nous des habitudes de dépendance et de passivité. Après tout, si tout ce que nous pouvons faire est de rester assis devant la télévision jusqu'à l'arrivée de notre chèque de relance, nous ne pourrions pas nous organiser en groupes capables d'agir, nous ne pourrions pas construire nos propres économies.

Parlons un instant de la relation entre la technologie et le revenu de base universel proposé. L'argument avancé par Yang et Sanders est que l'automatisation, et la croissance de l'IA et d'autres technologies, réduisent les emplois parce qu'ils ne sont pas créés dans d'autres secteurs, même si la productivité augmente. Par conséquent, nous avons besoin d'un RBI pour garantir que les travailleurs déplacés par les nouvelles technologies ont un emploi et peuvent s'adapter à une nouvelle réalité du travail.

On part du principe que, tout comme le soleil se lève à l'Est, l'automatisation, la mise en œuvre de l'IA et la fin des interactions entre humains est une loi naturelle qui ne peut être violée, ce qui dépasse le domaine de la discussion politique.

Mais sommes-nous vraiment obligés de déchirer l'ordre naturel de la société afin de satisfaire le dieu cruel de la technologie qui exige des sacrifices sans fin au nom d'une quatrième révolution industrielle inévitable, au nom de la domination inévitable de la Terre par l'automatisation, les voitures sans conducteur, les robots et les drones ? L'Internet des choses est-il vraiment le Royaume venu ?

La promotion de l'IA (intelligence artificielle) est-elle en accord avec l'alliance de Dieu avec l'homme ? Ou s'agit-il plutôt d'un projet visant à accroître les profits d'une minorité et à pousser l'homme ordinaire, la femme ordinaire, dans la pauvreté et la dépendance ?

La réponse à cette question n'est pas évidente. Elle exige une discussion ouverte impliquant des experts de la société, de la technologie, de la gouvernance et de l'économie, mais aussi des citoyens ordinaires qui comprennent mieux que quiconque l'impact de la technologie. En outre, la discussion doit être transparente et de nature scientifique, ne laissant aucune place aux riches qui bénéficient de l'automatisation et de l'IA pour déguiser leur liste de souhaits en vérité scientifique.

La productivité sans croissance de l'emploi est la ligne standard utilisée pour justifier ce revenu de base.

La productivité est la vache sacrée qui ne peut être approchée que par les grands prêtres oints, un faux concept inventé pour justifier à peu près tout. Ce n'est pas la loi de la

gravité ou la deuxième loi de la thermodynamique. C'est l'idée biaisée et déformée qui veut que certaines formes d'activité économique soient plus importantes que d'autres.

Si vous passez la journée à aider votre mère malade, à vous occuper des légumes dans la ferme communautaire, à faire du bénévolat auprès des handicapés ou à jouer avec vos enfants, cette activité n'est pas considérée comme productive par ceux qui en font les règles.

Mais si vous détruisez des forêts ou des terres agricoles pour construire des centres commerciaux inutiles, si vous empoisonnez les rivières et les lacs avec les eaux de ruissellement des fermes industrielles ou des mines d'uranium, ou si vous faites la guerre à l'étranger, c'est considéré comme productif. L'écart entre l'emploi et la productivité n'est certainement pas le simple résultat de l'évolution technologique.

Enfin, nous devons examiner la position actuelle des États-Unis dans l'histoire et nos origines avant de pouvoir parler de notre avenir.

Au cours de la génération précédente, il y avait une profonde concurrence idéologique et économique entre les économies de marché des États-Unis et de l'Europe et les économies socialistes de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine. Nous l'appelons, de manière imprécise, la guerre froide.

Les États-Unis soutenaient l'idéal selon lequel il n'y avait pas de limite à ce que l'individu pouvait réaliser par ses efforts et nous soutenions que les libertés individuelles étaient plus importantes que le bien commun.

Les économies socialistes portaient du principe que l'égalité économique était essentielle à une société saine et prenaient des mesures préventives pour assurer une économie relativement égalitaire.

J'ai grandi aux États-Unis. Nous partageons l'idée que l'équité économique et la possibilité d'obtenir des récompenses en fonction de nos efforts particuliers étaient possibles de manière appropriée.

Mais, ce que nous avons supposé être un état naturel n'était pas du tout naturel. L'accumulation massive de richesses, l'exploitation des travailleurs et l'abus du travail des enfants étaient des pratiques courantes à la fin du XIXe siècle, et même dans les années 1930.

Mais l'existence du bloc socialiste, aussi imparfait soit-il, a exercé une pression incessante sur les États-Unis pour qu'ils modifient le système et permettent une société plus juste - il

est vrai qu'il y avait de profondes limites. À la fin des années 1930, la menace d'une révolution aux États-Unis était également réelle et elle a obligé à agir sur des questions de travail qui auraient autrement été ignorées.

Nous n'étions peut-être pas conscients de cette pression, mais elle a rendu possible des choses comme l'aide sociale et le salaire minimum.

Les salaires des PDG ont été plafonnés. Les impôts sur les riches ont augmenté jusqu'à 90% et il n'y avait pas de milliardaires, ni de paradis offshore. L'Amérique n'était pas comme ça parce que les riches étaient vertueux. Elle l'était parce qu'il y avait une pression sans fin.

Lorsque le soi-disant "bloc communiste" a été soumis à la commercialisation à partir des années 1980, et que l'opposition idéologique a diminué, les États-Unis sont lentement retournés à l'impitoyable économie de marché dont ils avaient autrefois bénéficié, une économie dans laquelle les travailleurs étaient remplaçables. Cette fois, cependant, l'automatisation et les drones, l'IA et les robots, ont permis de s'engager dans une expérience encore plus impitoyable.

Mais les changements de la société américaine, comme le changement climatique, ont été trop lents pour que nous puissions les saisir.

Nous étions trop pris par les e-mails et Facebook pour le remarquer.

Nous ne pouvions pas percevoir que les règles que nous avions acceptées avaient disparu, qu'un nouveau monde impitoyable et brillant était né.

En fin de compte, nous ne pouvons pas discuter d'un revenu de base universel aux États-Unis tant que nous n'aurons pas commencé à créer une culture, un système, dans lequel une certaine contre-force existe pour défendre les intérêts des citoyens ordinaires. C'est la question ultime. Cette contre-force, cependant, doit être construite par vous, par moi et par nous, et non par des experts ou des politiciens et certainement pas par des entreprises avec leurs drones et leurs robots.

L'avenir de la gouvernance mondiale et le Congrès de la Terre

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

14 juin 2020

On nous a donné un choix sans espoir, et ce n'est pas un hasard.

Le monde est tiré par des forces cachées, par le transfert d'argent d'une banque à l'autre, par le transfert d'informations, de photographies et de textes échangés entre les monopoles médiatiques, les banques et les sociétés de relations publiques et de conseil qui servent les milliardaires et font passer leurs stratagèmes les plus cyniques pour de l'humanitarisme.

Le monde fusionne alors que la richesse et le pouvoir se concentrent entre les mains de quelques-uns. L'information transmise aux travailleurs est de plus en plus banale et insignifiante. Si nous voulons répondre aux questions internationales, nous sommes obligés de travailler avec ces nouveaux pouvoirs, de nous incliner devant ces faux dieux, les seigneurs autoproclamés des affaires mondiales.

Nous sommes piétinés par un mondialisme impitoyable qui contrôle tout l'argent, produit tout ce dont nous avons besoin pour vivre et essaie même de contrôler nos esprits par le biais de messages sur les sites sociaux des réseaux qui nous réduisent à des animaux

instinctifs répondant à des images suggestives. Mais l'alternative antimondialiste qui nous est présentée consiste en des groupes racistes et isolationnistes, des groupes qui utilisent la violence et une rhétorique profondément dérangeante. Ces groupes sont de plus en plus puissants, mais ils ne s'intéressent pas à la vérité, mais font plutôt un appel tout aussi trompeur aux émotions du travailleur frustré.

Ces groupes ne veulent pas une réforme des institutions mondiales, mais leur démembrement complet. Ils n'offrent aucune solution au changement climatique ou à la domination de la société par la technologie - dans la plupart des cas, ils ignorent totalement ces menaces.

Nous pouvons aussi nous tourner vers les institutions mondiales qui ont des objectifs visionnaires, comme les Nations unies ou l'Organisation mondiale de la santé, pour obtenir des conseils.

Je suis ému lorsque je lis les mots inspirants de la Constitution de l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) : "Que les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix."

Mais, bien que ces institutions internationalistes comme l'UNESCO conservent quelques miettes de leur noble passé, elles sont devenues si infestées par l'argent des entreprises, direct ou indirect, que leurs priorités sont dictées par des milliardaires comme Bill Gates qui font la promotion de leur propre argent - faisant des programmes sous le faux drapeau de la charité.

Face à ce choix impossible, la plupart d'entre nous qui avons le temps, l'éducation et la motivation pour essayer de répondre à la mondialisation ne savent pas vers qui se tourner pour obtenir de l'aide. Beaucoup ont tout simplement abandonné. Les banques d'investissement ne pourraient pas être plus heureuses de ce résultat.

Il existe une différence essentielle entre la tendance à la mondialisation qui domine les activités commerciales et financières et la vision inspirante de l'internationalisme, le rassemblement des citoyens de la Terre pour une gouvernance éclairée et éthique, et tout ce qui a conduit à la fondation des Nations unies et d'autres organisations internationales destinées à résoudre les problèmes communs de l'humanité.

La mondialisation rassemble des personnes, souvent extrêmement brillantes, à la recherche du profit par le biais du commerce et du développement technologique. L'hypothèse de la mondialisation est que les décisions des banques et des multinationales

aideront les gens ordinaires et que la croissance et la consommation apporteront le bonheur à tous. Mais les entreprises ne peuvent mesurer le succès qu'en termes de profits et, bien qu'elles puissent utiliser une partie de ces profits pour aider les pauvres, leur motivation est exploitée.

Nous devons revenir à la tradition d'un internationalisme courageux et sans peur et forger une alternative au mondialisme qui ne soit ni isolationniste ni fondée sur l'identité ethnique.

Pensez à la destruction actuelle de la jungle amazonienne par le régime du président brésilien Jair Bolsonaro. Les actions actuelles, désormais ignorées par les médias, menacent de mettre fin à la civilisation et de condamner notre jeunesse à une planète stérile. Nous ne pouvons rien faire. Nos institutions internationales sont impuissantes.

L'Amazonie est en train d'être abattue et, à sa place, l'énorme entreprise Amazon étend ses vrilles pour prendre le contrôle de l'économie mondiale. La jungle qui purifie notre air est coupée et brûlée et une jungle numérique qui étouffe la liberté économique s'épanouit.

Nous avons besoin d'un système qui puisse identifier les problèmes mondiaux et coordonner une réponse au niveau local. Les Nations unies peuvent faire des déclarations. Des intellectuels de renom peuvent écrire des éditoriaux. Les ONG peuvent organiser des manifestations et laisser les citoyens signer des pétitions. Mais il n'y a pas d'effort coordonné pour bloquer la campagne criminelle visant à détruire notre avenir.

Une forme progressive de changement de régime à l'échelle mondiale (par opposition aux escroqueries au changement de régime menées par les entreprises) est un objectif tout à fait approprié que les citoyens doivent poursuivre.

N'oubliez pas les milliers de jeunes du monde entier qui sont allés en Espagne dans les années 1930 pour lutter contre le régime fasciste de Franco. Dans ce contexte, le mot "changement de régime" n'était pas honteux et n'aurait pas dû l'être.

Il n'y avait pas non plus de honte à utiliser la force pour combattre les gouvernements fascistes qui s'apprêtaient à massacrer la majorité de l'humanité dans une quête impitoyable d'"espace vital". Il n'y avait vraiment pas le choix.

Nous ne pouvons pas ignorer le besoin urgent de transformer la gouvernance de notre Terre et cela nécessitera plus que la simple signature de pétitions. Il nous faudra réinventer la gouvernance mondiale de la Terre.

La gouvernance, non pas comme un outil pour les banquiers d'affaires et les riches philanthropes, mais comme un moyen de faire face à la menace d'effondrement écologique, au militarisme et à la concentration massive des richesses.

Nous avons besoin d'une vision d'avenir qui dépasse l'économie suicidaire axée sur la consommation et une société militarisée paranoïaque, une vision qui nous incitera à tout risquer dans notre lutte contre les forces cachées qui déchirent notre monde.

Les Nations unies n'ont pas vu le jour soudainement.

Un petit groupe d'intellectuels et de militants ont risqué leur vie aux quatre coins de la planète pour lutter contre le totalitarisme et pour défendre l'internationalisme et la paix dans le monde. Ils ont fini par obtenir le soutien des gouvernements de Russie, de Chine, des États-Unis et de Grande-Bretagne, ainsi que d'autres gouvernements en exil. Ce soutien a nécessité de profonds compromis. Mais le rêve de non seulement vaincre les fascistes, mais aussi d'établir une véritable coopération internationale n'est pas mort.

Les racines des Nations unies remontent aux conventions de paix de La Haye de 1899, 1907 et 1914 (la dernière ayant été perturbée par le déclenchement de la première guerre mondiale). Ces conventions de paix ont codifié le droit international, proposé et mis en œuvre des régimes mondiaux de désarmement et promulgué des lois humanitaires pour la conduite de la diplomatie, du commerce et de la guerre, qui prévoyaient des sanctions pour les crimes de guerre. Les conventions de paix de La Haye ont été la source d'une grande partie de ce que nous considérons comme le droit international.

Les Conventions de La Haye ont conduit à la formation de la Société des Nations après la Première Guerre mondiale. Pour la première fois, la Terre disposait d'une forme de gouvernance mondiale pour contrer la gouvernance mondiale menée par les sociétés multinationales. La Société des Nations a produit des réalisations telles que le pacte Kellogg-Briand de 1928, qui a mis en place un cadre pour mettre fin à la guerre. Et les réalisations de la Société des Nations, et d'autres mouvements internationaux, ont jeté les bases des Nations Unies.

Malheureusement, les États-Unis, débordant de confiance après leur victoire dans la Seconde Guerre mondiale, n'ont pas pu résister à l'héritage d'une gouvernance mondiale exploitée, le butin de l'Empire britannique. Les élites financières américaines ayant des liens étroits avec Londres ont fini par supprimer les Américains toujours engagés dans la lutte contre le fascisme et les États-Unis ont fait de l'Union soviétique une menace, plutôt qu'un partenaire pour la paix mondiale.

La guerre froide est née et le mandat des Nations unies a été limité.

Pourtant, même après que le budget des Nations unies ait été réduit à néant sous l'administration de George W. Bush, alors même que la politique américaine s'éloignait de plus en plus du droit international sous les administrations Obama et Trump, les Nations unies restent un lieu essentiel où les citoyens peuvent demander justice et conseils.

Cependant, les Nations unies et les institutions mondiales qui leur sont affiliées se sont éloignées de leurs idéaux fondateurs. Elles sont dirigées par des bureaucrates à la retraite qui occupent des emplois aisés, et leur financement provient (directement et indirectement) de sociétés multinationales et de milliardaires dans un conflit d'intérêts flagrant.

Le changement climatique et la tendance à la guerre, l'évolution exponentielle de la technologie et son impact négatif sur l'action humaine sont des défis civilisationnels massifs qui appellent une véritable gouvernance mondiale. Pourtant, la capacité des citoyens de la Terre à travailler ensemble pour des objectifs communs reste intentionnellement limitée.

Nous souhaitons une organisation de la gouvernance mondiale qui soit responsable devant le peuple, par opposition aux institutions secrètes et intéressées qui dominent comme le G7 ou le Fonds monétaire international.

Les experts bien nourris des bureaux des Nations unies qui courent après les financements des fondations créées par les riches ne sont absolument pas préparés aux dangers réels d'effondrement économique, écologique et systémique. Les opinions sur le climat, l'économie, la santé et la géopolitique de milliardaires comme Bill Gates, Michael Bloomberg et Warren Buffett, sont plus appréciées que celles des experts éthiques ou des citoyens de la Terre.

Le problème du mondialisme n'est pas non plus celui des milliardaires. Les réseaux relient des dizaines de milliers de superordinateurs dans le monde entier qui ronronnent doucement en calculant comment maximiser les profits chaque jour, chaque minute et chaque seconde. Ces superordinateurs prennent les décisions finales pour BlackRock et Bank of America, en essayant d'évaluer la valeur monétaire de la Terre entière et d'en extraire des profits en parfait accord avec les algorithmes qui leur sont attribués, sans aucun scrupule éthique. Ces superordinateurs sont en train de devenir notre gouvernement mondial par défaut.

Et si les réseaux sociaux, les vidéos et les jeux remodelent les réseaux neuronaux de notre cerveau, en encourageant la réflexion à court terme basée sur la dopamine, les ordinateurs vont prendre le relais.

Nous, les humains, n'avons pas complètement perdu l'esprit, mais nous avons délégué le vrai travail aux superordinateurs sans même nous en rendre compte.

Ne réformez pas les Nations unies ; transformez les Nations unies !

Les États-Unis n'ont jamais retrouvé l'engagement envers les Nations unies qu'ils avaient sous le président Franklin Roosevelt. Mon administration placera les Nations unies au centre de la diplomatie, de l'économie et de la sécurité, mais ce seront des Nations unies différentes de la coquille que nous voyons aujourd'hui. Ce sera une entité engagée en faveur du bien commun qui ne se battra pas pour les miettes que lui jettent les riches et les puissants.

Les attaques de la droite contre la gouvernance mondiale (en particulier les Nations unies) sont souvent fondées sur des faits, mais les intentions ne sont pas nobles. Les puissances cachées souhaitent privatiser le peu qu'il reste d'un système mondial qui a joué un rôle vital, quoique entravé, dans l'établissement du droit international, des réglementations et de la promotion d'une réponse scientifique aux menaces internationales.

Notre monde dangereux et instable exige de nous une réponse globale. Le terme "mondial" ne fait pas référence aux messages partagés sur Facebook, mais plutôt à un effort international coordonné par des citoyens de la Terre engagés et au moins aussi bien organisés que les banquiers et les super-riches auxquels nous sommes confrontés.

La Terre est excessivement intégrée en termes de finance, de fabrication, de distribution et de consommation pour le profit, mais nous restons de parfaits étrangers lorsqu'il s'agit de collaboration entre les intellectuels éthiques et les groupes de citoyens du monde entier.

Nous avons besoin d'un système international qui soutienne, avant tout, l'analyse scientifique rationnelle des causes des menaces auxquelles nous sommes confrontés, et qui supervise la mise en œuvre immédiate d'une réponse massive pour la Terre entière.

Le Congrès de la Terre

La situation actuelle est si grave qu'il ne suffit pas de présenter une liste de réformes au coup par coup. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une transformation structurelle massive, et non d'un ajustement progressif, qui changera la fonction des Nations unies.

Nous devons faire des Nations unies une institution représentative bicamérale, vaguement apparentée au Congrès, afin qu'elles ne représentent plus seulement les États-nations (qui ont été déchirés par la finance mondiale), mais qu'elles représentent plutôt les citoyens de la Terre de manière démocratique.

Une telle évolution rendra aux Nations unies le mandat qu'elles avaient en 1942.

L'actuelle Assemblée des Nations unies fera office de chambre haute, l'équivalent du Sénat. Cette chambre haute, qui conservera le titre de "Nations unies", offrira à chaque nation un représentant unique. L'actuel Conseil de sécurité sera toutefois remplacé par un président élu par tous les membres des Nations unies, qui travaillera en collaboration avec des comités permanents et ad hoc pour traiter des questions économiques, de sécurité, de bien-être et d'environnement pour la Terre.

L'autorité de la gouvernance mondiale doit cependant être transférée à un nouvel organe qui sera l'équivalent d'une chambre basse, ou "Chambre des représentants". L'analogie est limitée dans la mesure où cette assemblée jouera le rôle central.

Cette législature, appelée ici "Congrès de la Terre", représentera les besoins et les préoccupations des citoyens de la Terre au niveau local et fonctionnera comme une institution mondiale pour la formulation et la mise en œuvre de politiques pour la Terre entière.

Le Congrès de la Terre exercera la fonction de gouvernance mondiale qui est actuellement monopolisée par les banques d'investissement et les sociétés multinationales qui imposent secrètement leurs politiques aux États-nations.

Le Congrès de la Terre sera directement en contact avec les citoyens du monde entier, en répondant aux préoccupations des populations locales et en les informant des problèmes mondiaux de manière scientifique. Il établira un dialogue mondial pour la formulation de la politique pour la Terre entière. Le Congrès de la Terre sera de nature beaucoup plus démocratique que la plupart des États-nations actuels, même s'il s'étend sur toute la planète.

La première règle de la gouvernance mondiale est qu'il n'y a aucun rôle pour les capitaux privés, aucun rôle pour les fondations et les organisations à but non lucratif financées par les riches, dans la discussion sur l'avenir de notre Terre.

Nous avons besoin d'une analyse scientifique fondée sur un débat rigoureux et critique, nous avons besoin d'un engagement éthique profond de la part des membres du Congrès de la Terre et nous avons besoin d'imagination et de créativité pour trouver des solutions dans des endroits inattendus.

Le Congrès de la Terre, financé par des contributions locales, servira d'organisation mondiale capable d'évaluer l'impact de l'exploitation des ressources par les entreprises et de mettre définitivement un terme à ces actions. Il s'agira d'une organisation capable de passer outre les actions criminelles qui ont lieu au Brésil aujourd'hui, ou la volonté de guerre sans fin des factions du ministère américain de la défense.

Même si le Congrès de la Terre tirera pleinement parti des nouvelles technologies dans un sens positif pour faciliter la promotion d'une véritable coopération dans le monde entier, qu'il s'agisse du dialogue entre les citoyens, de la recherche commune entre les scientifiques ou de la coopération sur les questions mondiales entre les gouvernements, il ne disposera pas d'un bâtiment central où se réuniront les représentants, mais ses lieux de réunion seront répartis sur toute la Terre, ce qui permettra de coordonner la formulation et la mise en œuvre des politiques au niveau local de manière équitable pour répondre aux besoins de l'humanité.

Le Congrès de la Terre offrira aux citoyens de la Terre la possibilité de s'informer sur les problèmes critiques auxquels nous sommes confrontés et, en même temps, des possibilités de participer à la gouvernance au niveau local qui se reflètera simultanément dans les discussions politiques au niveau mondial.

Le Congrès de la Terre prendra l'initiative de formuler des stratégies qui permettront aux citoyens de travailler ensemble avec leurs pairs dans le monde entier. Le commerce ne sera plus limité à l'importation et à l'exportation de biens monopolisés par les grandes entreprises d'une manière qui augmente considérablement les émissions de carbone.

Au contraire, une économie partagée sera établie dans laquelle les communautés du

Monde pourront trouver des partenaires ayant des intérêts communs et coordonner leurs propres coopératives de micro-commerce et de fabrication. Une réglementation stricte viendra de la base mais sera appliquée au niveau international.

Le Congrès de la Terre protégera, au nom de la population de la Terre entière, les océans, l'Arctique et l'Antarctique, l'atmosphère et les satellites et autres dispositifs en orbite autour de la Terre, et il établira des réglementations transparentes et efficaces pour garantir qu'Internet est entièrement alimenté par des énergies renouvelables, est accessible à tous et favorise un discours intellectuel ouvert basé sur la méthode scientifique.

Le Congrès de la Terre, en tant que principal organe législatif de la Terre, déterminera la représentation en fonction de la population de la Terre entière.

On pourrait peut-être attribuer un représentant pour 50 millions de personnes (120 représentants pour 6 milliards de personnes). Une certaine représentation devrait être déterminée géographiquement (pour représenter des régions comme l'Afrique ou l'Amérique du Sud) mais en même temps, il devrait y avoir des membres du Congrès de la Terre qui représentent des groupes qui constituent une partie importante de la population de la Terre, mais qui sont trop peu nombreux pour avoir une représentation directe au sein du gouvernement local, comme les personnes extrêmement pauvres ou handicapées.

Le Congrès de la Terre doit insister sur les solutions à long terme (minimum 30 ans) aux problèmes les plus critiques auxquels la Terre est confrontée et encouragera des discussions réfléchies et franches qui ne soient pas motivées par un besoin d'images symboliques, mais par une demande de solutions réelles. Le Congrès de la Terre fournira également un financement à long terme au niveau mondial qui rendra l'énergie solaire et éolienne, ainsi que l'agriculture biologique, facilement accessibles aux citoyens de la Terre.

Pour le Congrès de la Terre, la sécurité sera définie comme la protection de la Terre et de ses habitants. Les habitants de la Terre ne sont pas seulement des humains, mais aussi des animaux et des plantes indigènes. La gouvernance mondiale reposera sur l'hypothèse de base que personne ne possède les océans, l'air ou la terre et que tous les concepts modernes tels que "l'immobilier" et "l'extraction" ne sont pas applicables à ces ressources partagées. Le Congrès de la Terre réglementera strictement la pêche, la pollution de l'air et de l'eau, la destruction des sols et des habitats naturels. Il financera des projets visant à restaurer l'environnement naturel, souvent en supprimant les structures érigées dans le cadre du culte du "développement".

L'interaction d'experts en sciences de la terre, en environnement, en agriculture et en technologie avec des groupes profondément engagés auprès des citoyens ordinaires et des représentants des gouvernements locaux créera un cycle positif d'enquête, d'analyse

objective, de propositions constructives et de mise en œuvre transparente qui inaugurerait une nouvelle ère de gouvernance significative.

L'avenir de la gouvernance mondiale est essentiel pour résoudre les conflits totalement inutiles entre les États-Unis et la République populaire de Chine, qui sont encouragés pour le plaisir et le profit. Ces deux pays devraient travailler ensemble au plus haut niveau pour répondre aux défis actuels et créer une véritable gouvernance mondiale pour le peuple.

Au lieu de cela, nous sommes bombardés aux États-Unis d'appels à la guerre avec la Chine, de campagnes visant à diaboliser la Chine.

Les deux pays ont été liés par des systèmes de production et de consommation, et non par des liens entre les peuples. Nous avons besoin d'un découplage dans la mesure où les économies et les populations des deux pays sont contrôlées par des banques multinationales impitoyables. Mais nous avons besoin d'une intégration plus profonde entre les États-Unis et la Chine en termes de dialogue concret entre les peuples des deux nations sur notre avenir commun qui sera mis en œuvre par une gouvernance honnête et transparente pour le bien de la Terre et des générations futures.

Qui est propriétaire de Facebook ?

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

19 juin 2020

Lorsque j'ai discuté avec des amis de mes projets de candidature à la présidence des États-Unis, on m'a dit que mes idées et mon objectif étaient nobles, mais que je devais faire passer mon message via les médias sociaux, en particulier Facebook, et m'assurer que mon profil était facilement accessible dans les moteurs de recherche, notamment dans Google.

J'ai compris les bonnes intentions de ceux qui me poussaient à le faire, et dans la mesure où je le pouvais, étant donné mon manque de financement, j'ai fait un effort concerté. Malheureusement, en explorant l'internet et les moyens de faire connaître ma campagne, j'ai découvert que la vérité n'a aucune valeur pour les pouvoirs cruels et lâches qui se cachent derrière le rideau dans cette jungle connue sous le nom d'internet.

Le cyberspace dont nous dépendons lorsque nous essayons de trouver des compagnons de voyage dans la lutte pour la justice dans le monde, que nous utilisons pour communiquer les uns avec les autres sur des questions importantes de notre temps et pour planifier ensemble un avenir meilleur, autre que celui qui a été vendu par ceux qui sont obsédés par leurs profits à court terme.

Mes amis n'étaient, curieusement, pas du tout conscients du monopole sur les informations détenues par le moteur de recherche Google, qui est géré comme un moyen impitoyable d'extraire des profits par la multinationale Alphabet, qui n'est pas du tout réglementée. Ils étaient tout aussi ignorants, ou peut-être en complet déni, de la nature manipulatrice, et finalement criminelle, des sociétés privées comme Facebook et Twitter qui manipulent le discours et bloquent les conversations entre les citoyens de la Terre.

Nous voulons désespérément nous considérer comme les clients, ou les propriétaires, de ces services Internet - et nous sommes encouragés par les campagnes de relations publiques massives de ces sociétés à penser que Google ou Facebook sont gérés comme une organisation caritative bienveillante ou une organisation gouvernementale responsable, vouée à la recherche scientifique de la vérité.

Bien sûr, ces entreprises toléreront nos efforts pour promouvoir un bon gouvernement et une société saine, mais seulement dans la mesure où ces efforts ne menacent pas leurs profits, ni ceux des entreprises qui sont leurs clients. Cela signifie que, plus souvent qu'autrement, leur fonction première est de prendre votre demande de changement réel dans notre pays et de la détourner vers des partis politiques inefficaces, voire malhonnêtes, des ONG et d'autres créatures similaires qui se nourrissent de la base.

Ces sociétés se présentent comme de nobles institutions (ainsi que toute une série de fausses œuvres de bienfaisance qu'elles ont créées) mais elles gagnent de l'argent en vous distrayant, vous et vos amis, en vous empêchant de penser de manière organisée et efficace et en vous rendant dépendant de la gratification instantanée par le biais d'affichages et de messages.

Ils nous saturent de rapports et de discussions sur des questions mineures aux États-Unis afin de nous empêcher de nous rassembler en tant que nation pour faire face à la crise morale et politique à laquelle nous sommes confrontés.

Ils disent que vous êtes un utilisateur de Google, Facebook, Twitter, Snapchat ou d'autres moteurs de recherche et médias sociaux, mais en fait vous êtes un produit que ces entreprises vendent à d'autres parties. Elles vendent vos informations privées, y compris des profils détaillés sur votre vie personnelle, vos intérêts et vos habitudes particulières, ainsi que sur vos amis et associés.

Plus important encore, ils proposent aux entreprises qui vous volent, vous et les États-Unis, la possibilité de vous distraire et de vous induire en erreur. Le produit le plus précieux qu'ils offrent aux riches et aux puissants est de vous déconcerter, de créer une incertitude dans votre esprit quant à la vérité, quant à savoir à qui faire confiance.

Le virus corona est devenu un élément important de cette activité. La confusion corona est ce qu'ils vendent à des tiers. Les informations contradictoires qu'ils vous présentent n'ont rien à voir avec la recherche scientifique de la vérité.

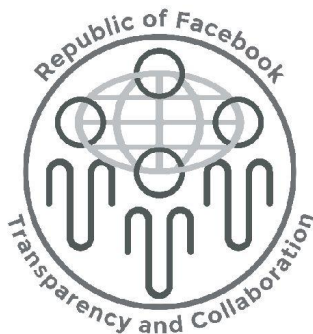
Alors à quoi servent les médias et les réseaux sociaux qui nous fournissent des informations contradictoires, adaptées à différentes populations et à différentes démographies ?

Il y a plusieurs motivations, mais la première est de créer une profonde méfiance à l'égard de toutes les institutions. Les médias et les fonctionnaires corrompus, ainsi que d'autres experts corrompus, enseignent aux citoyens qu'ils doivent se méfier de toutes les informations, de tous les gouvernements, de la police, des universités et des instituts de recherche, et de tous les experts. Cela signifie qu'il n'y aura plus aucune institution capable de résister à la pression exercée par les riches pour consolider leur pouvoir. Une partie de la stratégie consiste à créer un gouvernement et des institutions véritablement corrompus. En ce sens, les rapports ne sont pas faux.

Google, Facebook, Twitter et d'autres, en se faisant passer pour des institutions fiables présentant des faits scientifiques, jouent un rôle central dans l'avancement de cet horrible processus.

La destruction de toutes les institutions publiques, de toutes les sources d'analyse indépendante et objective est une étape nécessaire avant la privatisation impitoyable du gouvernement, de l'éducation et des moyens de communication.

Réfléchissons à ce dernier point. La façon dont nous communiquons avec les autres est la partie du système politique que ces entreprises veulent contrôler. Elles contrôlent déjà la façon dont nous produisons la nourriture, où nous vivons et ce que nous achetons. Mais si toutes nos interactions avec les autres deviennent leur propriété, si nous devons payer, directement ou indirectement, pour le droit de communiquer avec nos amis et notre famille, de former des organisations et de nous défendre, alors nous sommes essentiellement des esclaves. Si nous ne pouvons pas nous rencontrer en personne, si nous ne pouvons pas voyager, si nous ne pouvons pas communiquer par lettre, par courrier électronique ou par téléphone sans passer par eux, cela signifie non seulement qu'ils peuvent espionner chaque partie de nos efforts, mais aussi qu'ils peuvent nous fermer complètement quand ils en ont envie.



J'aimerais prendre quelques minutes pour parler de la plateforme Facebook dont une certaine société "Facebook" revendique la propriété et qu'elle utilise comme moyen de manipuler et d'induire en erreur nos citoyens. Je ne veux pas suggérer que Facebook est unique dans son comportement contraire à l'éthique, ni même que c'est le pire. Je le présente plutôt comme un exemple parce que j'ai fait l'expérience de Facebook et parce qu'il a un énorme potentiel pour l'avenir des États-Unis s'il est utilisé pour le bien commun.

Facebook a fait gagner à ses propriétaires et à ses investisseurs beaucoup, beaucoup, beaucoup de milliards de dollars en vendant un mensonge au monde entier. Facebook est présenté comme une plateforme de coopération partagée, transparente, qui permet à chacun de l'utiliser gratuitement. Mais il n'accorde à ses utilisateurs aucun droit de déterminer comment Facebook est géré, il donne aux citoyens des informations destinées à les manipuler et il vend les informations qu'il collecte à leur sujet à des fins lucratives. Elle n'a de comptes à rendre qu'aux super-ordinateurs qui calculent ces profits.

Facebook, cependant, offre un accès à plus de personnes que n'importe lequel de ses concurrents. C'est parce que l'entreprise a pu emprunter tant de milliards de dollars à faible taux d'intérêt qu'elle a pu s'emparer du marché mondial.

Dans le même temps, Facebook est devenu une puissante plateforme d'échanges internationaux qui permet aux gens du monde entier de rechercher des pairs ayant des intérêts similaires et d'entamer des échanges avec eux. Cela pourrait être utilisé pour partager des photos de chats gras et de cafés lattés, ou pourrait être une plateforme pour

une discussion productive sur la façon dont nous pouvons construire un monde meilleur. Facebook préférerait que vous vous en teniez au superficiel.

Vous ne pouvez pas facilement rechercher d'autres personnes ayant des intérêts communs (ou par région) sur Facebook et vous ne pouvez pas systématiquement stocker les documents que vous envoyez ou recevez par Facebook pour pouvoir les consulter facilement. Les informations publiées sont conçues pour devenir inaccessibles à tout le monde, sauf à Facebook et à ses clients, après quelques jours. Il n'y a aucun moyen pour des tiers de développer des applications originales à exécuter sur Facebook qui permettraient aux utilisateurs d'étendre ses fonctionnalités ou de personnaliser leurs pages.

Néanmoins, même dans son format primitif actuel, Facebook offre la possibilité d'une large conversation entre des personnes réfléchies du monde entier. Malgré son attitude limitée, voire hostile, envers ceux qui cherchent la vérité, il est toujours peuplé d'activistes réfléchis, y compris des collégiens et des lycéens.

En d'autres termes, bien qu'il n'ait peut-être pas été conçu à cette fin, Facebook offre une opportunité aux personnes qui sont complètement exclues du débat politique de collaborer et d'apporter une contribution à leur communauté locale ou à la Terre dans son ensemble.

Si nous comparons Facebook, une entreprise à but lucratif, avec les organisations internationales de gouvernance mondiale comme les Nations unies, la Banque mondiale, l'OCDE ou l'une des organisations internationales, nous sommes amenés à conclure que Facebook est un système beaucoup plus participatif qui permet de vastes discussions.

Les organisations internationales comme les Nations unies mènent leur propre débat interne, et les décisions sont annoncées de manière unidirectionnelle aux gens via des textes techniques obscurs, ou des diffusions dans les médias d'entreprise. Il n'y a littéralement aucun moyen pour quelqu'un comme vous, un marchand de rue nigérian ou un lycéen chinois, d'avoir son mot à dire sur les politiques que ces organisations promeuvent, même si ces politiques les touchent directement.

Les Nations unies ne reconnaissent que les États nations comme leurs membres. Mais, maintenant que les institutions de la plupart des États-nations sont déchirées par les multinationales et par les divisions de classe internes, il n'y a littéralement aucun moyen pour les citoyens ordinaires de présenter une proposition à l'Assemblée générale des Nations unies par l'intermédiaire de leur gouvernement.

Mais si Facebook était transformé en une institution mondiale détenue et gérée par les citoyens du monde, il pourrait jouer un tel rôle. Il pourrait être une forme de véritable gouvernance internationale.

Rappelez-vous que Facebook, la société, n'a pas construit Facebook. C'est nous, les utilisateurs, qui l'avons fait. Tout comme nous avons construit Twitter ou Snapchat ou d'autres institutions que les entreprises prétendent posséder. Nous, les gens, avons fait le travail de peupler Facebook avec des contenus de valeur et de former des réseaux efficaces.

Nous devrions considérer les entreprises qui prétendent être propriétaires de Facebook comme l'équivalent des barons du vol qui ont construit le chemin de fer de l'Union Pacific au XIXe siècle. Des personnages tels que Clark Durant ou Mark Hopkins ont collecté de l'argent auprès des banques et ont construit l'Union Pacific pour des raisons de profit. Mais au fil du temps, ces chemins de fer ont été transformés en organisations réglementées grâce à l'activisme des citoyens. L'Interstate Commerce Act de 1887 a interdit la discrimination sur les courtes distances et d'autres pratiques prédatrices. Les chemins de fer à roue libre ont été soumis à des codes stricts.

Le service postal a été transformé d'un enchevêtrement de sociétés à but lucratif en une agence gouvernementale à but non lucratif qui sert un service vital. Aujourd'hui, les entreprises font pression pour privatiser la poste. Mais aucune d'entre elles ne prend la position inverse : non seulement le système postal et les services publics ne doivent pas être privatisés, mais Google, Facebook et Amazon doivent devenir des monopoles réglementés.

Malheureusement, bien que nous, citoyens des États-Unis et du monde, soyons profondément liés les uns aux autres par des systèmes de production, de logistique et de distribution et de collecte de données, nous ne nous connaissons pas du tout. Nous devons surmonter notre ignorance et notre indifférence les uns envers les autres et adopter une approche entièrement nouvelle de la gouvernance mondiale participative pour répondre aux menaces mondiales.

Facebook pourrait être une plateforme qui nous rassemble. Nous devons l'obliger à devenir cette plateforme. Nous devons affirmer que Facebook nous appartient, et non à la société qui nous exploite. Nous devons faire des propositions concrètes sur ce que Facebook va devenir afin de pousser avec force Facebook, et les entreprises similaires, dans la bonne direction.

Il est impossible de construire une véritable communauté mondiale en ligne en faisant directement pression sur Facebook pour que les règles de gouvernance soient modifiées (en permettant aux utilisateurs de décider par un processus démocratique de la conception et de la structure de Facebook), car une telle organisation à but lucratif n'est pas incitée à accepter nos demandes.

D'autre part, les réseaux sociaux alternatifs ont tendance à être extrêmement limités en nombre de participants parce qu'ils n'ont pas accès aux capitaux privés et sont délibérément affamés par les multinationales.

Nous avons besoin d'un plan concret sur la façon dont Facebook sera géré en interne, sur la façon dont les utilisateurs individuels débattront de la politique de Facebook et sur la façon dont cette politique sera approuvée et mise en œuvre au niveau local et mondial.

La gouvernance de Facebook commence par des réformes qui le rendent plus accessible, plus transparent et plus orienté vers les besoins des individus et des communautés. Nous pouvons commencer par des demandes de réformes simples, comme permettre aux individus de concevoir eux-mêmes des applications sur Facebook et d'avoir le droit de les donner ou de les vendre à d'autres membres.

Ce processus pourrait impliquer la formation de communautés locales élues qui débattent puis déterminent la politique locale et mondiale de Facebook.

La question de la propriété

Le processus visant à faire de Facebook un collectif contrôlé par nous ne commencera que lorsque nous affirmerons avec force que le contenu de Facebook, et les profits qui en découlent, nous appartiennent. C'est-à-dire que Facebook nous appartient.

Bien que Facebook Incorporated revendique le droit à tous les profits générés et ne donne rien aux utilisateurs qui produisent tout le contenu et forment tous les réseaux, cette hypothèse est discutable. Facebook appartient clairement à ceux qui le créent, et non à ceux qui ont accès aux financements internationaux et aux rangées d'avocats qu'ils utilisent pour contrôler Facebook d'en haut.

Nous avons besoin d'une discussion sur la propriété et de développer des propositions concrètes sur ce à quoi ressemblera la propriété de cet espace de communication partagé à l'avenir. Ces propositions doivent être soutenues par des demandes concrètes, y

compris des plans qui seront mis en œuvre par des groupes organisés d'utilisateurs pour la propriété partagée de Facebook et pour le partage des bénéfices.

Faire de Facebook notre propriété exige que nous repensions notre rôle dans la société. Nous devons sortir du sommeil de la consommation dans lequel nous avons été plongés pendant tant d'années. Je pense que la crise économique, écologique et idéologique actuelle peut suffire à nous réveiller.

Une partie du processus devrait être une convention au cours de laquelle nous rédigerons une constitution pour Facebook qui établira les moyens de gouverner Facebook.

La constitution va

- 1) Créer un mécanisme permettant à Facebook de répondre aux besoins de ses citoyens.
- 2) Rendre Facebook responsable d'un ensemble de principes éthiques.
- 3) Assurer une transparence totale concernant les transactions financières de Facebook et sa structure administrative, et veiller à ce que tous les bénéfices soient partagés entre les utilisateurs qui créent du contenu.
- 4) Veiller à ce que l'accès aux capitaux privés ne soit jamais utilisé comme un moyen de contrôler l'établissement de la politique.

Un groupe d'experts issus de domaines tels que la programmation informatique, le design, le droit, l'art, la philosophie, la littérature, l'ingénierie et les sciences sociales, physiques, biologiques et de l'information, se réunira lors de cette convention pour définir le cadre de base de la constitution.

Après la convention, il devrait y avoir une période de consultation de six mois dans l'ensemble de la communauté Facebook, à travers laquelle nous modifierons les propositions initiales du groupe et travaillerons à l'établissement d'un consensus général.

La période de consultation sera suivie de la ratification, lorsque l'ensemble des utilisateurs de Facebook deviendront ses citoyens et voteront sur la création d'une "République de Facebook" dotée d'un système administratif transparent et responsable.

Sous mon administration, nous établirons un système de micropaiement qui permettra une distribution équitable des bénéfices de la République de Facebook à ses utilisateurs, c'est-à-dire ses propriétaires. Les citoyens de Facebook seront autorisés à vendre ou à échanger leurs créations et seront payés à des taux appropriés pour leurs messages, dessins, vidéos et musique. Nous n'avons pas besoin d'un Facebook Inc. sauf, peut-être

en tant que contractant, tout comme Merit Network était le contractant qui administrait les mécanismes des débuts de l'Internet.

Un Facebook administré de manière éthique peut servir de lieu de rencontre pour ceux qui ont des préoccupations similaires dans le monde entier et s'engager dans une démocratie participative globale, en formant des équipes pour proposer des projets de collaboration et des solutions créatives à des problèmes communs.

Facebook pourrait être un moyen pour ceux qui poursuivent des objectifs similaires dans tous les coins du monde de chercher des partenaires pour la recherche, le débat politique et la mise en œuvre. À une époque où les financements sont limités, la possibilité de partager des fonds entre des groupes similaires présente un potentiel énorme.

Si nous en avons la volonté face à la crise mondiale actuelle, nous pouvons transformer la plateforme de Facebook en une forme légitime de gouvernance démocratique mondiale. L'ensemble de l'internet sera également transformé au cours du processus en une démocratie constitutionnelle qui encourage la participation des citoyens par le biais de réseaux peer to peer et qui est alimentée par une énergie 100 % renouvelable.

Mettre fin aux combustibles fossiles, L'institution particulière de l'Amérique

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

22 juin 2020

Tout le discours sur le "Green New Deal" a disparu à Washington D.C. récemment. Les démocrates, les républicains et l'administration Trump se prosternent devant la formidable idole de COVID-19. Alors que les pôles fondent et que les déserts s'étendent, le mot même de "changement climatique" a disparu de tout discours. L'excitation inspirée pour certains par Alexandria Ocasio-Cortez a fondu comme un glacier.

Mais, même dans le meilleur des cas, ce "Green New Deal" était surgonflé et est malheureusement insuffisant pour la tâche à accomplir.

Il est vrai, bien sûr, que les médias ont mis en évidence, pour les lecteurs instruits de la classe moyenne supérieure, la corruption de la politique par les grandes compagnies pétrolières, mais ils n'ont même pas commencé à gratter la surface du système économique tordu dans lequel nous vivons et qui nous oblige à utiliser le plastique, l'essence ou le charbon à chaque instant de notre vie quotidienne, alors que nous sommes nourris de vagues récits de pressentiments et des ours polaires, alors que nous n'avons d'autre choix d'action que d'attendre les prochaines élections ou de porter un gobelet.

Quelque chose est si profondément mauvaise que nous ne pouvons plus l'ignorer. C'est comme se sentir malade après avoir mangé de la nourriture avariée. Vous pouvez essayer d'ignorer la douleur dans votre estomac, mais vous finirez par devoir vomir si vous voulez la faire sortir de votre système.

Nous devons faire face à la vérité. Nous devons reconnaître que malgré les impressionnantes séances de photos du "Green New Deal", son contenu ne visait pas à mettre fin immédiatement à l'utilisation des combustibles fossiles, ni même à donner aux citoyens les moyens de faire passer leurs communautés à l'énergie renouvelable par leurs propres moyens.

Mais il existe une autre réponse politique. Nous avons assisté à de grandes manifestations aux États-Unis sur le changement climatique qui ont attiré des foules énormes. Ces protestations exigent une position politique honnête sur le changement climatique qui aborde le problème de front et qui suppose que si la politique n'est pas fondée sur l'action et la recherche de la vérité, elle n'est pas du tout politique.

Nous devons nous concentrer sur la catastrophe climatique, la crise massive de notre époque, et faire de l'extinction des êtres humains la question centrale de notre campagne mondiale. La prochaine étape n'est pas de flatter les politiciens, ni de bavarder avec les PDG des entreprises et les lobbyistes. Ce mouvement politique ne doit pas se préoccuper de blesser les gens et il ne doit pas atténuer son message pour répondre aux exigences de couverture dans les médias d'entreprise.

Notre priorité doit être d'arrêter immédiatement l'économie basée sur le carbone et de paralyser les grandes villes du monde entier pour y parvenir.

Nous devons exiger que les émissions de carbone soient réduites à zéro d'ici six ans grâce à une refonte complète de l'économie mondiale et à la création d'une nouvelle culture dans laquelle la consommation est considérablement réduite et les valeurs économiques et sociales fondamentales sont redéfinies. Il serait exact de qualifier de révolutionnaire de telles exigences politiques.

Certains pourraient rejeter mes propos comme étant extrêmes. Mais je suis simplement le seul candidat à dire la vérité, le seul candidat intéressé par les preuves scientifiques. Nous devons agir.

Au-delà de l'échec lamentable de la réponse au changement climatique depuis les protocoles de Kyoto, dû à la lâcheté des politiciens, des intellectuels et de cette

institution pathétique qu'on appelle les médias, tous refusent de dire l'amère vérité sur la catastrophe qui s'amplifie.

Toute cette culture, imprégnée de pétrole depuis les débuts de l'économie de consommation dans les années 1950, doit cesser.

Nous sommes tous coupables. Chaque fois que nous consultons notre courrier électronique, chaque fois que nous prenons une douche chaude, chaque fois que nous allons au marché ou que nous prenons l'avion pour aller voir des parents, nous enfonçons un autre clou dans le cercueil de l'humanité, dans les cercueils de nos enfants et petits-enfants, sans parler des innombrables cercueils non marqués d'autres espèces.

L'institution particulière

Nous nous efforçons d'accepter la nécessité d'une action radicale, par opposition à l'approche "progressiste" que nous ont fait adopter des sources médiatiques "progressistes" comme "Common Dreams" ou "Truthout", ou des intellectuels malhonnêtes comme Robert Reich, des hommes qui refusent de reconnaître l'ampleur de la crise ou ses conséquences désastreuses pour l'humanité.

Nous nous efforçons de reconnaître que les accords de Paris, communément considérés par les progressistes comme une percée - dont Trump s'est bêtement éloigné - n'ont jamais été conçus comme une solution à la crise imminente, mais plutôt comme un stratagème politique pour sauver la face.

La survie exige que nous réduisions les combustibles fossiles à zéro, dès demain, et non que nous augmentions lentement les énergies renouvelables à 40 % d'ici 2030. À ce stade du jeu, il est suicidaire de faire des dons à des causes progressistes et d'attendre les prochaines élections.

Il ne faut rien de moins que de mettre fin à cette culture de la consommation, de renverser l'hypothèse selon laquelle la production, la consommation et la croissance sont des nécessités, et d'affirmer que chaque aspect de notre consommation a un impact direct sur notre planète.

Il est tout aussi important de s'assurer que nos jeunes ne soient pas amenés à accepter des demi-mesures dangereuses et des mauvaises politiques qui sont promues par les banques et les entreprises qui profitent de l'économie des combustibles fossiles. Je fais

référence au commerce du carbone, aux voitures hybrides, à la géo-ingénierie ou à l'énergie nucléaire de nouvelle génération.

La réponse des citoyens à l'inaction de toutes les institutions des États-Unis en matière de changement climatique (gouvernement local et central, entreprises, ONG et organisations éducatives) doit être massive et immédiate. Nous reconnaissons, hélas, que les chiens de garde sur lesquels nous comptons sont devenus des chiens de poche à la recherche constante de financements importants de la part des entreprises, et qu'ils sont incapables d'affronter les puissances des combustibles fossiles, aussi verte que puisse paraître leur rhétorique.

Nous devons nous engager nous-mêmes dans la gouvernance.

350.ORG est une grande ONG qui fournit des informations essentielles pour le débat politique sur le changement climatique. Elle a envoyé un courriel à ses membres l'année dernière qui disait "Vendredi, la candidate à la présidence Elizabeth Warren a annoncé un engagement audacieux en faveur du climat : si elle est élue, elle signera un décret dès le premier jour mettant fin à tout forage de combustible fossile sur nos terres publiques".

350.ORG a salué les paroles de Warren comme un "pas incroyable", mais bien que Warren ait une longueur d'avance sur les autres candidats à la présidence, du point de vue d'une espèce en voie d'extinction, son appel semble désespérément faible.

Arrêter tout forage sur les terres publiques ? Cette mesure est tellement évidente que nous devrions exiger qu'un candidat qui ne soutient pas une telle politique se retire immédiatement de la course. Une véritable demande serait l'arrêt permanent de tous les forages pétroliers aux États-Unis et dans le monde. Une demande plus substantielle, et plus convaincante, serait de rendre l'utilisation du pétrole illégale dans un délai d'un an.

Il existe un précédent utile pour une telle action (au niveau national et international) dans le protocole de Montréal de 1987 qui a interdit au niveau international l'utilisation des chlorofluorocarbures qui détruisaient la couche d'ozone. Nous avons besoin d'un "protocole de Londres" qui interdise l'utilisation du pétrole, du charbon et du gaz naturel en raison des dommages causés à l'atmosphère par leur production et leur consommation. Un tel accord international avec des interdictions nationales parallèles est tout à fait logique et ce serait la première étape pour forcer une fin rapide de leur utilisation à l'échelle mondiale pour la production d'énergie.

La mythologie politique employée par Elizabeth Warren et Bernie Sanders est que nous sommes confrontés à des conservateurs aux valeurs différentes, des hommes avides et

dont la perspective limitée doit être surmontée progressivement par un processus politique.

Mais la réalité est que nous ne sommes pas confrontés à des "conservateurs" mais plutôt à une entreprise criminelle massive qui a pris le contrôle de notre économie et de notre culture et qui détruit, en utilisant des tactiques illégales et immortelles, ce qu'il reste de peu d'institutions pour réguler ses actions.

L'analogie pertinente avec la façon dont les intérêts particuliers nous ont rendus dépendants des combustibles fossiles et nous encouragent à le rester se trouve dans l'utilisation moralement corrompue de l'esclavage pour diriger l'économie américaine au XIXe siècle.

L'esclavage a exploité sans limite le travail non rémunéré pour alimenter l'économie et accroître les profits des planteurs du Sud et des banques du Nord qui les finançaient. Dans un sens, l'esclavage fournissait une énergie apparemment bon marché pour alimenter l'industrie manufacturière et l'agriculture à un prix épouvantable qui était caché à la vue.

Les qualités humaines des Afro-Américains qui ont servi d'"esclaves" ont été niées par un faux système juridique renforcé par une science frauduleuse qui "prouvait" l'infériorité raciale. Dans l'ensemble, l'esclavage a avili la politique et la culture des États-Unis, créant une société dans laquelle la criminalité était mise sur un piédestal et vénérée comme une culture unique. Mais les familles distinguées des États du sud se sont penchées sur la question pour éviter de voir cette réalité.

Le terme inventé pour décrire cet horrible système était "l'institution particulière", une expression qui suggérait que le Sud avait des habitudes particulières qui le distinguaient. Mais l'"institution particulière" n'était qu'une manière malhonnête de faire référence à un système criminel d'exploitation qu'aucune société saine ne pouvait soutenir.

La réponse de nombreux progressistes (abolitionnistes) dans les années 1850 a été de lutter bec et ongles pour empêcher l'esclavage de s'étendre aux États nouvellement admis, et d'essayer, par le biais de réformes, de réduire la cruauté dont les esclaves du Sud étaient victimes - et de leur permettre la liberté s'ils s'échappaient vers les États libres. Mais la plupart des "abolitionnistes" réformistes portaient du principe que l'esclavage était une mauvaise politique qui devait être réformée lentement.

De même, le débat politique actuel aux États-Unis porte sur la manière d'accroître l'utilisation de l'énergie éolienne et solaire, de rendre les énergies renouvelables

financièrement attrayantes pour les entreprises et de mettre fin aux politiques extrêmes de l'administration Trump qui consiste à subventionner le charbon tout en taxant les énergies renouvelables.

Mais cet argument politique n'a de sens que si l'on ferme les yeux sur le fait que les entreprises de combustibles fossiles s'engagent dans un effort criminel massif pour nous forcer à utiliser les combustibles fossiles, une source d'énergie qui non seulement génère d'énormes profits, mais qui condamne à mort une grande partie de l'humanité. En d'autres termes, il faut d'abord se tromper soi-même pour que l'argument ait un sens.

Nous devons prendre le contrôle du système économique lui-même et laisser derrière nous les intermédiaires, la classe des gens instruits qui gagnent leur vie en écrivant des articles décrivant des réponses progressistes à long terme, en faisant pression sur les membres du Congrès avec des propositions de softball qui font appel aux profits des entreprises, en suggérant que l'énergie éolienne peut être "compétitive" par rapport au charbon, et en minimisant la menace d'effondrement écologique décrite dans les rapports des Nations unies afin de s'assurer que leurs instituts de recherche continuent à recevoir des fonds des entreprises et des banques qui ont un intérêt dans les combustibles fossiles.

Notre moment John Brown

Si nous cherchons un moment dans la lutte contre l'esclavage qui soit parallèle à l'effort mondial actuel de mobilisation à grande échelle contre les combustibles fossiles, l'exemple le plus pertinent est la décision de John Brown et de ses disciples de se rebeller contre l'esclavage. John Brown et ses partisans ont déclaré que le gouvernement n'avait aucune légitimité parce qu'il encourageait la pratique immorale de l'esclavage. Nous devons également aller au-delà des arguments "progressistes" en faveur de l'élimination des combustibles fossiles ; à la lumière de la menace d'extinction humaine, John Brown a été écarté par la plupart comme le chef d'une rébellion et vilipendé comme rebelle et fou par les Sudistes pendant un siècle après. Mais il suffit de lire les écrits de Brown pour se rendre compte que ses actions étaient impeccablement soutenues par la logique et éclairées par la perspicacité morale. Lorsque Brown a lancé son raid sur l'armurerie fédérale de Harpers Ferry, en Virginie, en octobre 1859, l'intention était de mettre fin à l'institution de l'esclavage en établissant un nouveau gouvernement qui abandonnerait tout le système économique corrompu. Les forces de Brown furent rapidement débordées. Il fut alors jugé, reconnu coupable de trahison (la première condamnation de ce type dans l'histoire américaine) et pendu.

Ceux qui tiraient leur richesse de l'esclavage (le parti démocrate) condamnèrent l'action de Brown comme une attaque sordide contre leur mode de vie. La plupart des progressistes du Nord (le parti républicain) ont pris leurs distances par rapport à l'incident, déclarant qu'ils ne s'immisceraient pas dans les affaires des États esclavagistes.

Mais regardons l'ouverture de la "Constitution et des ordonnances provisoires":

"Attendu que l'esclavage, pendant toute son existence aux États-Unis, n'est autre que la guerre la plus barbare, non provoquée et injustifiable d'une partie de ses citoyens contre une autre partie, dont les seules conditions sont l'emprisonnement perpétuel et la servitude sans espoir, ou l'extermination absolue, au mépris et en violation totale des vérités éternelles et évidentes énoncées dans notre Déclaration d'indépendance. Par conséquent, nous, citoyens des États-Unis, et le peuple opprimé qui, par une décision récente de la Cour suprême, est déclaré n'avoir aucun droit que l'homme blanc est tenu de respecter, ainsi que tous les autres peuples dégradés par les lois de ce pays, faisons, pour le moment, ordonner et établir pour nous-mêmes la constitution et les ordonnances provisoires suivantes, afin de mieux protéger nos personnes, nos biens, nos vies et nos libertés, et de mieux régir nos actions".

Révisons ce texte afin qu'il décrive la crise actuelle et notre dépendance au pétrole et au charbon :

"Attendu que nous imposer l'utilisation de combustibles fossiles n'est autre que la guerre la plus barbare, la plus injustifiée et la moins provoquée d'une petite partie des citoyens contre la grande majorité, créant des conditions d'emprisonnement perpétuel dans un système catastrophique qui rendra la Terre inhabitable, conduisant à l'extinction, au mépris et en violation totale des vérités éternelles et évidentes énoncées dans notre Déclaration d'indépendance.

Par conséquent, nous, citoyens des États-Unis, en tant que peuple opprimé qui a été déclaré par la Cour suprême comme n'ayant aucun droit de résister au fait que l'industrie des combustibles fossiles s'associe à d'autres industries dégradées par ses lois, nous ordonnons et établissons pour nous-mêmes, pour le moment, la constitution et les ordonnances provisoires suivantes, afin de mieux protéger nos personnes, nos biens, nos vies et nos libertés, et de régir nos actions de manière à nous libérer de la marche de la mort d'une économie fondée sur les combustibles fossiles".

Nous devons renverser la situation en ce qui concerne la criminalité institutionnalisée.

John Brown a changé les règles du jeu lorsqu'il a parlé de l'esclavage non pas comme d'une "institution particulière" mais plutôt comme d'une action criminelle, d'une "guerre" contre la population. Nous devons nous aussi prendre en main le discours sur l'énergie et commencer à définir nous-mêmes les termes du discours. Les émissions de carbone ne sont pas de petits inconvénients à échanger, mais plutôt une menace directe pour notre survie.

Plutôt que de réagir rapidement à la dernière atrocité commise par les intérêts des combustibles fossiles, nous devons présenter de manière proactive au plus grand nombre de personnes possible une culture et une économie entièrement nouvelles qui doivent être mises en œuvre dans leur totalité et immédiatement. Nous ne pouvons pas soutenir une tentative de changement au coup par coup, tout en dépendant de ceux qui sont profondément investis dans le système économique actuel, ou des politiciens démocrates qui ont une longue histoire de soutien aux intérêts des combustibles fossiles.

Il y a de nombreux politiciens "conservateurs" au Congrès américain qui font des déclarations en commission qui rejettent la menace du changement climatique et qui affirment même que le changement climatique est une fraude. Ils sont financés par l'industrie des combustibles fossiles et ils font souvent appel à des experts qui ont été cultivés par des conglomérats de combustibles fossiles comme Koch Industries pour fournir des preuves à l'appui de l'affirmation selon laquelle les combustibles fossiles sont sûrs. Leurs recherches sont frauduleuses et leurs affirmations vont à l'encontre des preuves scientifiques.

La réponse actuelle des politiciens progressistes à leurs actions est de déplorer l'ignorance, l'égoïsme et la myopie de ces politiciens "conservateurs", de déplorer les experts "stupides" et leurs partisans "stupides". Cette attitude est similaire à celle des républicains qui voulaient limiter l'utilisation de l'esclavage aux États du Sud dans les années 1850, plutôt que de l'abolir.

Mais la question du changement climatique n'est pas une question d'opinions, ni d'intérêts, mais de droit et de vérité scientifiquement vérifiée.

Que dit la loi ?

La loi est très explicite. Si un membre du Congrès témoigne en commission, ou fait venir un expert pour témoigner, cela suggère que le changement climatique est une fiction, ou qu'il ne constitue pas une menace sérieuse, cet acte n'est pas l'expression d'une perspective conservatrice, mais plutôt la présentation d'un faux témoignage. De tels actes, selon la loi, constituent un délit. Au minimum, le membre du Congrès devrait être

contraint de démissionner de son poste pour avoir agi de la sorte, et il devrait risquer une peine de prison. Tout expert présentant un tel faux témoignage devrait faire face à des charges similaires.

Et pourtant, il n'y a pas un seul démocrate qui ait le courage de porter une accusation aussi logique et parfaitement légale contre les membres du Congrès et les experts qui se livrent à des activités criminelles aussi flagrantes au Capitole. Le fait que cette pratique criminelle ait duré des décennies n'est pas une excuse, tout comme le fait que l'esclavage ait été pratiqué pendant des centaines d'années n'est pas une excuse pour son immoralité.

Si personne au Congrès, si personne parmi les avocats, les lobbyistes, les consultants et le personnel qui le dirigent n'est prêt à adopter une telle position morale et juridique, le peuple doit se lever et exiger que de telles activités criminelles soient punies et que leurs auteurs soient interdits. Si un nombre suffisant de personnes protestent, les politiciens ressentiront la pression et changeront leur comportement.

Certains suggèrent qu'adopter une telle ligne dure équivaldrait à exiger que des centaines de membres du Congrès, des milliers d'employés et de lobbyistes, démissionnent de leurs fonctions et risquent la prison pour leurs actions. Je réponds que si nous voulons survivre en tant qu'espèce, nous ne devons pas craindre un tel scénario. Nous devrions être prêts à l'accepter.

D'ailleurs, si nous constatons que tous les membres du Congrès sont engagés dans de telles actions criminelles, à un niveau ou à un autre, il est non seulement de notre droit, mais aussi de notre responsabilité morale, d'exiger qu'ils démissionnent tous et que nous soyons autorisés à organiser des élections libres de toute interférence d'organisations liées à ces intérêts immoraux des combustibles fossiles.

Il est actuellement de pratique courante pour les membres du Congrès de prendre des contributions des sociétés de combustibles fossiles et des banques d'investissement qui promeuvent les combustibles fossiles.

Mais la promotion des combustibles fossiles au cours des 70 dernières années, souvent avec des subventions fédérales pour les raffineries et les réseaux routiers, était dès le départ une conspiration criminelle, et non un processus démocratique qui représentait la volonté du peuple. Qu'il s'agisse de l'achat et de la destruction des transports publics par General Motors, Standard Oil et Phillips Petroleum (opérant par l'intermédiaire d'organisations de façade) pour accroître la dépendance de nos citoyens à l'égard de ce composé chimique dangereux qu'est le pétrole, ou de la restructuration de l'armée

américaine afin qu'elle soit profondément dépendante du pétrole et qu'elle soit employée principalement pour garantir l'approvisionnement en pétrole, une série de décisions politiques ont été prises qui doivent être reconnues comme étant de nature criminelle.

Nous savons maintenant que des sociétés comme Exxon et Shell qui fournissent du pétrole étaient pleinement conscientes du phénomène du réchauffement climatique et de l'impact dangereux de leur produit toxique sur l'environnement, au moins depuis les années 1980, si ce n'est avant. Elles ont caché ces résultats scientifiques et ont plutôt engagé des experts et des sociétés de relations publiques pour présenter au public des informations trompeuses et malhonnêtes par le biais de la publicité, de recherches universitaires trafiquées et du lobbying. Ils étaient pleinement conscients de l'ampleur de la menace. Pourtant, le mieux que nous puissions faire est de nous plaindre de l'égoïsme de ces sociétés et de demander aux citoyens en difficulté de contribuer aux campagnes du Parti Démocrate pour les prochaines élections, ou pour les élections suivantes ?

Demandez-vous ce qui vous arriverait si vous vendiez un produit extrêmement dangereux pour l'environnement et qui tuerait des centaines de milliers, voire des millions de personnes dans le monde, et qui risquerait d'entraîner la mort de milliards de personnes en raison du réchauffement climatique. Que se passerait-il si vous connaissiez depuis les années 1980 les dangers de votre produit et que vous aviez caché cette information, en utilisant votre richesse sale pour corrompre des politiciens et promouvoir de faux experts scientifiques qui ont menti au Congrès afin de défendre vos activités illégales ?

Votre sort serait tout à fait certain. Vous seriez immédiatement emprisonné pour conspiration et tous vos biens seraient saisis. Vous seriez pénalement tenu de payer les frais résultant des crimes que vous avez commis.

Que devrions-nous donc faire aux entreprises de combustibles fossiles qui se sont comportées précisément de cette manière et les banques d'investissement et autres institutions financières qui les soutiennent face aux preuves scientifiques accablantes du danger de ce produit ?

La situation est identique.

Les citoyens doivent exiger que ces entreprises soient traitées comme des organisations criminelles et qu'elles soient privées du droit d'utiliser ces fonds mal acquis pour se défendre. Les responsables doivent être emprisonnés immédiatement et poursuivis pour les crimes qu'ils ont commis au cours des quatre dernières décennies. Les hommes politiques et les lobbyistes qui les ont aidés doivent être soumis au même traitement.

Les actifs de sociétés comme Exxon et Koch Industries, ainsi que ceux des individus qui les possèdent, devraient être saisis en totalité afin de réparer les dégâts et d'indemniser les victimes dans le monde entier. Il n'est pas nécessaire de se morfondre sur la quantité d'argent que les entreprises de combustibles fossiles contribuent à l'élection de candidats "conservateurs", ni sur les efforts que doivent déployer les "progressistes" pour gagner les élections dans cet environnement politique injuste. Une fois que les actifs de ces entreprises de combustibles fossiles auront été saisis, une fois que tous les lobbyistes et les experts qui ont travaillé pour ces entreprises dans leurs campagnes criminelles seront empêchés de participer à la vie politique (comme la privation du droit de vote des anciens dirigeants confédérés pendant la reconstruction), nous serons en mesure de déterminer quelle est la politique appropriée pour répondre au changement climatique sur la base d'un consensus scientifique et en accord avec la Constitution.

Nous avons le droit, et l'obligation, d'exiger que les hommes politiques qui ont été rachetés par des entreprises de combustibles fossiles, ou par des banques et des milliardaires liés à des entreprises de combustibles fossiles, soient empêchés de témoigner devant le Congrès et de participer au processus politique. Il en va de même pour les chercheurs, les professeurs, les avocats, les lobbyistes et les autres personnalités publiques qui ont été impliqués dans cette fraude massive.

Le débat politique doit être fondé sur des conclusions scientifiques impartiales, et non sur des opinions. Nous avons permis que des entreprises soient traitées comme des personnes et que des arguments frauduleux sur le climat soient traités comme dignes d'attention parce qu'ils étaient soutenus par de l'argent. Tout cela doit cesser maintenant.

Mais nous devons faire plus. Nous devons condamner la publicité en général pour ses efforts visant à tromper les Américains sur les dangers de la société industrielle, en particulier sur l'impact des voitures, des avions, du charbon et du gaz naturel sur nos vies. Nous devons exiger une discussion honnête sur les dangers de la production industrielle. Tant que les médias commerciaux alimenteront les citoyens en informations trafiquées et déformées, ils ne pourront pas prendre de décisions objectives, et la politique démocratique sera impossible.

Nous devons exiger que la recherche universitaire (et le journalisme également) soit financée par des subventions gouvernementales transparentes, soutenues par des taxes, et que les autres "recherches" intéressées par elles-mêmes et ayant des objectifs cachés soient éliminées du débat sur la politique au sein du gouvernement et parmi les citoyens. C'est essentiel pour la réponse au changement climatique.

S'approprier les fausses idéologies du libre-échange et de la sécurité militaire

Si nous voulons lancer une campagne nationale pour faire face à la terrible vérité, nous devons nous attaquer aux deux grands monstres que les politiciens contournent sur la pointe des pieds : le libre-échange et la sécurité militaire.

Le mythe selon lequel le commerce international des marchandises est positif pour les citoyens des États-Unis et pour le monde, et que le commerce devrait être constamment augmenté pour nous aider à prospérer, a été adopté par les deux partis politiques et par la plupart des intellectuels américains depuis la Seconde Guerre mondiale.

Mais la promotion massive du commerce signifie non seulement que les entreprises peuvent déplacer des usines à l'étranger - et menacer les travailleurs et les communautés de fermeture d'usines locales pour obtenir des subventions gouvernementales - mais aussi qu'elles peuvent offrir aux Américains des produits bon marché fabriqués à l'étranger et ainsi cacher l'impact horrible que cette fabrication a sur l'environnement local et sur notre climat commun. Chaque boîte en polystyrène, chaque pull en nylon, chaque jouet en plastique empoisonne non seulement notre sol, nos rivières et nos océans lorsqu'il est jeté, mais sa fabrication a causé d'énormes dégâts à notre climat qui nous a été caché parce que la fabrication se faisait en Inde ou en Thaïlande.

Le libre-échange a pris le contrôle de notre économie, nous obligeant à acheter des produits qui ont été fabriqués loin de chez nous et expédiés en utilisant d'énormes quantités de combustibles fossiles. La pollution créée par la fabrication de produits jetables a exactement le même impact sur le climat là-bas que si les usines se trouvaient au Kansas ou au Mississippi. De plus, le transport de marchandises sur des milliers de kilomètres par mer produit des émissions énormes.

Pour aller plus loin, presque tous les médias alternatifs acceptent volontiers les systèmes de mesure de l'économie profondément défectueux comme le PIB (produit intérieur brut), la "consommation", la "croissance" et le "développement". Le fait que ces mesures ne tiennent pas compte de l'impact écologique, social et culturel des politiques et pratiques économiques, qu'elles ne tiennent pas compte de la dégradation à long terme du sol, de l'eau et de l'air, est rarement souligné par les intellectuels. Bien qu'il y ait eu des propositions de systèmes de mesure alternatifs, elles ne sont guère discutées, et encore moins adoptées.

L'armée est devenue une part importante de l'économie nationale américaine, liée à tous les niveaux à l'exploration, la production et la consommation de combustibles fossiles.

C'est un grand pollueur et un contributeur au changement climatique bien plus important que la plupart des pays.

L'armée américaine est largement débordée, avec des centaines de bases dans le monde entier. Le plus souvent, son rôle principal est de promouvoir l'extraction de combustibles fossiles et d'autres minéraux pour alimenter une économie de consommation qui détruit notre climat. Une telle armée n'a rien à voir avec la "défense" ou la "sécurité".

Les États-Unis ne peuvent pas commencer à adapter une politique climatique sérieuse tant qu'ils n'ont pas entrepris un changement révolutionnaire du rôle de l'armée. Ce changement doit se fonder sur une modification de la définition de la sécurité afin de faire de l'atténuation du changement climatique la plus grande préoccupation en matière de sécurité. Un tel changement ne sera pas facile, mais il est théoriquement possible et, vu l'ampleur de la crise, il est absolument essentiel.

Ironiquement, même si nous nous éloignons des armes, nous aurons besoin de la bravoure et de la discipline des guerriers lorsque nous affronterons les puissances des combustibles fossiles. Avec une imagination inspirée et un courage d'acier, nous pouvons transformer le rôle et la nature de l'armée de l'intérieur et de l'extérieur afin qu'elle se concentre exclusivement sur le changement climatique.

En fin de compte, le ministère de la défense doit être transformé en un "ministère de la sécurité humaine" ou même en un "ministère du changement climatique". Les dépenses en armes inutiles à des fins de profit doivent être éliminées selon un plan soigneusement organisé. La décision de savoir si ce plan sera réalisé par une transformation institutionnelle ou par la fermeture complète du système existant et un nouveau départ sera prise au cours du processus.

Les prévisions scientifiques sur l'évolution du changement climatique laissent penser que nous n'aurons plus d'argent pour les avions de chasse ou les porte-avions, ni même pour les autoroutes et les stades. Nous devons consacrer la plupart de nos ressources à la survie du changement climatique.

Malheureusement, une révolution est en cours aux États-Unis, mais elle se produit aux mauvais endroits. Le gouvernement est en train de subir un changement révolutionnaire, car l'administration Trump dépouille les départements d'expertise, punit ceux qui ont le sens des responsabilités et privatise rapidement les fonctions, de sorte que le gouvernement ne sert qu'à accroître la richesse de l'élite et ne peut plus servir nos citoyens.

Démanteler la DMZ à l'occasion du
soixante-dixième anniversaire du déclenchement
de la guerre de Corée

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

25 juin 2020

Il y a exactement soixante-dix ans, l'Armée populaire coréenne est venue de là-haut et a entrepris d'envahir, ou (comme le pensaient les Nordistes) de libérer, la partie sud de la Corée. La division entre le Nord et le Sud était entièrement artificielle, un produit des luttes géopolitiques entre les États-Unis et l'Union soviétique qui ont émergé lorsque le consensus sur la nécessité d'une nouvelle approche internationale de la gouvernance qui avait alimenté la lutte contre le fascisme s'est effacé. Les États-Unis et l'Union soviétique ont travaillé ensemble en tant qu'alliés contre l'impitoyable poussée fasciste visant à détruire de larges pans de l'humanité à la recherche du profit et contre un programme d'eugénisme qui supposait qu'une grande partie de l'humanité n'avait aucun droit, pas même le droit d'exister.

Cette invasion du Sud n'a pas été le début du conflit, mais elle l'a transformé. Il est essentiel pour l'avenir des États-Unis et, surtout, pour la poursuite de leur rôle en Asie de

l'Est, de bien saisir la signification historique et culturelle de ce qui s'est passé il y a soixante-dix ans.

En tant qu'Américain ayant reçu une formation d'expert en Asie et ayant passé sa carrière à essayer de comprendre l'Asie et à apporter une contribution concrète à l'avenir de l'Asie, cette question de savoir quel a été le rôle des États-Unis et ce qu'il peut être, est cruciale. Bien qu'il soit clair qu'il existe de nombreux exemples d'Américains, et d'institutions américaines, qui ont apporté une contribution positive à la vie de la population en Corée, ces efforts ont été mêlés à d'autres activités, beaucoup moins bénignes.

Alors que les États-Unis reviennent à un isolationnisme extrême, que la rhétorique raciste et anti-asiatique se répand dans les médias d'entreprise aux États-Unis, que nous voyons l'engagement des États-Unis envers la Corée de plus en plus conditionné par la vente d'armes, que la menace chinoise et la menace nord-coréenne se font jour, le plus grand danger est que tout ce que les États-Unis ont fait de valeur soit enterré dans une vague de sentiment anti-américain, dont une partie est justifiée. Nous pouvons déjà voir venir cette vague.

Mais la réponse ne peut être d'embrasser le drapeau américain et d'essayer de défendre l'indéfendable. Si nous, les Américains, faisons cela, nous n'aurons plus aucun rôle positif en Asie de l'Est, et je crains que nous n'ayons plus aucun rôle dans le monde non plus. Notre seul choix est de condamner les efforts racistes et destructeurs visant à rejeter la culture de décadence et de corruption de l'Amérique sur l'Asie de l'Est et d'avancer une vision totalement nouvelle du rôle de l'Amérique en Asie, et dans le monde, qui rompt avec l'habitude destructrice de promouvoir le conflit, la concurrence, l'endiguement et la consommation. Nous pouvons, nous devons, adopter une vision de l'avenir fondée sur la coopération, la coexistence, la science du climat et les échanges culturels.

Revenons au moment où, le 25 juin 1950, l'Armée populaire coréenne a balayé Kaeseong vers Séoul, Chuncheon vers Hongcheon et Gangneung vers Pohang. Ce fut un changement énorme dans la nature de la société. Les membres des familles ne pouvaient plus se revoir, des millions de personnes mouraient dans une guerre qui a produit l'un des pourcentages les plus élevés de décès de civils de l'histoire. Rien ne serait plus normal. Alors que nous attendons aujourd'hui avec impatience le retour à la "normale", un retour à un environnement dans lequel nous pouvons travailler comme avant, voyager comme avant, on ne peut s'empêcher de penser à cette terrible transformation de la Corée il y a soixante-dix ans.

Mais l'invasion n'a certainement pas été le début du conflit. Le soulèvement contre l'administration de Rhee Syngman dans le sud, qui a commencé à Jeju le 3 avril 1948, allait faire des dizaines de milliers de morts. C'était, en fait, une guerre. Les conflits entre les groupes chrétiens et socialistes à Pyongyang étaient également catastrophiques et tragiques dans les années précédant 1950. Ce conflit était la continuation de la bataille contre le colonialisme et l'impérialisme qui se déroulait depuis des décennies sous la surface en Corée, en Chine, au Vietnam et même au Japon.

La nature de la lutte politique et culturelle en Asie a commencé à changer avant même le 25 juin. L'effondrement de l'économie chinoise en 1948 et la chute du Guomindang (parti républicain) de Chine ont modifié le paysage politique. Lorsque Mao Zedong a fait sa déclaration de la République populaire de Chine le 3 octobre 1949, les États-Unis ont été poussés par des factions nationales à s'éloigner de l'alliance antifasciste avec l'Union soviétique et des efforts pour éviter de prendre position contre le parti communiste chinois. Des groupes pro-business aux États-Unis ont fait campagne pour une affiliation étroite avec l'Empire britannique, pour que les États-Unis profitent des possibilités de pouvoir et des avantages financiers qu'offre l'acceptation du manteau d'un système mondial en décomposition basé à Londres. La bataille contre le fascisme, la lutte contre l'eugénisme et le racisme a été enterrée dans une campagne cynique de "Qui a perdu la Chine ? Cette campagne était destinée à éliminer tout sentiment de complexité concernant la situation politique et économique et à faire des États-Unis le bastion d'une campagne mondiale anticommuniste. C'est un choix tragique qui a été fait à Washington D.C.

Les Nations unies n'ont pas été en mesure de réaliser leur mission sacrée en tant qu'organisation internationale, à savoir promouvoir l'internationalisme, et les portes ont été ouvertes à une forme de mondialisme traître qui allait conduire les États-Unis dans une direction dangereuse. Ce n'est pas tout. Le rêve d'établir une Corée culturellement et politiquement ouverte, une Corée unifiée, libérée des chaînes du colonialisme, qui avait été retenu par le gouvernement provisoire de Shanghai sous Kim Gu, et aussi par d'autres groupes coréens à travers l'Asie, a été écarté. Les voix de la raison et de la coopération aux États-Unis ont été réduites au silence par une campagne qui a supprimé tout discours politique dit "de gauche".

Le sous-comité de sécurité intérieure du Sénat a été créé en 1950 aux États-Unis et s'est donné pour mission de détruire les Américains réfléchis qui ont tenté de coopérer de quelque façon que ce soit avec le parti communiste chinois dans la poursuite de la paix. L'attaque la plus notable a été celle contre le perspicace universitaire chinois Owen Lattimore pour sa promotion de l'enquête sur la vérité. Cette campagne a rendu la

coopération impossible et a modifié de façon permanente le rôle des États-Unis en Corée et en Asie de l'Est. La bataille contre le fascisme, contre le colonialisme, contre le racisme, qui avait été soutenue par de nombreux Américains réfléchis, fut enterrée.

Où en sommes-nous aujourd'hui, soixante-dix ans plus tard ? Les États-Unis ont toujours de nombreuses troupes ici en Corée et la péninsule coréenne est toujours divisée. L'establishment politique à Washington D.C. et à Séoul suppose que d'une manière ou d'une autre, les États-Unis doivent avoir des troupes en Corée du Sud pour toujours. Il n'y a aucune vision, du tout, pour savoir quand les troupes américaines rentreront au pays, ou comment les Coréens seront à nouveau réunis.

La Constitution ne dit rien sur le fait que les États-Unis ont stationné leurs forces armées à l'étranger pendant soixante-dix ans. Lorsque le président Donald Trump déclare que les troupes américaines seront retirées à moins que la République de Corée ne débourse une énorme somme d'argent, il représente des intérêts financiers cyniques qui veulent soutirer davantage aux Coréens. Mais il fait également appel à une vérité profonde : les États-Unis ne sont pas censés avoir des troupes en Corée pour toujours et une alliance militaire est quelque chose qui nécessite un état de guerre et ne devrait pas être le moteur d'une relation entre deux nations. La coopération en matière d'éducation, de science, de culture, la coopération pour comprendre les véritables menaces de notre époque et y répondre doit être le véritable objectif de nos relations.

En tant que candidat indépendant à la présidence des États-Unis, j'aimerais aujourd'hui présenter une nouvelle vision de ce que seront les relations des États-Unis avec la Corée à partir de ce jour, du 70e anniversaire du début de la guerre de Corée.

Nous allons promouvoir la coopération entre les Coréens et les Américains pour répondre aux véritables défis de sécurité du XXIe siècle. Le développement d'armes nucléaires par la République populaire démocratique de Corée n'est pas en tête de liste et la question des armes nucléaires dans la péninsule coréenne ne pourra être résolue tant que les États-Unis ne se seront pas eux-mêmes complètement engagés à respecter les principes du traité de non-prolifération et à établir un plan pour que les États-Unis se débarrassent rapidement de toutes les armes nucléaires dangereuses qui subsistent dans notre pays.

La coopération entre Américains et Coréens ne sera pas limitée aux Coréens du Sud. Les Américains devraient travailler avec tous les Coréens réfléchis, courageux et épris de paix, qu'ils soient en Corée du Sud, en Corée du Nord, en Chine, au Japon, en Russie ou aux États-Unis eux-mêmes, afin de poursuivre une vision inspirante de ce qui peut être réalisé dans la péninsule.

La sécurité sera un élément essentiel de ce projet. Mais nous devons redéfinir la sécurité.

La sécurité doit être une réponse globale aux quatre cavaliers de l'apocalypse. Cette réponse doit s'inspirer de la bataille contre le fascisme des années 30 et 40, et non de la division tragique de la péninsule coréenne dans les années 50. Cette division tragique doit prendre fin, et elle doit prendre fin maintenant ! Elle doit prendre fin aujourd'hui !

Quels sont les quatre cavaliers de l'apocalypse ? Eh bien, à ce stade, le terme "apocalypse" n'est plus une hyperbole. L'apocalypse n'est plus pour les fondamentalistes. "Alléluia" ! Je crois !"

Le premier cavalier de l'apocalypse est l'effondrement du climat, la mort des océans, l'extension des déserts et l'horrible destruction de la biodiversité provoquée par la poursuite irréflechie d'une économie de consommation et de croissance.

Le deuxième cavalier de l'apocalypse est la concentration radicale de la richesse entre les mains de quelques milliardaires qui complotent maintenant pour contrôler complètement la finance et la monnaie grâce à leurs réseaux de superordinateurs et pour créer une économie sans hommes pour leur propre profit et leur propre divertissement.

Le troisième cavalier de l'apocalypse est l'évolution rapide de la technologie qui fait des humains des animaux passifs qui ont perdu toute capacité d'action et sont incapables de mener une action politique significative. Cette transformation est favorisée par la promotion de l'intelligence artificielle et de l'automatisation dans un effort cynique pour augmenter les profits de quelques-uns tout en abrutissant les citoyens par la promotion d'une culture de la consommation.

Le quatrième cavalier de l'apocalypse est la militarisation extrême de l'économie, souvent hors de vue des citoyens, qui a déclenché une course aux armements mondiale illimitée sur terre, sur les océans, et maintenant même dans l'espace qui pourrait facilement être la fin de l'humanité.

Ces événements horribles doivent faire l'objet d'un effort international pour créer un avenir durable pour nos enfants et cet effort doit être au centre de toute coopération entre les États-Unis et la Corée. Pour être plus précis, si la coopération avec la Corée n'est pas directement liée à une réponse concrète et immédiate à ces quatre cavaliers de l'apocalypse, alors cette coopération doit cesser. Nous n'avons ni les fonds, ni la main-d'œuvre, ni le temps de poursuivre des projets qui ne sont pas liés à l'impératif central de sauver l'humanité.

Enfin, l'unification de la péninsule coréenne nous offre une formidable opportunité, qui ne se présente qu'une fois tous les 500 ans, une opportunité pour les Coréens de jeter les bases d'une nation qui sera non seulement une source d'inspiration pour ses citoyens, mais aussi un nouvel espoir pour tous les citoyens de la Terre.

Les Coréens peuvent créer de nouvelles institutions à grande échelle, ce qui n'est pas facile à faire dans d'autres nations, précisément parce que la Corée est en pleine transformation. La Corée peut mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles, créer un financement axé sur les citoyens et non sur les banques d'investissement internationales et poursuivre un internationalisme honnête et courageux qui nous rassemble pour une véritable coopération.

La vie frugale et modeste des Nord-Coréens ne doit pas être rapidement remplacée par une consommation aveugle ou un développement irrégulier. Au contraire, la Corée du Nord est parfaitement positionnée pour être une nation 100% exempte de combustibles fossiles. La Corée du Nord peut adopter la position courageuse selon laquelle les minéraux et le charbon qui se trouvent sous ses forêts et ses champs doivent rester là, à l'abri des sociétés multinationales, car c'est la population et l'écosystème qui ont bien plus de valeur que l'argent.

Les traditions de durabilité, d'humanisme et de philosophie morale remontent à loin en Corée. J'ai eu l'occasion de me familiariser avec des concepts coréens comme le "hongik" (la diffusion des bénéfices à tous les membres de la société, ou "seonbi" (l'intellectuel engagé dans la justice sociale). Ces idées rassembleront les Coréens, unifieront la Corée. Ce ne seront pas les banques d'investissement ou les fonds souverains.

Les États-Unis, ou plus précisément ceux qui sont profondément engagés dans la paix, la liberté et la lutte contre le totalitarisme et contre la destruction de notre écosystème, doivent unir leurs forces avec des mouvements similaires dans le monde entier, comme nous l'avons fait dans les années 1930 et 1940. Il y aura une lutte, mais elle doit être inspirante et fondée sur la recherche de la vérité, basée sur une approche scientifique de la politique, et qui ramène le meilleur des traditions américaines de l'internationalisme de cette époque, traditions qui ont été enterrées depuis si longtemps.

Cela signifie qu'il faut démanteler la DMZ. Cela signifie qu'il faut tendre la main à ceux qui ont la volonté de s'attaquer aux véritables menaces à la sécurité, cela signifie qu'il faut créer un nouvel avenir pour la Corée, pour l'Asie du Nord-est et pour le monde.

Je ne peux pas soutenir la rhétorique de Donald Trump, en particulier le message raciste "Make American Great Again". Mais je dirai qu'avec l'aide de tous les citoyens de la

Corée, de l'Asie du Nord-est et de notre précieuse Terre, nous pouvons travailler ensemble pour redonner espoir aux découragés et aux opprimés. Dans ce processus, je crois que nous pouvons faire les premiers pas pour rendre l'Amérique grande pour la première fois.

Faites un pas vers la démocratie: Pourquoi une élection spéciale est absolument nécessaire

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

4 juillet 2020

Rares sont en effet les hommes politiques qui commencent leurs fréquents hommages à notre pays sans quelques mots sur la démocratie. Ils ne sourcillent pas, ils ne remuent même pas, lorsqu'ils font l'éloge de la démocratie, même si celle-ci est froissée et saigne à leurs pieds.

La démocratie a été une lutte constante depuis le début aux États-Unis. Il y a certainement eu des moments de brillance démocratique qui ont inspiré le monde, et autant de revers tragiques. De plus, beaucoup de ceux qui ont visité les États-Unis dans le passé ont pu apprendre quelque chose de nos pratiques qui les ont aidés à revenir dans leur propre pays. Nous avons joué un rôle précieux.

Cette époque est révolue depuis longtemps. Les États-Unis doivent être aujourd'hui l'étudiant le plus humble, désireux d'apprendre des autres nations, des personnes réfléchies du monde entier sur ce que la démocratie peut être et ce qu'elle devrait être.

Ce que signifie la démocratie aux États-Unis reste une question ouverte.

La question est ouverte en ce sens que de nombreux aspects de notre processus démocratique ont toujours été limités, depuis le moment où la Constitution a été rédigée. La démocratie a été limitée par le collège électoral, limitée par les conditions de vote, et limitée par divers mécanismes qui réduisent la démocratie participative et limitent les décisions prises par les citoyens.

Les citoyens se voyaient refuser le droit de vote parce qu'ils étaient noirs ou natifs américains, parce qu'ils étaient des femmes, parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer des impôts ou parce qu'ils ne possédaient pas de terres dans le passé. Aujourd'hui, beaucoup se voient refuser le droit de vote parce qu'ils ont un casier judiciaire (souvent le résultat d'un plaidoyer forcé), parce qu'ils vivent dans des quartiers pauvres qui ne sont pas équipés de machines à voter, parce qu'ils ne possèdent pas les pièces d'identité reconnues par les autorités locales, ou simplement parce que leur vote est commodément perdu lors du dépouillement.

Les obstacles au vote sont de plus en plus importants. L'élection de novembre prochain ne sera probablement pas du tout une élection.

Il y a encore beaucoup à dire sur la démocratie. La plupart de nos honorables politiciens ne toucheront pas aux vrais problèmes. Nous devons nous demander si nous pouvons avoir une démocratie si les membres de notre communauté ne se connaissent pas, s'ils ne peuvent pas participer aux décisions concernant leur propre quartier, leur propre ville ou leur propre État ? Si la construction d'autoroutes, d'écoles et d'immeubles de bureaux qui modifient profondément notre environnement pour le pire se fait sans la moindre consultation des citoyens, pouvons-nous considérer cette approche comme démocratique ? Comment pouvons-nous laisser ces décisions aux banques, aux promoteurs et aux entreprises sans aucune participation directe des citoyens ?

Le fait que nous soyons parfois appelés à voter, si nous en avons le temps, pour un candidat présélectionné pour des postes locaux, étatiques ou nationaux, fait-il une différence si toutes les politiques sont décidées par des politiciens suivant les instructions des banques d'investissement et des milliardaires ?

Si nous ne sommes pas autorisés à participer au processus par lequel les politiques nous sont déterminés, avons-nous une démocratie ?

La grande majorité des faiseurs d'opinion américains que les médias d'entreprise nous présentent comme des leaders partent du principe que, bien que les élections aux États-Unis posent des problèmes et que le processus de gouvernance pose des problèmes, ces problèmes sont secondaires. Ces problèmes, nous disent-ils, ne devraient pas être au

centre de l'attention, et ils ne devraient pas être le motif pour nier la légitimité des élections, ou pour remettre en question le système lui-même.

Quel est le résultat de cette approche ? Le système démocratique s'est encore plus dégradé et le blocage des citoyens, le refus des machines de vote dans les quartiers et la manipulation flagrante du vote lors des primaires et des élections générales n'ont fait qu'empirer, beaucoup plus.

On suppose que le fait de refuser le droit de vote à des citoyens en raison de leur statut économique et social ou de leur origine ethnique n'est jamais un motif pour exiger la tenue d'une nouvelle élection, ou que les personnes impliquées dans ces crimes soient accusées de délits et envoyées en prison. On suppose qu'il n'est pas grave d'avoir des logiciels facilement piratés sur les machines de vote, ou des machines de vote qui ne laissent aucune trace vérifiable du vote prévu.

Mais une technologie aussi facilement piratée pour le comptage des votes serait impensable dans les distributeurs automatiques de billets, ou dans d'autres systèmes de contrôle de l'argent. En effet, si l'argent est essentiel pour le système actuel, le vote des citoyens ne l'est pas.

Ce que nous n'avons pas aux États-Unis, ce sont des hommes politiques qui exigent que les élections frauduleuses cessent, que nous ne puissions plus organiser ces élections fictives, que nous ne reconnaissons pas la légitimité de ces élections.

Permettez-moi de dire ce que d'autres sont trop lâches pour le dire, mais cela doit être dit. La série de primaires organisés par les partis républicain et démocratique en 2020 n'étaient pas des efforts démocratiques pour sélectionner des candidats. L'élection de la Chambre des représentants, du Sénat et de la présidence prévue pour le 3 novembre 2020 ne sera pas une élection légitime dans aucun sens du terme.

Nous ne pouvons pas accepter cette soi-disant élection et nous devons commencer dès maintenant à prendre les mesures nécessaires pour garantir une élection légitime qui rétablira la démocratie dans l'Union européenne.

L'élection doit aller plus loin, en donnant à tous les citoyens la possibilité de voter de manière totalement vérifiée et en s'assurant que les diverses manœuvres criminelles telles que les lois sur l'identité ne sont pas utilisées pour nous priver du droit de vote.

Nous devons rétablir la démocratie aux États-Unis. Cela signifie revenir au processus de vote relativement transparent qui existait avant la privatisation du comptage des votes en

2000. Mais cet objectif est loin d'être suffisant. Cette élection doit établir un processus véritablement transparent et responsable dans l'ensemble des États-Unis pour la première fois et ouvrir la porte à une démocratie à la fois participative et représentative. Les quartiers pauvres, les réserves indiennes et les villes isolées habitées par des personnes abandonnées par les intermédiaires du pouvoir doivent tous se voir garantir un vote transparent et vérifiable.

Nous devons organiser une élection générale spéciale qui soit légitime.

Voici quelques-unes des questions qui doivent être abordées si nous souhaitons avoir une élection légitime.

Le rôle des partis politiques

L'élection spéciale qui aura lieu constituera un changement significatif dans la direction des États-Unis. Dans un sens profond, ce sera le début d'un cycle positif en faveur de la participation et de la transparence et loin de la commercialisation, de la consommation et de la gouvernance par quelques-uns. Pour cette raison, il est essentiel que nous fassions en sorte que les fondations soient bien coulées. Une grande partie des préparatifs de l'élection implique de revenir à l'esprit et aux mots de la Constitution.

Surtout, les partis politiques corrompus, en particulier le parti démocrate et le parti républicain, ne joueront aucun rôle dans cette élection. La Constitution ne leur accorde aucune autorité particulière en matière de gouvernance et leur collusion avec les entreprises et les riches pour exclure d'autres voix et se présenter comme les seules alternatives disponibles est contraire à l'éthique, criminelle et inconstitutionnelle. Les organisations qui utilisent ces noms sont libres de se réunir et d'engager des discussions avec les citoyens. Mais elles ne doivent pas être favorisées par rapport aux autres groupes de citoyens. Bien que les candidats puissent être affiliés à l'un de ces partis, ou à d'autres partis, lors de l'élection elle-même, ce sont les politiques, les réalisations et la solution à long terme des problèmes qui seront au centre des discussions, et non les partis politiques.

Science et opinion

Toutes les discussions de la campagne avant les élections doivent être fondées sur une analyse scientifique. Qu'il s'agisse de l'impact à long terme du changement climatique, de la consommation d'énergie, de la discrimination, de la concentration des richesses, de la militarisation de la société ou de la privatisation du secteur public, la campagne et l'élection doivent être basées sur une présentation précise des faits au public. Les déclarations fausses et trompeuses n'ont rien à voir avec cette élection et les citoyens ont droit à une évaluation scientifique et logique des véritables enjeux dans ce pays. Si les médias commerciaux ne peuvent pas se comporter de cette manière, ils n'auront aucun rôle à jouer dans cette élection.

La présentation de faits objectifs et l'utilisation d'analyses scientifiques ne garantissent pas qu'il n'y aura pas de sérieuses divergences d'opinion. La nature humaine est complexe et par nature problématique. Mais il existe une distance infinie entre les différences d'interprétation dans les limites de l'analyse objective et une politique ancrée dans les préjugés, l'indulgence et le narcissisme. Cette élection fera des citoyens des citoyens et mettra un terme au processus criminel de vente de citoyens à des agences de publicité et à des consultants qui sont soutenus par des entreprises. Nous commencerons à créer chez nos citoyens la conscience de soi nécessaire pour maintenir une société libre durable.

La décadence du journalisme

Le journalisme n'est pas un service facultatif, accessible à ceux qui peuvent le payer ou qui ont la formation requise pour l'utiliser. Si nos citoyens n'ont pas accès à des sources d'information fiables, s'ils sont contraints de se fier à des rapports produits par des journalistes qui sont des agents de relations publiques pour des sociétés multinationales, il n'y a aucune chance de créer quoi que ce soit qui s'approche d'une démocratie.

Il est nécessaire pour la démocratie que nous disposions d'informations précises et détaillées pour tous les citoyens. Une culture qui encourage la réflexion profonde et l'analyse rationnelle est une exigence absolue, et non un vague objectif pour l'avenir. Au cours des six prochains mois, nous établirons des sources de journalisme précis pour tous les citoyens qui garantiront que nous avons un public informé et une voie vers la démocratie.

La Constitution

La Constitution est la base du gouvernement des États-Unis et elle a une autorité qui dépasse les fanfaronnades politiques. Mais la Constitution aussi, comme nos parents, ou nos grands-parents, elle est loin d'être parfaite. Elle doit être mise à jour pour répondre aux nouvelles circonstances.

Dans la crise actuelle, certains sont allés jusqu'à dire que la Constitution est si fondamentalement imparfaite qu'il faut quelque chose de nouveau. Souvenez-vous du grand abolitionniste William Lloyd Garrison, qui a écrit que la Constitution est "un pacte avec la mort et un accord avec l'enfer". Il voulait dire par la nature même de la convention constitutionnelle de 1787 que ce document critique était consacré à la préservation de la propriété privée et plus particulièrement au traitement des citoyens comme propriété privée - mieux connu sous le nom d'"esclavage". Aujourd'hui encore, les riches et les puissants traitent leurs concitoyens comme des biens, comme du bétail. Le jeu a changé, bien sûr, mais la lutte fondamentale demeure.

Pourtant, l'autre abolitionniste Frederick Douglass s'est donné beaucoup de mal pour démontrer qu'en tant que texte vivant et engagé en faveur d'une gouvernance démocratique et responsable, la Constitution est inspirée et peut être poussée dans de nouvelles directions afin d'inclure tous les citoyens.

Douglass a suggéré que si l'on lit les mots de la Constitution et que l'on suppose qu'ils s'appliquent à tous, peu importe leur pauvreté ou leurs difficultés, le potentiel de ce document peut être débloqué.

L'argument de Douglass sur le potentiel de la Constitution est très convaincant, même en cette heure sombre.

L'accès aux informations sur les candidats et sur les politiques

La sélection des candidats à un poste doit être fondée sur l'esprit de la Constitution et sur les principes de gouvernance éthique et scientifique. Cela signifie que les arrière-salles où se réunissent les banquiers d'affaires et les laquais des riches ne joueront aucun rôle.

Toutes les femmes et tous les hommes des États-Unis qui ont la vision, les compétences et l'engagement moral nécessaires à la cause de la justice sociale, juridique et économique, tous ceux qui s'efforcent de créer des États-Unis meilleurs pour les enfants

de nos enfants, devraient avoir le droit de participer en tant que candidats aux élections à la Chambre des représentants, au Sénat et à la présidence.

Leurs capacités, leurs projets et leurs qualités morales innées, ainsi que la nature des organisations qui les soutiennent, doivent être connus du public dans le cadre de la campagne. En outre, nous pouvons faire beaucoup en tant que citoyens et en tant que gouvernement pour changer la culture politique, encourager un débat rationnel, la participation des citoyens aux décisions politiques et une attention sans faille aux véritables dangers de notre époque.

Je crois de tout cœur qu'un tel processus transformera la façon dont les Américains pensent et agissent, la façon dont ils se perçoivent eux-mêmes. La création d'un espace pour un tel débat aux États-Unis permettra aux nouveaux dirigeants qui ont été bloqués par les hauts murs de privilèges qui entourent les partis politiques d'avancer. Cela encouragera ceux qui ont commencé dans les forteresses démocrates ou républicaines à aller au-delà de leur mandat limité qui consiste à servir leurs bailleurs de fonds et leurs mécènes.

Il est bien plus important d'organiser des événements ouverts au cours desquels les citoyens, bloc par bloc, porte à porte, sont encouragés à se réunir et à examiner en détail les politiques proposées, que de permettre que des mensonges et des distorsions soient diffusés par le biais de publicités visant à bloquer la démocratie participative. Les rencontres entre citoyens créeront des liens qui se développeront à l'avenir et permettront aux citoyens de résoudre des problèmes eux-mêmes plutôt que de toujours voter pour des étrangers qui sont censés résoudre les problèmes à leur place.

Financement des élections

Le jeu de l'argent derrière l'élection est la vraie élection. Les titulaires des postes sont déterminés avant que quiconque ne vote. Les opinions des citoyens sont devenues sans importance dans ce processus. La décision "Citizens United" qui permet de verser de l'argent noir illimité dans le système politique n'était que le dernier clou dans le cercueil de la démocratie. Mais comme le péché d'inceste, l'abus de nos citoyens par leurs dirigeants autoproclamés est si grotesque, si humiliant et si vilain qu'il est plus facile en société polie de simplement faire semblant que rien ne s'est passé, de feindre l'optimisme que les choses iront mieux la prochaine fois, que d'affronter la vérité.

Parfois, cependant, nous devons affronter l'horrible vérité. C'est le cas en ce moment.

La seule solution est de prévoir une élection où les candidats ne seront pas financés par les riches et les puissants, une élection où des informations fiables seront mises à la disposition de tous les citoyens sur les questions et les candidats, et où une culture sera promue dans laquelle les citoyens participeront activement au débat sur la politique.

Tous les membres de la société devraient être encouragés à canaliser avec leurs meilleures intentions au grand jour, plutôt que de communier avec des diables et des démons derrière des portes closes.

Un tel changement dans le processus électoral peut sembler révolutionnaire, mais c'est en fait la seule façon d'avancer, la seule façon de progresser. Nous pouvons déjà voir où le cours actuel de la décadence institutionnelle et morale nous mène.

Publicité

La publicité est l'un des plus grands fléaux pour les citoyens des États-Unis. La publicité s'est largement développée pour inclure les relations publiques et la création d'images ; et contrôle ainsi tous les aspects de notre vie. Les entreprises sont devenues si puissantes grâce à la publicité qu'elles sont capables de nous manipuler à volonté, tout en gardant leurs véritables clients, et leurs véritables objectifs, entièrement cachés.

Ce sont les publicitaires qui ont arraché les tripes vivantes de ce qui était autrefois des journaux et des magazines, les publicitaires qui travaillent jour et nuit pour convaincre le citoyen ordinaire, fatigué par une longue et fastidieuse journée de travail, que les abominations des guerres étrangères sans fin, les profits des super riches, sont en quelque sorte un état de choses normal, voire logique. Ces annonceurs, et leurs spots télévisés astucieux, ne joueront aucun rôle dans l'élection. Cette élection porte sur la recherche de la vérité, la recherche de la bonne gouvernance et la mission de créer une société juste et équitable.

Comment mener cette élection spéciale

Nous n'avons pas d'autre choix que d'organiser une élection spéciale aux États-Unis pour la présidence et le Congrès cette fois-ci, et de le faire d'une manière totalement transparente, étroitement supervisée par une commission internationale et soumise à de

nombreux critères objectifs pour garantir que les citoyens ont accès à des informations exactes, que tous les candidats viables ont un accès égal à l'exposition, que tous les citoyens ont la possibilité de voter et que tous les votes sont comptabilisés d'une manière vérifiable et que des registres concrets sont conservés après l'élection pour chaque vote exprimé.

Une telle élection est notre seul choix. Mais nous ne serons pas prêts pour une telle élection d'ici novembre 2020.

Ce fait ne devrait pas nous inquiéter. La prétendue élection prévue pour le 3 novembre sera de nature manifestement inconstitutionnelle et donc totalement inacceptable sur le plan juridique, constitutionnel ou éthique.

Une telle situation exige que nous organisions une élection strictement réglementée et transparente au début de 2021.

La date exacte peut être fixée lors des prochaines négociations qui auront lieu entre des citoyens dévoués et honnêtes, mais je suggère ici, à titre d'exemple, que les dates de vote soient fixées du 15 au 20 janvier 2021, ce qui laisserait le temps à chaque travailleur de voter. Il est évident qu'il n'y aura aucun compte rendu du résultat de l'élection tant que tous les bulletins de vote ne seront pas scientifiquement confirmés.

Il est possible que l'élection dure encore plus longtemps et qu'un gouvernement temporaire doive être mis en place pour la transition. Étant donné que les pouvoirs exécutif et législatif actuels n'ont aucun compte à rendre à la loi et sont contrôlés par les finances et par les riches, un tel gouvernement provisoire de transition est de loin préférable à ce que nous obtiendrons si nous ne faisons rien.

Voici quelques suggestions quant à la manière dont cette élection spéciale peut être menée. Je voudrais toutefois souligner que les détails devraient être déterminés au cours du processus de mise en œuvre et que mon rôle aujourd'hui est simplement de transmettre un aperçu général.

Le Budget

Les élections américaines nécessiteront un budget important afin d'être menées de manière transparente et fiable. Une fois que nous aurons interdit toute publicité commerciale et mis fin aux pratiques corrompues de collecte de fonds auprès des riches ou à l'utilisation d'argent sale par l'intermédiaire de groupes d'action politique mal

définis, le coût des élections sera beaucoup, beaucoup moins élevé. Mais l'application de ces interdictions sera coûteuse.

Ce que nous pouvons affirmer avec certitude, c'est que le coût de l'organisation des élections (y compris la diffusion d'informations aux citoyens sur les questions en jeu) ne peut être assumé ni par des sociétés, ni par des particuliers fortunés, qui ont un intérêt financier dans l'issue des élections.

À une époque normale, il serait préférable que le gouvernement finance l'ensemble des élections de manière transparente. Malheureusement, nous ne vivons pas à une époque normale. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des États fédérés ont confié un grand nombre de leurs fonctions vitales à des entreprises privées. Les décisions prises au sein du gouvernement sont souvent aux ordres de puissants intérêts financiers, au mépris total des besoins des citoyens.

Le budget des élections doit être établi de manière fiable et transparente, et il doit être contrôlé par des partis qui n'ont aucun intérêt financier dans le résultat des élections.

Vu le niveau de corruption de la politique américaine, cette demande semble presque impossible.

Je suis cependant convaincu qu'il existe aux États-Unis des personnes qui ont l'engagement éthique et le courage de jouer un tel rôle dans la conception d'un système de financement éthique et que, si elles font un pas en avant, un nombre important d'Américains répondront à leur appel et suivront leur initiative.

Cette élection doit être financée d'une manière créative qui garantisse que l'argent utilisé n'a pas de liens avec les riches et les puissants et que si le financement est fourni par le gouvernement, ou par une autre organisation transparente à but non lucratif, il est utilisé d'une manière qui ne soit pas facilement manipulable. Nous pouvons créer un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

La Date

Je propose une période d'une semaine à la mi-janvier 2021 (du 17 au 23 janvier) pour l'élection. Cela laissera suffisamment de temps pour préparer un processus électoral transparent et responsable auquel tous les citoyens pourront participer et dans lequel tous les candidats légitimes seront autorisés à présenter leurs idées au public.

Si nous accordons une semaine, nous pouvons garantir que tout le monde aura le temps de voter et que tout problème lié au vote pourra être résolu avant la fin de l'élection. Même ceux qui travaillent de longues heures la plupart des jours doivent avoir la possibilité de voter et, plus important encore, de discuter avec leurs voisins de ces questions.

Le but ultime de cette élection n'est pas d'offrir un pouvoir et un statut à ceux qui sont soutenus par les intérêts des entreprises, mais plutôt de s'assurer que les citoyens sont correctement informés sur ces questions et qu'ils ont une motivation suffisante et un sentiment de pouvoir pour jouer le rôle essentiel de déterminer notre avenir.

Supervision

Le processus d'élection du Congrès et de la présidence doit être strictement supervisé par un groupe attaché à un véritable processus démocratique et à la transparence. Ce groupe ne peut pas être influencé par des factions de riches et de puissants qui souhaitent subvertir la démocratie et saper le droit du citoyen à une information exacte.

Le niveau de corruption du système électoral aux États-Unis est tel que nous aurons besoin, dans un premier temps, d'un comité international pour superviser le processus. Toutefois, le caractère international de la commission ne garantit pas la transparence, la responsabilité ou l'honnêteté de celle-ci.

Il existe un certain nombre d'ONG internationales aux noms et aux images attrayants qui ne sont que trop heureux de suivre les ordres des riches et des puissants.

Il sera essentiel pour l'élection d'identifier et de donner les moyens d'agir à un groupe de personnes éthiques et courageuses dans le monde entier, qui seront capables de diriger le processus.

Compte tenu du niveau de corruption qui règne au sein du gouvernement fédéral, des gouvernements des États fédérés et des organisations politiques qui ont pris sur eux de diriger notre pays, nous n'avons pas d'autre choix que de demander l'aide de ce comité international pour superviser l'élection. Il existe des précédents précieux pour les comités qui ont joué un rôle similaire dans d'autres pays.

Mais bien que de nature internationale (y compris les Américains, bien sûr), ce comité ne sera pas composé de représentants des États nations, mais plutôt d'experts en matière de processus démocratique et d'élections qui ne peuvent pas être facilement soumis à la

pression des intérêts nationaux aux États-Unis. Le comité international déterminera l'approche générale de cette élection et supervisera les résultats. La légitimité de l'élection sera déterminée en dernier ressort par ce comité.

Un comité national sera chargé de superviser le processus électoral aux États-Unis, qui sera également composé de personnes morales et courageuses attachées au respect des procédures et à l'État de droit. Afin de restaurer la démocratie, il sera, ironiquement, nécessaire qu'ils soient sélectionnés sur la base de leur statut éthique, plutôt que par le biais du système politique corrompu dominé par les républicains et les démocrates.

Cette commission nationale pour l'élection définira le processus, État par État, district par district, par lequel l'élection sera organisée. La commission devra se pencher sur la question du Collège électoral et de sa nature profondément antidémocratique, sur le remaniement des districts pour favoriser les partis politiques, sur l'utilisation de machines à voter électroniques peu fiables et sur d'autres problèmes sérieux liés au vote. La commission nationale et son personnel travailleront en collaboration avec les citoyens pour régler les détails du processus.

Le comité national veillera à ce que tous les candidats aient la possibilité de s'adresser au public et à ce que la campagne soit axée sur les besoins de la nation et sur une analyse scientifique des problèmes et de la politique. Elle veillera également à ce que des machines de vote précises et vérifiables soient disponibles pour tous et à ce qu'il n'y ait pas de place pour la manipulation du vote. Le comptage précis des votes, un processus transparent de sélection des machines de vote et la garantie que les machines de vote ne peuvent pas être piratées et qu'elles laissent une trace vérifiable sur le papier, seront essentiels au travail de la commission.

Pour l'avenir

Personne ne devrait se leurrer sur les défis qui nous attendent alors que nous nous apprêtons à tenir des élections précises. Les forces qui risquent de perdre leurs privilèges en raison de l'accès à des informations exactes et du calcul précis des votes sont nombreuses et ils sont déterminés depuis des décennies à stopper toute velléité de démocratie véritable. Mais le besoin est si grand, le désir si puissant de nos citoyens, que je crois que nous pouvons nous montrer à la hauteur de la situation et avancer vers la démocratie. Joignez-vous à nous.

L'avenir des États-Unis et du Royaume-Uni et les alliances entre les États-Unis et le Japon

Emanuel Pastreich

Candidat indépendant pour le poste de

Président des États-Unis

31 juillet 2020

La récente déclaration du secrétaire d'État Mike Pompeo selon laquelle l'engagement avec la Chine est mort et que la coopération avec la Chine a pris fin dans presque tous les domaines marque un tournant historique. Nous pouvons déjà voir une campagne massive se déployer pour promouvoir la suspicion sur toute interaction avec la Chine et un appel a été lancé en faveur de ce qu'on appelle le "découplage" pour les États-Unis, mais aussi pour leurs partenaires traditionnels en Asie du Nord-est - la Corée du Sud et le Japon.

Cette campagne doit être considérée dans le contexte de la signature par le président Obama du projet de loi HR 4310 en 2012 qui autorise l'utilisation de la propagande contre les citoyens américains, mettant ainsi fin aux restrictions imposées par la loi Smith-Mundt de 1948. Les récentes déclarations du secrétaire Pompeo portent cette propagande à un nouveau sommet, et la vague est entièrement bipartisane, a déclaré le secrétaire Pompeo.

« Si nous voulons un XXI^e siècle libre, l'ancien paradigme de l'engagement aveugle avec la Chine doit être remplacé par une stratégie visant à garantir que le monde libre triomphera de cette nouvelle tyrannie (de la Chine) ».

L'évocation par le secrétaire d'État Pompeo de la rhétorique réductionniste de la guerre froide marque clairement un changement, étant donné qu'elle peut également être décrite comme la dernière étape d'un processus de confrontation mené par la faction radicale anti-chinoise dans l'armée américaine et dans la politique américaine qui a soutenu le président Trump dans sa campagne dès le début. Le fait que le Parti démocrate soit incapable d'articuler une vision alternative des relations entre les États-Unis et la Chine et que le candidat à la présidence Joe Biden soit même allé jusqu'à accuser Trump de dorloter la Chine pour marquer des points politiques laisse penser que nous assistons à une transformation de la culture politique américaine.

Nous sommes maintenant en territoire inconnu et les changements rapides que nous avons observés ces dernières semaines, des appels au changement de régime à Pékin à l'envoi de groupes de porte-avions en mer de Chine méridionale avec une fréquence sans précédent et injustifiée, suggèrent qu'il existe un consensus à Washington D.C. sur la valeur politique de la menace chinoise. Les revendications xénophobes extrêmes sont devenues la norme. Cette tendance malheureuse s'est combinée avec la fermeture virtuelle du Département d'État en tant qu'institution fonctionnelle.

La presse grand public est presque universelle dans sa description d'une "nouvelle guerre froide". Je pense que les circonstances sont profondément différentes de la guerre froide initiale et que de nouveaux éléments, tels que l'intégration technologique et le changement climatique, rendent une telle description profondément trompeuse.

Il est certain que les commentaires de Pompeo à la bibliothèque Nixon, dans lesquels il a déclaré, unilatéralement, la fin de l'engagement, alors qu'il avait - à tort - enterré des décennies d'engagement dans une tombe peu profonde au moment précis où l'Arctique fond et libère des niveaux catastrophiques de méthane, étaient un moment honteux. Je voudrais dire que nous voyons comment "les guerres froides se répètent : d'abord comme des tragédies et ensuite comme une farce".

Revenons à la situation actuelle. Non, laissez-moi commencer par ce que je suis en ce moment. Je suis un Américain formé à Yale et à Harvard en tant qu'expert de l'Asie de l'Est. J'ai passé au total sept ans au Japon et près de 14 ans en Corée au cours de ma vie, et j'ai enseigné aux Américains l'histoire et la culture coréenne et japonaise pendant 14 ans de ma carrière.

La question de la signification de l'alliance américano-coréenne et de l'alliance américano-japonaise est aujourd'hui en pleine évolution. La confusion quant à la nature de la relation et à l'objectif de l'alliance est devenue si ténue et si tendue que la plupart des gens polissent le sujet.

Il serait sage pour moi d'éviter le sujet aussi. Pourtant, je suis obligé de l'aborder de front. Le rôle des États-Unis en Asie de l'Est est la question cruciale pour nous aujourd'hui et nous devons confronter les deux faits fondamentaux. Premièrement, si les États-Unis ne jouent pas un rôle constructif et ne s'engagent pas dans un effort pour présenter une vision inspirante pour l'avenir, le risque de conflit grave est élevé et le risque que les États-Unis perdent complètement leur mandat en Asie du Nord-est est plus élevé.

La rhétorique radicale de Mike Pompeo repose sur l'hypothèse que les États-Unis et leurs alliés militaires en Asie du Nord-est, en particulier la République de Corée et le Japon, s'alignent sur ce nouveau programme de la guerre froide et sur la poussée en faveur d'un "arc de démocratie" - un nouveau terme pour la coopération militaire entre l'Australie et l'Inde. La Corée du Sud et le Japon. Ces pays sont soumis à une pression énorme pour s'aligner et adopter une position hostile à l'égard de la Chine et pour se "découpler" rapidement de la Chine en termes de fabrication, de distribution et de finances.

Permettez-moi de dire un mot sur le découplage de la Chine pour clarifier ma position. La mondialisation de la finance, de la production industrielle et de la distribution qui lie ces pays entre eux, et qui les lie à la Chine, n'a pas été une bénédiction absolue et nous ne reviendrons pas à ce paradigme antérieur, et nous ne devrions pas le faire non plus.

L'environnement a été détruit, les travailleurs horriblement exploités et d'énormes ressources gaspillées dans la poursuite du profit à court terme et du bonheur de consommation glorifié aux États-Unis, en Asie et dans le monde entier.

Mais si nous devons revenir à la production locale, à l'agriculture biologique et à des communautés saines en nous découplant des réseaux mondiaux de production et de distribution qui ne rendent pas de comptes, cela ne signifie pas une hostilité enragée envers la Chine, un sixième de la population de la Terre et le cœur de l'économie mondiale actuelle.

Non, c'est tout le contraire qui est nécessaire. Nous devons travailler plus étroitement avec les universitaires, les décideurs politiques, les autorités locales et surtout avec les citoyens ordinaires de Chine. Nous avons besoin de liens avec la Chine au niveau des partenariats entre les écoles primaires de Corée, de Chine, du Japon et des États-Unis afin que nous puissions apprendre à nous connaître et coopérer plus étroitement. Nous avons besoin de plus de consortiums pour faire face au réchauffement climatique et à la crise dans l'Arctique, composés d'équipes des États-Unis, de la Corée, du Japon et de la Chine. Nous devons avant tout faire preuve de créativité quant à la manière dont nous allons travailler ensemble.

Ce dont nous pouvons être sûrs, c'est que les arguments radicaux actuels à Washington D.C. ont un lien avec les intérêts à long terme des peuples de Corée du Sud, du Japon ou des États-Unis. Nous avons toléré une telle rhétorique politique dans le passé, mais elle a sombré en terrain dangereux et si nous continuons sur cette voie, même si la guerre ou la catastrophe climatique est évitée, le rôle des États-Unis en Asie de l'Est sera modifié de façon permanente. Les États-Unis ne peuvent pas rallier une coalition de volontaires contre la Chine comme ils ont essayé de le faire contre l'Irak à une autre époque.

Un tel effort est suicidaire pour les États-Unis, et pour l'humanité, en ce moment critique.

Les origines du système d'alliance

L'alliance américano-japonaise trouve son origine dans le traité de sécurité mutuelle américano-japonais de 1951, qui postulait que la menace du communisme était une raison pour les États-Unis d'assurer la sécurité du Japon alors qu'il reconstruisait son économie. Elle était directement liée à la guerre de Corée qui a fondamentalement modifié les relations des États-Unis avec la Chine et la Russie. Les États-Unis et la Corée du Sud ont établi leur traité de défense mutuelle officiel en 1953, après la guerre de Corée, un traité qui a évolué en une formidable bureaucratie, et qui a produit d'énormes budgets pour les systèmes d'armes.

Ce système d'alliance a pris forme dans le cadre de la lutte idéologique entre les États-Unis et l'Union soviétique (mais surtout, au sein des États-Unis) comme le consensus précédent sur la nécessité d'une nouvelle approche internationale de la gouvernance, consensus qui a constitué l'épine dorsale de l'alliance antifasciste des années 1930 et de là, les années 1940 sont passées au second plan.

Les États-Unis et l'Union soviétique ont travaillé ensemble en tant qu'alliés contre l'impitoyable poussée fasciste visant à détruire de larges pans de l'humanité à la recherche du profit, tous deux luttant contre un programme d'eugénisme qui supposait qu'une grande partie de l'humanité n'avait pas le droit d'exister.

Il est essentiel de bien saisir l'importance historique et culturelle de la guerre de Corée et des alliances américano-britanniques et américano-japonaises pour que ces alliances puissent passer rapidement à l'étape suivante et faire face aux nouvelles menaces qui ne ressemblent à rien de ce qui s'est passé au cours des 70 dernières années.

J'ai passé ma carrière à essayer de comprendre l'Asie. La question de savoir quel a été, et quel sera, le rôle des États-Unis est essentiel pour mon travail. Il n'est pas moralement responsable de suivre simplement les directives de politiciens qui ne comprennent rien de l'Asie, si ce n'est sa valeur financière pour leurs mécènes.

Il existe de nombreux exemples d'Américains, et d'institutions américaines, qui ont apporté des contributions positives en Corée et au Japon. Mais ces efforts ont été mêlés à d'autres activités, bien moins bénignes.

Alors que les États-Unis reviennent à un isolationnisme extrême, que la rhétorique raciste et anti-asiatique se répand dans les médias d'entreprise, que nous voyons l'engagement des États-Unis envers la Corée et le Japon de plus en plus conditionné par la vente d'armes, que la menace chinoise et la menace nord-coréenne se font jour, le plus grand danger est que les contributions américaines soient noyées dans une vague de sentiment anti-américain. Nous pouvons déjà voir cette vague arriver alors même que les journaux nous disent que c'est de la menace chinoise dont nous devons nous préoccuper.

Nous devons également nous rappeler que la loi d'exclusion des Chinois de 1882 visait les Chinois, mais qu'elle a été étendue par la suite pour limiter sévèrement l'immigration en provenance du Japon et de la Corée et qu'elle était le résultat d'une vaste campagne de "péril jaune" qui ne faisait aucune distinction entre les nations d'Asie. Nous pouvons observer exactement les mêmes tendances aujourd'hui.

Lorsque Mao Zedong a fait sa déclaration de la République populaire de Chine le 3 octobre 1949, les États-Unis ont été poussés par des factions nationales à s'éloigner de l'alliance antifasciste avec l'Union soviétique, et les efforts pour éviter de prendre position contre le Parti communiste chinois. Les groupes pro-business aux États-Unis ont fait campagne pour une affiliation étroite avec l'Empire britannique, pour que les États-Unis profitent des possibilités de pouvoir et des avantages financiers qu'offre l'acceptation du manteau du système mondial délabré basé à Londres. La bataille contre le fascisme, la lutte contre l'eugénisme et le racisme ont été noyées dans une campagne cynique intitulée "Qui a perdu la Chine ?

Cette campagne était destinée à éliminer tout sentiment de complexité concernant la situation politique et économique et à faire des États-Unis le bastion d'une campagne mondiale anticommuniste. C'est un choix tragique qui a été fait à Washington D.C.

Les Nations unies n'ont pas été en mesure de réaliser leur mission sacrée en tant qu'organisation internationale et les portes ont été ouvertes à une forme traîtresse de

mondialisme qui allait conduire les États-Unis dans une direction dangereuse à partir des années 1990.

Où en sommes-nous aujourd'hui, 70 ans plus tard ? Les États-Unis ont toujours des milliers de soldats en Corée du Sud et au Japon. La péninsule coréenne est toujours divisée. L'establishment politique à Washington D.C. et à Séoul et Tokyo suppose que les États-Unis doivent d'une manière ou d'une autre avoir des troupes ici pour toujours. Il n'y a aucune vision du moment où les troupes américaines rentreront chez elles, ni de la manière dont un régime de paix sera établi en Asie de l'Est et la péninsule coréenne réunifiée.

La nouvelle « Guerre froide »

Bien que les journaux nous parlent des relations de travail de plus en plus étroites entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, je peux vous dire, en tant qu'expert de l'Asie qui a travaillé sur les questions asiatiques avec les gouvernements de ces trois pays au cours des vingt dernières années, que je ne pense pas que ce soit le cas. Il y a peut-être des budgets plus importants pour les systèmes d'armes et plus d'articles décrivant une nouvelle guerre froide, mais sur le terrain, je vois moins d'experts américains à Séoul et à Tokyo (et la quarantaine a encore réduit ce nombre). À Washington D.C., où j'étais jusqu'en février, j'ai vu un département d'État et un ministère de la défense essentiellement dépouillés de personnes qui comprennent la Corée, le Japon et la Chine (et il est de plus en plus difficile pour les personnes qui connaissent la Chine d'obtenir une habilitation de sécurité). J'ai rencontré des amis de ma dernière tournée à Washington D.C. qui connaissent bien l'Asie et qui, autrefois, donnaient régulièrement des informations à la Maison Blanche. Ils ne jouent plus aucun rôle maintenant. Les ambassades des États-Unis à Séoul et à Tokyo sont devenues des maisons hantées gérées par du personnel local.

Ce changement n'est pas non plus une création de l'administration Trump. Les partis démocrate et républicain se sont contentés de dénigrer l'expertise et de s'appuyer sur des caricatures et des hommes de paille pour décrire les relations complexes avec l'Asie du Nord-est en matière d'économie et de sécurité.

Notre seul choix, en tant qu'intellectuels, diplomates, universitaires, journalistes et avocats américains, est de condamner ouvertement les efforts racistes et réducteurs visant à rejeter sur la Chine la responsabilité du pire de la culture américaine, de la

décadence et de la corruption. J'ai pu observer directement à Washington D.C. comment cette approche lâche paralyse la politique à l'égard de l'Asie.

Une partie de cette transformation doit inclure un retour à l'inspiration originale du système d'alliance. Les alliances établies lorsque les États-Unis ont reconnu pour la première fois officiellement l'indépendance de la Corée lors de la conférence de Moscou de 1941 et ont combiné leurs forces avec celles des nationalistes et des communistes en Chine, ainsi qu'avec l'Union soviétique, étaient des alliances axées sur la lutte contre le fascisme. Et cela signifiait à l'époque que le fascisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, les efforts de petits groupes d'intérêts pour utiliser le racisme, le militarisme, l'essentialisme et l'avilissement de la science et du discours intellectuel comme moyens d'atteindre le pouvoir complet. C'était vrai pour le parti nazi comme pour le Ku Klux Klan aux États-Unis dans les années 1930.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés sur tous les fronts à une menace du fascisme, sous des formes nouvelles et variées. Cette menace, et non une menace imaginaire du "communisme", doit être au centre de notre alliance mondiale comme elle l'était auparavant, en Corée, au Japon et dans toute l'Asie.

Le terme "alliance" suggère un conflit, une guerre. C'est un danger dans la mesure où il encourage l'état de guerre afin de préserver l'alliance et mine la paix. Mais en même temps, nous sommes dans un état aussi périlleux que celui dans lequel le totalitarisme et le fascisme s'insinuent dans tous les aéroports, dans tous les magasins de proximité et dans toutes les émissions de télévision du monde. Une telle campagne contre le fascisme est à nouveau exigée de nous.

Mais c'est une distorsion ouverte que de suggérer que c'est la Chine qui constitue la menace. La Chine est aux prises avec exactement les mêmes démons que ceux avec lesquels nous luttons aujourd'hui à Washington D.C., Séoul et Tokyo. Toutes ces capitales sont dominées par la puissance des banques d'investissement, des super-riches et des impitoyables super-ordinateurs qui travaillent jour et nuit pour exploiter notre précieuse Terre à des fins de profits à court terme.

Nous allons promouvoir la coopération entre les Coréens, les Japonais et les Américains pour répondre aux véritables défis de sécurité du XXI^e siècle. Le développement d'armes nucléaires par la République populaire démocratique de Corée n'est pas en tête de liste et la question des armes nucléaires dans la péninsule coréenne ne pourra être résolue tant que les États-Unis ne se seront pas eux-mêmes complètement engagés à respecter les principes du traité de non-prolifération et n'auront pas établi un plan pour que les

États-Unis se débarrassent rapidement de toutes les armes nucléaires qui subsistent dans notre pays.

Il y aura une lutte, mais elle doit être inspirée, basée sur la poursuite d'une approche scientifique de la politique, et qui ramène le meilleur des traditions américaines d'internationalisme en sommeil depuis les années 1950. La dégradation radicale de la science dans les trois pays au cours des derniers mois, en réponse à la crise de la couronne, a tout bouleversé.

Le virus COVID19 a infecté tous les aspects de la société américaine, implantant son ADN vicieux au plus profond du corps politique et rendant méconnaissable pour beaucoup d'entre nous une nation qui a beaucoup offert au monde. Les origines de cet horrible virus restent incertaines, mais il a été favorisé par une profonde faillite morale, par l'effondrement du sens de l'engagement éthique de la part de ceux qui ont eu la chance de recevoir une bonne éducation, qui ont eu le loisir de pouvoir penser par eux-mêmes.

Nous, ceux qui ont eu cette chance, ne devons pas considérer nos avantages comme quelque chose que nous possédons, certainement pas quelque chose que nous devrions défendre, mais nous devrions avant tout toujours avoir à l'esprit ceux qui travaillent tard le soir au dépanneur, ou qui font le ménage dans les immeubles de bureaux, ou qui, sans abri, se blottissent derrière des murs de carton le long d'une autoroute. Ces Américains n'ont pas eu la chance d'apprendre nos compétences, de comprendre l'économie ou la culture, l'histoire et la sécurité. Il est avant tout de notre devoir de nous tenir à leurs côtés et de les protéger.

Une vision américaine pour l'Asie du Nord-est

Les États-Unis doivent jouer un rôle de leader. Cela ne signifie pas qu'il faille prier devant les fausses idoles de la guerre soutenues par Lockheed Martin et Booz Allen Hamilton, en insistant sur le fait que la seule chose qui compte, ce sont les systèmes d'armes, les accords de libre-échange et plus de systèmes d'armes.

Nous devons proposer une vision de l'avenir de l'Asie du Nord-est et du monde qui concerne la gouvernance mondiale, en mettant l'accent sur la Terre et sur la gouvernance locale. La vraie science, l'éducation, l'éthique et les nouveaux modèles de démocratie participative doivent éclairer cette vision pour les États-Unis, tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger.

Je conclurai en suggérant que la coopération entre la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis peut être orientée vers une voie fructueuse vers l'unification de la péninsule coréenne.

Les Coréens, du Nord et du Sud, peuvent créer de nouvelles institutions à grande échelle, ce qui n'est pas facile à faire dans d'autres nations, précisément parce que la Corée est en pleine transformation institutionnelle. La Corée peut mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles, créer un financement axé sur les citoyens et non sur les banques d'investissement internationales, et poursuivre un internationalisme honnête et courageux qui nous rassemble pour une véritable coopération.

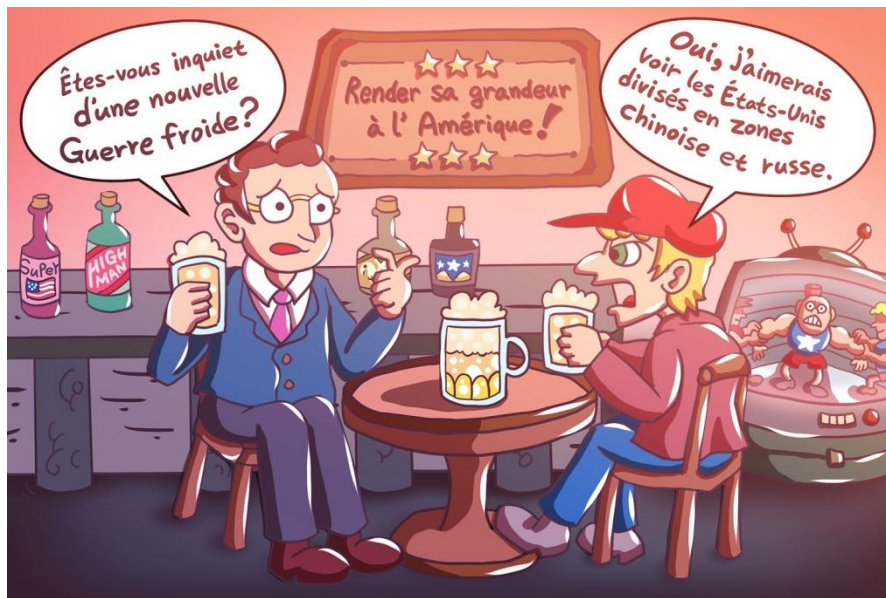
La vie frugale et modeste des Nord-Coréens ne doit pas être rapidement remplacée par une consommation aveugle ou un développement irréflecti. Au contraire, la Corée du Nord est parfaitement positionnée pour être une nation 100 % exempte de combustibles fossiles. La Corée du Nord peut adopter la position courageuse selon laquelle les minéraux et le charbon qui se trouvent sous ses forêts et ses champs doivent rester là, à l'abri des multinationales, car la population et l'écosystème ont bien plus de valeur que l'argent.

Ce modèle peut être réimporté en Corée du Sud, au Japon et aux États-Unis. Le fait que la Corée du Nord ne possède pas beaucoup d'automobiles, qu'elle n'est pas automatisée, peut être sa force, et non sa faiblesse. J'attends avec impatience un jour où la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis seront aussi sombres la nuit que la Corée du Nord.

Les Japonais et les Américains peuvent contribuer à ce projet pour la Corée du Nord, et pour l'Asie du Nord-est. Mais les banques d'investissement américaines et japonaises et les riches spéculateurs ne devraient jouer aucun rôle.

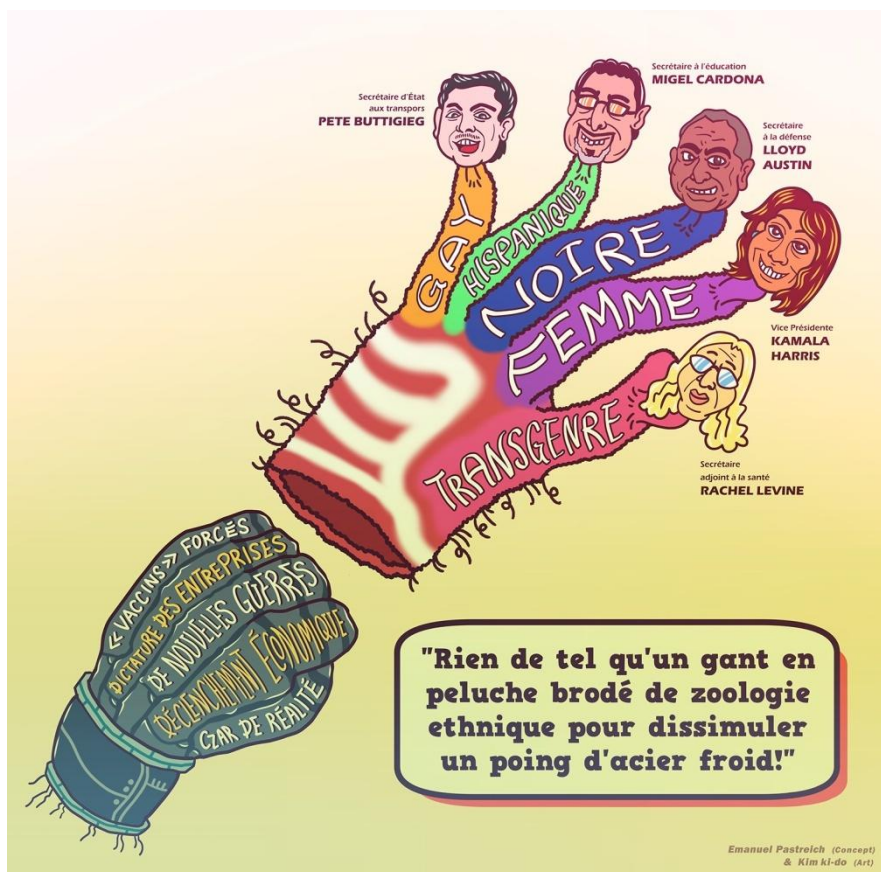
Allons de l'avant ensemble, avec courage, prêts à l'abnégation, prêts à faire de notre mieux pour mettre fin à cette économie d'extraction axée sur la consommation, pour faire face au péril du changement climatique et pour créer une culture de coopération dans le domaine de l'éducation, de la vraie science, des arts et de la philosophie morale, une culture qui rassemblera les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon en une véritable équipe vouée à l'internationalisme par le biais de personnes et d'idéaux, et non de superordinateurs calculant des profits.

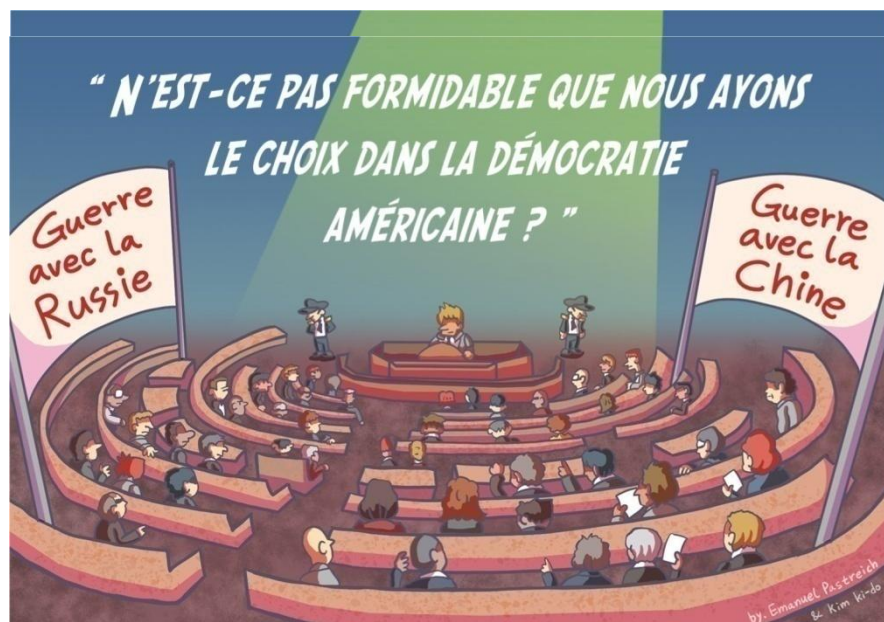
Caricatures

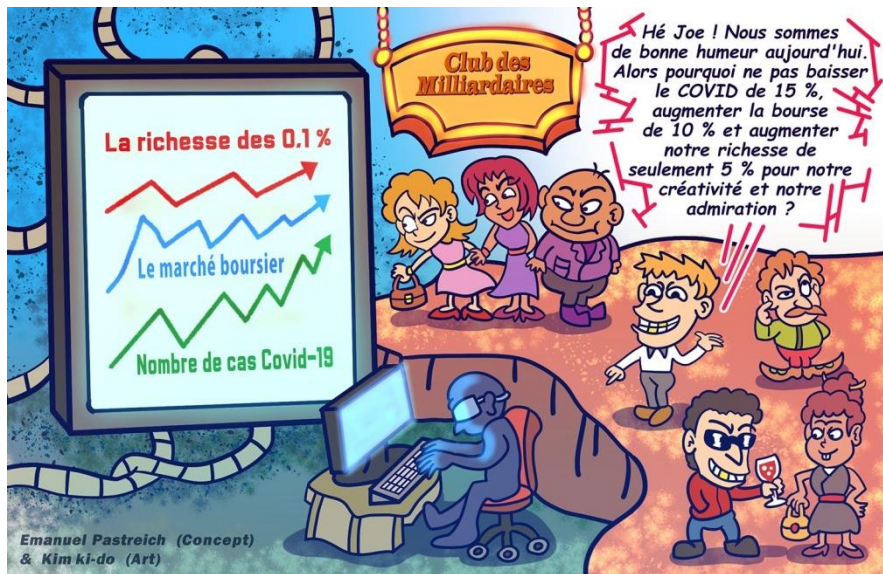












"Fascismacchiato"

TXT. Emanuel Pastreich
PIC. Kim ki-do



Auteur

Emanuel Pastreich est devenu au cours des deux dernières décennies le principal porte-parole d'une politique américaine rationnelle en matière de diplomatie et de sécurité, avec un accent particulier sur l'effondrement du climat et de la biodiversité, l'impact catastrophique des nouvelles technologies sur la société humaine, la concentration des richesses et la course aux armements à l'échelle mondiale.

Pastreich s'efforce de réinventer les traditions de l'internationalisme poursuivies par Franklin D. Roosevelt et Adlai Stevenson dans ses écrits et dans ses discours. Il a exigé que les billions donnés aux entreprises au cours de l'année dernière soient rendus à la population, que les conglomérats multinationaux comme Amazon et Facebook soient gérés comme des coopératives réglementées, et que les actifs des entreprises de combustibles fossiles soient immédiatement saisis et leurs propriétaires et administrateurs inculpés pour avoir présenté des informations frauduleuses au gouvernement et à la population sur le changement climatique.

Né à Nashville, Tennessee, et élevé à Saint Louis, Missouri, M. Pastreich a commencé sa carrière comme professeur à l'Université de l'Illinois, Urbana-Champaign en 1998.

Expert de l'Asie, parlant couramment le coréen, le japonais et le chinois, il soutient depuis deux décennies que les Américains doivent acquérir une connaissance approfondie de l'Asie afin de relever les défis de ce siècle et qu'une réaction anti-asiatique émotionnelle ou raciste sera profondément préjudiciable à notre pays. Il est président de l'Asia Institute, un groupe de réflexion ayant des bureaux à Washington D.C., Séoul, Tokyo et Hanoi.

Les vidéos des discours d'Emanuel Pastreich pour la campagne de 2020 sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://medium.com/@emanuelpastreich/emanuel-pastreichs-speeches-from-2020-presidential-campaign-de28849e4df1>

I SHALL FEAR NO EVIL

*WHY WE MUST HAVE
A TRULY INDEPENDENT CANDIDATE
FOR PRESIDENT*



Washington D.C., Seoul, Tokyo, Hanoi

1730 Rhode Island Avenue, NW, Suite 414
Washington, DC 20036

asia-institute.org

\$ 13.00 USD



ISBN 978-1-64999-430-1